

Nouvelles orientations pour une sociologie globale

> Projekt Klassenanalyse Pablo Pérez **Rodolfo Elbert** Svetlana Yaroshenko **Ngai-Ling Sum** Tania Murray Li **Ruth Patrick** Richard York **Brett Clark**

Classes sociales et inégalités

> James K. Galbraith Klaus Dörre Éric Pineault Federico Demaria **Anna Saave-Harnack** Corinna Dengler Barbara Muraca Gabriel Sakellaridis Jorge Rojas Hernández

Après la croissance, quel paradigme?

Perspectives théoriques

Ariel Salleh

La montée du populisme de droite

Lena Lavinas Guilherme Leite Gonçalves Ayşe Buğra Ramiro C.H. Caggiano Blanco Natalia Teresa Berti Justyna Kajta

Rubrique ouverte

- > L'apport de Marie Jahoda
- > Relations du travail au Portugal
- > L'équipe bengalie de Dialogue Global







> Éditorial

n juillet dernier au XIX^e Congrès mondial de sociologie de l'ISA à Toronto (Canada), Sari Hanafi a été élu à la présidence de l'Association internationale de sociologie. Ce premier numéro de 2019 de *Dialogue Global* s'ouvre sur un article où il expose sa vision théorique pour l'ISA dans les années à venir, en appelant à un débat axé sur un nouveau paradigme fondé sur le pluralisme en cette ère de modernités multiples, combinant approche postcoloniale et post-autoritaire.

Avec la montée des partis populistes de droite à travers le monde, les débats sociologiques sur les classes sociales ont acquis une importance nouvelle. Avec notamment des contributions en provenance d'Amérique latine, des États-Unis, d'Allemagne et d'Asie du Sud-Est, le premier symposium de ce numéro se fait l'écho de ce regain d'intérêt pour les questions de formation des classes sociales et de rapports de classe à travers le monde. Ce symposium traite conjointement des répercussions de l'augmentation de la pauvreté et des inégalités.

Pendant des décennies, la production de croissance économique a eu une place centrale dans la plupart des activités économiques ainsi que des initiatives politiques et des discussions scientifiques. Ces dernières années, un nombre croissant d'activistes, mais aussi de sociologues et d'économistes, ont engagé un vaste débat sur les limites de la croissance. Il y est notamment question de l'avenir et, dans certaines régions du monde, de la possible fin des taux de croissance durablement élevés, ainsi que des effets dévastateurs au plan écologique et social de cette focalisation unilatérale sur la croissance du PIB. Scientifiques aussi bien qu'activistes explorent également les alternatives possibles, et plus parti-

culièrement l'idée de « décroissance », un concept qui n'a pas été sans soulever des controverses. Les articles de ce deuxième symposium reflètent ces débats autour de l'avenir de la croissance et d'une possible alternative de décroissance.

Étant donné la conjoncture mondiale actuelle, Ariel Salleh plaide dans sa contribution théorique en faveur d'une nouvelle analyse sociologique de classe qui soit centrée sur les mères, les paysans et les personnes qui vivent de la cueillette, au regard de leurs compétences matérielles à rendre possible la vie sur la Terre. Sa réflexion historique sur les débats autour de l'écoféminisme s'accompagne d'un appel en faveur d'une sociologie critique et de ce qu'elle désigne comme un « matérialisme incarné ».

La fin de nombreux gouvernements de gauche en Amérique latine coïncide avec la montée de gouvernements de droite, parfois autoritaires, dans de nombreuses autres régions du monde. Dans ce numéro, des chercheurs se penchent sur l'évolution historique et politique du populisme de droite au Brésil, en Colombie, en Turquie et en Pologne.

Trois articles sont inclus dans la rubrique ouverte de ce numéro. Dans un article au sujet de la thèse de doctorat récemment publiée de Marie Jahoda, Johann Bacher, Julia Hofmann et Georg Hubmann nous rappellent ce que nous pouvons, en tant que sociologues et citoyens engagés, apprendre de son parcours et de ses travaux. L'article d'Elísio Estanque et António Casimiro Ferreira permet de mieux comprendre la nouvelle configuration politico-syndicale dans le Portugal de la période post-troïka. Enfin, pour clore ce numéro, l'équipe bengalie de Dialogue Global se présente et présente son travail.

Brigitte Aulenbacher et Klaus Dörre, rédacteurs en chef de Dialogue Global

- > Dialogue Global est disponible en 17 langues sur le site web de l'ISA.
- > Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue.isa@gmail.com.



DIALOGUE GLOBAL



> Comité de rédaction

Rédacteurs en chef : Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Assistantes d'édition :

Johanna Grubner, Christine Schickert.

Rédactrice en chef adjointe : Aparna Sundar.

Responsables éditoriaux : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultant : Michael Burawoy.

Consultant médias : Gustavo Taniguti.

Rédacteurs-consultants :

Sari Hanafi, Geoffrey Pleyers, Filomin Gutierrez, Eloísa Martín, Sawako Shirahase, Izabela Barlinska, Tova Benski, Chih-Jou Jay Chen, Jan Fritz, Koichi Hasegawa, Hiroshi Ishida, Grace Khunou, Allison Loconto, Susan McDaniel, Elina Oinas, Laura Oso Casas, Bandana Purkayastha, Rhoda Reddock, Mounir Saidani, Ayse Saktanber, Celi Scalon, Nazanin Shahrokni.

Équipes régionales

Monde arabe: Sari Hanafi, Mounir Saidani.

Argentine : Juan Ignacio Piovani, Alejandra Otamendi, Pilar Pi Puig, Martín Urtasun.

Bangladesh: Habibul Haque Khondker, Hasan Mahmud, Juwel Rana, US Rokeya Akhter, Toufica Sultana, Asif Bin Ali, Khairun Nahar, Kazi Fadia Esha, Helal Uddin, Muhaimin Chowdhury, Md. Eunus Ali.

Brésil : Gustavo Taniguti, Andreza Galli, Lucas Amaral Oliveira, Benno Warken, Angelo Martins Junior, Dmitri Cerboncini Fernandes.

France/Espagne: Lola Busuttil.

Inde: Rashmi Jain, Pragya Sharma, Nidhi Bansal, Sandeep Meel.

Indonésie: Kamanto Sunarto, Hari Nugroho, Lucia Ratih Kusumadewi, Fina Itriyati, Indera Ratna Irawati Pattinasarany, Benedictus Hari Juliawan, Mohamad Shohibuddin, Dominggus Elcid Li, Antonius Ario Seto Hardjana, Diana Teresa Pakasi, Nurul Aini, Geger Riyanto, Aditya Pradana Setiadi.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Sina Bastani, Sayyed Muhamad Mutallebi, Vahid Lenjanzade.

Japon : Satomi Yamamoto, Sara Maehara, Masataka Eguchi, Yuko Masui, Riho Tanaka, Marie Yamamoto.

Kazakhstan : Aigul Zabirova, Bayan Smagambet, Adil Rodionov, Almash Tlespayeva, Kuanysh Tel, Almagul Mussina, Aknur Imankul.

Pologne: Jakub Barszczewski, Katarzyna Dębska, Anna Dulny-Leszczynska, Krzysztof Gubański, Monika Helak, Sara Herczyńska, Justyna Kościńska, Łucja Lange, Iga Łazińska, Adam Müller, Weronika Peek, Zofia Penza-Gabler, Jonathan Scovil, Marcjanna Szczepaniak, Agnieszka Szypulska, Anna Tomala, Mateusz Wojda.

Roumanie: Cosima Rughiniş, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Luciana Anăstăsoaie, Costinel Anuţa, Maria Loredana Arsene, Diana Alexandra Dumitrescu, Radu Dumitrescu, Iulian Gabor, Dan Gîtman, Alecsandra Irimie-Ana, Iulia Jugănaru, Ioana Mălureanu, Bianca Mihăilă, Andreea Elena Moldoveanu, Rareş-Mihai Muşat, Oana-Elena Negrea, Mioara Paraschiv, Alina Cristina Păun, Codruţ Pînzaru, Susana Maria Popa, Adriana Sohodoleanu, Elena Tudor.

Russie: Elena Zdravomyslova, Anastasia Daur, Valentina Isaeva.

Taïwan: Jing-Mao Ho.

Turquie: Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Dans son article programmatique, le nouveau président de l'Association internationale de Sociologie (ISA), **Sari Hanafi**, expose sa vision pour l'ISA pour les années à venir. Il plaide en faveur d'un paradigme de pluralisme afin de renforcer le dialogue entre les sociologies à l'échelle globale.



La **croissance économique** constitue la base de la prospérité dans les sociétés occidentales, or la production toujours plus élevée de biens ne fait qu'exacerber la destruction écologique de notre planète. Des intervenants du monde entier discutent ici du rôle de la croissance économique dans la société, des problèmes qu'elle pose et des défis qu'elle représente, ainsi que de visions alternatives pour dépasser ce paradigme.



La chute de nombreux gouvernements de gauche en Amérique latine coïncide avec la montée dans beaucoup d'autres régions du monde de gouvernements de droite, qui ont souvent des tendances autoritaires et populistes. Dans cette rubrique, des chercheurs se penchent sur l'évolution historique et politique du **populisme de droite** au Brésil, en Colombie, en Turquie et en Pologne.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

| Éditorial | 2 | Féminismes et décroissance : simple alliance ou relation fondatrice ? | |
|--|----|--|-----|
| > PARLONS DE SOCIOLOGIE | | Anna Saave-Harnack et Corinna Dengler, Allemagne, et Barbara Muraca, États-Unis | 32 |
| De nouvelles orientations pour une sociologie globale Sari Hanafi, Liban | 5 | Grèce : Les obstacles à une stratégie de décroissance Gabriel Sakellaridis, Grèce | 34 |
| > CLASSES SOCIALES ET INÉGALITÉS | | Chili : Du néolibéralisme à une société de post-croissance ? Jorge Rojas Hernández, Chili | 36 |
| Pour un dialogue global sur les classes sociales Projekt Klassenanalyse, Allemagne | 9 | > PERSPECTIVES THÉORIQUES La sociologie écoféministe comme nouvelle analyse de classe | |
| Classes sociales et intérêts de classe en Amérique latine Pablo Pérez, Chili et Rodolfo Elbert, Argentine | 11 | Ariel Salleh, Australie | 38 |
| Pauvreté et exclusion sociale dans la Russie postsocialiste Svetlana Yaroshenko, Russie | 13 | > LA MONTÉE DU POPULISME DE DROITE | |
| Lumpenproletariat et citadins subalternes en Chine Ngai-Ling Sum, Royaume-Uni | 16 | Brésil, 2018 : Le virage à droite des classes moyennes Lena Lavinas et Guilherme Leite Gonçalves, Brésil | 42 |
| Formation des classes et capitalisme agraire Tania Murray Li, Canada | 18 | Populisme, identité et marché Ayşe Buğra, Turquie | 45 |
| Faire face à la réforme de l'aide sociale au Royaume-Uni Ruth Patrick, Royaume-Uni | 20 | Amérique latine : L'intérêt personnel prime sur l'action sociale | -10 |
| Les classes sociales et l'écologie Richard York and Brett Clark, États-Unis | 23 | Ramiro Carlos Humberto Caggiano Blanco, Brésil et Natalia Teresa Berti, Colombie | 47 |
| | | Le nationalisme radical, nouvelle contre-culture en Pologne ? Justyna Kajta, Pologne | 49 |
| > APRÈS LA CROISSANCE, QUEL PARADIGME ? | | > RUBRIQUE OUVERTE | |
| La fin de la croissance rapide ou l'effet du collier étrangleur James K. Galbraith, États-Unis, et Klaus Dörre, Allemagne | 26 | L'apport de Marie Jahoda Johann Bacher, Julia Hofmann et | |
| La situation de post-croissance Éric Pineault, Canada | 28 | Georg Hubmann, Autriche | 52 |
| Décroissance : Une transformation socio-écologique radicale Federico Demaria, Espagne | 30 | Relations du travail et dialogue social au Portugal Elísio Estanque et António Casimiro Ferreira, Portugal | 54 |
| | | L'équipe de Dialogue Global au Bangladesh | 56 |
| | | | |

Il est très important qu'en sociologie certains concepts prétendent à l'universalité, comme celui des droits de l'homme, mais je pense que leur universalité n'est possible qu'en parvenant à un consensus entre des cultures qui se recoupent, et non en universalisant des valeurs issues d'un contexte euro-américain.

Sari Hanafi

> De nouvelles orientations

pour une sociologie globale

Sari Hanafi, Université américaine de Beyrouth (Liban) et Président de l'Association internationale de Sociologie (2018-2022)



Sari Hanafi, Président de l'Association internationale de Sociologie.

'ai eu l'honneur d'être élu président de l'Association internationale de Sociologie (ISA) lors de son congrès de juillet 2018 à Toronto. Dans les paragraphes qui suivent, je souhaiterais définir dans ses grandes lignes le programme que j'ai présenté lors de ma candidature à cette fonction et mettre en avant trois points essentiels concernant le dialogue entre les sociologies, l'évolution vers une approche post-autoritaire, et la crise actuelle de la théorie de la sécularisation.

> Pour un dialogue entre les sociologies

Sur les 20 présidents de l'ISA élus à ce jour, seuls deux avant moi n'étaient pas originaires d'Europe ou d'Amérique du Nord, et je suis le troisième. J'apporte avec moi une sensibilité particulière à la sociologie, liée à mon parcours personnel et professionnel – j'ai suivi mes études universitaires en Syrie puis en France, et ai travaillé dans différentes institutions universitaires en Égypte, en Palestine, en France et au Liban, différents lieux où j'ai donc été confronté à une grande variété de débats.

Dans la mesure où je me méfie – je me méfie même beaucoup - des catégories binaires antagonistes (du type tradition/modernité, Est/Ouest, universalisme/contextualisme, etc.), je pense que les différentes sociologies devraient toujours être engagées dans un dialogue. Sociologies in Dialogue était de fait le titre de la IVe conférence du Conseil des Associations nationales de l'ISA, et c'est également le titre du volume publié sous la direction de Chin-Chun Yi et moi-même, à paraître prochainement chez SAGE Publications. Il est très important qu'en sociologie certains concepts prétendent à l'universalité, comme celui des droits de l'homme, mais je pense que leur universalité n'est possible qu'en parvenant à un consensus entre des cultures qui se recoupent, et non en universalisant des valeurs issues d'un contexte euro-américain. Je prendrai comme exemple le concept de démocratie. La démocratie est-elle universelle ? Oui, assurément, mais ni

comme modèle à exporter, pour faire écho à Florent Guénard (2016), ni comme concept d'une fin en soi (telos), mais bien comme une expérience historique qui a tiré son caractère normatif de sa diffusion, en particulier depuis les années 1980 en Amérique latine, puis en Europe centrale et en Europe de l'Est, et enfin dans certains pays du monde arabe. Ce qui est universel est donc un imaginaire du désir de démocratie, dont on retrouve la trace dans les slogans sur la liberté, la justice et la dignité brandis dans les manifestations. Cet universalisme normatif est fragile et n'empêche pas l'existence de ce qu'Armando Salvatore a décrit en 2016 comme « différents modèles de civilité ».

Mais dans la mesure où nous ne voulons pas que ce débat reste circonscrit autour de l'émancipation de la condition coloniale et de l'hégémonie occidentale en matière de production du savoir, l'approche postcoloniale ne suffit pas à rendre compte des problèmes ayant trait à la production du savoir. Cette approche devrait être complétée par ce que j'appelle une « approche post-autoritaire ». Cela suppose de tenir compte non seulement de l'incidence du colonialisme, mais aussi de l'incidence de l'autoritarisme local.

> Vers une approche post-autoritaire

Force est de reconnaître les cicatrices laissées par l'époque coloniale. Celles-ci restent présentes ; elles paralysent certains, et rappellent à d'autres les chemins que nous n'osons plus emprunter. Mais on peut à la fois user et abuser des études postcoloniales, qui mettent tellement l'accent sur les facteurs externes, au détriment des facteurs locaux. La parenté lexicale des études postautoritaires avec les études post-coloniales signifie que les premières pourraient, par association, s'appuyer sur un certain nombre d'hypothèses qui sous-tendent la seconde catégorie, notamment en termes de structures de pouvoir. Cela ne signifie pas pour autant que nous ayons surmonté l'autoritarisme ni que nous ayons « dépassé » cette époque.

L'autoritarisme, tel que nous le concevons, n'est pas simplement la tendance des États à agir de façon antidémocratique en exerçant une coercition bureaucratique et policière sur la société. Si on veut faire une présentation descriptive, tous les États sont, dans une certaine mesure, autoritaires. Il ne s'agit pas de l'État où selon Carl Schmitt le souverain décide de l'état d'exception. Nous savons que tous les États ont des « moments » ou des tendances à pratiquer l'exception et l'autoritarisme. L'autoritarisme est plutôt la suppression systématique de la responsabilisation ou de la participation de la population dans les décisions de l'État ainsi qu'une forte centralisation du pouvoir exécutif dans les mains d'une bureaucratie, ainsi que l'a indiqué Graham Harrison en 2018.

Il existe différents niveaux d'autoritarisme : l'un est lié à un type de régime, un autre est lié à un système poli-

tico-économique, et un troisième se situe au niveau de l'individu.

> Autoritarisme et brutalisation

L'idée maîtresse de Norbert Elias dans son célèbre Über den Prozess der Zivilisation [partiellement traduit en français sous deux titres, La Civilisation des mœurs et La Dynamique de l'Occident] est que les sociétés évoluent à travers un mouvement de régression de la violence individuelle (la pacification des comportements). Or nous assistons aujourd'hui à ce que Josepha Laroche désignait en 2017 comme « le retour du refoulé », ou ce que George Mosse qualifiait en 1991 de « brutalisation », afin de souligner l'érosion de ce mouvement civilisationnel. Si les acteurs étatiques sont les principaux acteurs de la brutalisation de la société par l'intermédiaire de la police et de l'armée, nous assistons également à une montée en puissance d'acteurs non étatiques. Un exemple de cela, pour moi qui ai vécu en Syrie et vis au Liban, est celui du groupe État islamique et d'autres acteurs sectaires et interstitiels qui court-circuitent l'État en faisant appel à la solidarité communautaire. Mais il faut également inclure les acteurs non étatiques qui opèrent à l'échelle internationale, tels que les multinationales et les marchés financiers qui constituent ce que James Rosenau appelait en 1990 les « acteurs sans souveraineté ». Cependant, les acteurs non étatiques agissent rarement sans qu'il y ait consentement et facilitation de la part des acteurs étatiques. Le groupe État islamique ne serait pas concevable sans le bouclage total de l'espace politique par l'élite dirigeante syrienne ou le très sectaire régime irakien. Les acteurs étatiques et non étatiques non seulement brutalisent la société, mais aussi préfigurent la brutalisation à l'échelle du monde, dont nous sommes aujourd'hui à la fois témoins et parties prenantes. Pire encore, comme en Syrie, en Libye et au Yémen, la guerre entraîne une « brutalisation de l'arène politique », ce qui implique que faire de la politique devient difficile sans l'exercice de la violence.

Selon Laroche, le point de départ de ce processus de brutalisation est la destruction des liens sociaux et de la solidarité, qui conduit à altériser et exclure de la communauté nationale des groupes tels que les pauvres ou les étrangers, et à permettre une barbarie du quotidien à leur encontre, qui finit par se généraliser dans toute la société.

> Autoritarisme néolibéral

L'interaction de l'économique et du politique conduit à l'émergence d'une configuration politico-économique particulière que j'appelle « autoritarisme néolibéral ». Cette nouvelle configuration n'est cependant pas simplement le résultat d'une combinaison de deux termes, mais plutôt le résultat d'une articulation qui, à bien des égards, modifie à la fois le néolibéralisme et les régimes autoritaires.

On sait que le néolibéralisme a engendré au plan social et économique des injustices et un appauvrissement généralisés. Mais ce qui est nouveau, c'est le fait que l'État déploie de manière systématique et délibérée son pouvoir centralisé et coercitif dans le but d'opérer une transformation capitaliste dans des sociétés où la classe capitaliste est faible et non dominante. Si la société capitaliste classique a souvent engendré un système de domination par le biais d'un régime politique démocratique, ce n'est pas le cas dans nombre de sociétés périphériques, ni dans les sociétés occidentales où la classe capitaliste s'est réduite et se trouve davantage contestée. La relation entre les forces sociales qui soutiennent l'État ne se définit pas seulement en termes de classe, comme l'a soutenu Nicos Poulantzas, mais aussi par des hiérarchies raciales et de genre qui sont le produit de processus qu'Aníbal Quijano a appelé la « colonialité du pouvoir », qui se manifestent de diverses manières dans le temps et dans l'espace.

> Citoyens autoritaires

En tant que système politique déployé par des acteurs étatiques et des acteurs non étatiques, l'autoritarisme existe en corrélation avec des citoyens autoritaires. Les dirigeants autoritaires étouffent l'imagination : ils préfèrent de mornes automates prêts à suivre leurs ordres plutôt que des sujets autonomes à la personnalité indépendante. Le mécanisme pour devenir un citoyen autoritaire n'est pas seulement encouragé d'en haut, mais est également produit en relation avec le raisonnement pratique.

Selon Maeve Cooke, il existe deux composantes interdépendantes du raisonnement pratique autoritaire. Premièrement, il y a une conception autoritaire du savoir, qui consiste à restreindre l'accès au savoir à un groupe privilégié de personnes et à soutenir un point de vue préservé des influences de l'histoire et du contexte, qui garantit le bienfondé inconditionnel de leur revendication de vérité et de légitimité. Deuxièmement, il y a une conception autoritaire de la justification, qui opère une séparation entre d'une part la validité des propositions et des normes et d'autre part le raisonnement des sujets humains pour lesquels ces propositions et ces normes sont proclamées valables.

Il est difficile de discuter dans la sphère publique avec certaines personnes, en particulier les religieux ou celles qui mettent en application l'une des deux composantes du raisonnement pratique autoritaire. Comme la notion de citoyen implique l'autonomie politique de chaque personne, Maeve Cooke soutient que les citoyens devraient avoir une autonomie éthique. Cette autonomie repose sur l'intuition que la liberté de l'être humain consiste, pour l'essentiel, en la liberté de former et de poursuivre sa conception du bien sur la base de raisons qui sont propres à chacun. Dans les processus de révolution et de contre-révolution à l'œuvre dans le monde arabe, et dans les débats confrontant des forces démocratiques, on prête rarement atten-

tion au raisonnement pratique des élites, l'accent étant mis presque exclusivement sur le paradigme de la sécularisation. Les forces séculières ont été perçues comme étant systématiquement préservées du raisonnement pratique autoritaire, alors que les mouvements politiques islamiques, par définition, procèderaient suivant ce raisonnement. C'est là bien sûr un argument simpliste, qui mériterait d'être examiné de plus près dans la mesure où des citoyens autoritaires peuvent être présents dans chacune de ces deux formations des élites. Cela m'amène à soutenir que la théorie de la sécularisation traverse une véritable crise et ne peut rendre compte de la transformation des rapports des citoyens avec la religion.

> La théorie de la sécularisation remise en cause

Si la sécularisation reste une voie privilégiée vers la démocratie et la modernité, il apparaît nécessaire de reposer la question de ce processus sur une base post-séculaire afin de le libérer de certains de ses excès et pathologies. Dans une conversation récente que j'ai eue avec lui, Jim Spickard, président du comité de recherche de l'ISA sur la Sociologie de la Religion (RC22), reconnaissait qu'historiquement, la sociologie avait adopté la théorie de la sécularisation, une théorie que des sociologues comme David Martin, Manuel Vásquez et lui-même faisaient remonter au combat intellectuel que les premiers sociologues avaient mené contre le caractère réactionnaire de la religion dans la France de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle. Pour Peter Berger, cette théorie, qui présentait la modernité comme conduisant à un déclin de la religion, a été empiriquement réfutée, et devrait être remplacée par une théorie nuancée du pluralisme. L'évolutionnisme qui associait la religion au « passé » et la sociologie au « futur » a ancré la thèse de la sécularisation dans notre façon de penser. C'est pourquoi le retour en force de la religion dans les années 1980 et 90 parmi la population a été rapidement qualifié de « fondamentaliste » et de « réaction contre la modernité ». Selon Ulrike Popp-Baier, ce débat en pleine évolution s'articule autour de trois grands modèles de récits représentatifs. Le premier récit est celui d'un déclin des affiliations, des pratiques et des croyances religieuses dû à la diffusion d'une vision scientifique du monde. Le deuxième récit est celui d'une transformation, étayé par les thèses sur la « religion invisible », la « religion implicite », la « croyance sans appartenance », la « religion par procuration » (vicarious religion), la « judiciarisation de la religion » et, de manière de plus en plus importante ces dernières années, la « spiritualité », signes d'une métamorphose de la dimension sociale de la religion dans un contexte de changements culturels et sociétaux plus généraux liés à l'individualisation et à la subjectivation. Le troisième récit est celui d'un essor, qui relie la vitalité religieuse au pluralisme religieux et à un marché d'organisations religieuses concurrentes, cet essor étant dans le cas de l'Islam associé au radicalisme, voire au terrorisme.

Il nous faut dépasser les nombreux clichés qui conduisent à classer certaines régions géographiques comme religieuses ou laïques, afin d'analyser les diverses traditions intellectuelles, religions populaires et vecteurs institutionnels qui ont produit les différentes formes de religion et de religiosité présentes dans la société contemporaine. Dans nos débats sociologiques, il est important de discuter de la place de la religion dans la démocratie et dans la sphère publique. On ne peut pas demander aux citoyens d'avoir une responsabilité morale qui soit à la base de leurs convictions politiques indépendamment de leurs convictions religieuses, comme le fait John Rawls. Même dans le cadre du pluralisme de Habermas, Rawls reconnaît la place de la religion dans la sphère publique et soutient que les communautés religieuses doivent s'engager dans une autoréflexion herméneutique afin de développer une position épistémique face aux revendications d'autres religions et visions du monde, aux connaissances profanes (en particulier scientifiques) et à la priorité donnée aux raisons séculières dans l'arène politique. Mais de fait, est-il possible de dissocier les raisons « religieuses » des raisons « séculières » ? Des chercheurs comme Darren Walhof (2013) font observer que « la théologie, l'action politique et l'identité d'une communauté religieuse sont indissolublement liées, dans la mesure où les citoyens et les chefs religieux appliquent et reformulent leurs théologies dans de nouveaux contextes politiques ».

Cependant, la confluence du droit, de la religion, de la politique et de la société a eu certaines conséquences problématiques, comme le sectarisme. Dans les régions en proie à des conflits, comme le Moyen-Orient, le sectarisme constitue l'une des principales dynamiques de conflit, mais est en même temps un mécanisme de formation de l'identité locale par l'intermédiaire de ce qu'Azmi Bishara a appelé en 2017 les « sectes imaginaires ». Suivant cette même logique, Israël a récemment adopté une loi proclamant que seuls les Juifs ont le droit à l'autodétermination nationale, tout en poursuivant sa politique d'apartheid en Israël et dans les territoires palestiniens.

> Conclusion

Dans le contexte actuel d'une montée des « démocraties illibérales » et d'offensive de certaines démocraties bien établies contre les libertés et les droits civils, l'Association internationale de Sociologie (ISA) devrait prendre en compte les craintes et le ressenti qui sont ceux de tant de gens dans le monde aujourd'hui. Pour Hannah Arendt, le totalitarisme était le résultat d'une combinaison de facteurs externes (impérialisme, crise des empires multinationaux) et internes (antisémitisme et racisme). Dans le même ordre d'idées, je pense que l'ISA doit allier l'analyse du colonialisme à celle de l'autoritarisme, et animer le débat autour d'un nouveau paradigme intégrant la religion et le pluralisme à l'ère des modernités multiples. Pour ce faire, il est nécessaire de se doter d'un cadre plus approprié pour comprendre la combinaison de dimensions micro et macro qui caractérise la situation mondiale actuelle, et d'élaborer, pour reprendre le titre de l'essai d'Alatas et Sinha de 2017, une « théorie sociologique au-delà du canon ».

Toute correspondance est à adresser à Sari Hanafi < sh41@aub.edu.lb>

> Pour un dialogue global sur les classes sociales

Projekt Klassenanalyse Jena (PKJ), Université d'Iéna (Allemagne)

> Le projet PKJ : Pourquoi nous avons besoin d'une théorie des classes

Dans le monde entier, on assiste à une augmentation des inégalités et à une multiplication des mouvements sociaux, tandis que l'économie mondiale reste sujette aux crises. Cela s'applique même dans les bastions capitalistes. D'après les statistiques officielles, 19% de la population allemande était menacée de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2017 ; d'autres études montrent également une polarisation sociale croissante. Pendant ce temps, de nombreuses régions du globe font l'expérience d'un virage à droite. Dans ce contexte, nous constatons que le terme de « classe », qui – du moins en Allemagne – était depuis plusieurs décennies presque totalement absent du débat public, est en train de revenir lentement dans le discours théorique et politique. À l'Université Friedrich Schiller d'Iéna, nous avons récemment lancé le « Projekt Klassenanalyse Jena » (Projet d'Analyse des Classes, Iéna), dont l'objet est de réexaminer les débats passés concernant les classes sociales, de contribuer à la théorie contemporaine des classes et d'offrir un forum de discussion sur la politique actuelle de classe. Nous voudrions pour cela engager le dialogue avec des universitaires et des activistes du monde entier.

> Pourquoi parler des « classes sociales » ?

La force des concepts sociologiques de classe réside dans le fait qu'au plan analytique ils se concentrent sur les liens intrinsèques existant entre les inégalités économiques, politiques et culturelles. Le terme de « classe » dans la tradition marxienne contient une dimension critique dans la mesure où il révèle les structures de pouvoir et de contrôle qui sont enracinées dans la division économique du travail et les structures de propriété. Pour Marx, la classe est donc une catégorie relationnelle : la classe des salariés se trouve dans une relation antagoniste et conflictuelle avec la classe des capitalistes. À la différence des approches basées sur le « milieu » ou la stratification (classe supérieure, classe moyenne, classe ouvrière, etc.), le terme de « classe » dans la tradition marxienne désigne un lien structurel qui peut relier entre elles les conditions de travail et les conditions de vie des groupes sociaux au lieu de simplement décrire des inégalités économiques. À travers les concepts d'« exploitation » (Marx), de « fermeture sociale » (Weber), de

« distinction » (Bourdieu) et de « contrôle bureaucratique » (Wright), le terme de « classe » fait principalement référence à des relations verticales d'inégalité et, si l'on aborde les relations de pouvoir, c'est aussi bien une notion théorique qu'un terme politique. Le terme recouvre l'hégémonie et la représentation politiques en même temps que des questions de prérogatives narratives dans le traitement culturel et intellectuel des rapports de classe.

> De nouveaux défis

Compte tenu des nouveaux défis et des changements et bouleversements sociaux, une théorie contemporaine des classes devra aborder les questions et les sujets cruciaux suivants :

Fragmentation sociale et crise de la représentation politique

Les marques durables que le néolibéralisme a laissées sur les conditions de vie des populations du monde entier constituent un véritable défi pour une analyse de classe. La fragmentation des conditions de travail et des rapports de production a a conduit à une différenciation accrue au sein de la classe laborieuse et entraîné une hétérogénéité considérable en son sein. Cette évolution s'est accompagnée, d'un côté, d'une augmentation de la concentration des richesses en faveur d'une classe supérieure très restreinte, et de l'autre, de l'émergence de « nouvelles classes dangereuses » (Guy Standing) et de divisions au sein des classes moyennes. C'est sur ce terreau que les idéologies de la division sociale et du populisme de droite se développent. La disparition de la perspective d'une unité de classe dans l'arène publique et dans la vie politique au quotidien est le signe d'une « société de classe démobilisée » (Klaus Dörre), où les dynamiques liées à la classe continuent d'opérer à l'ombre du discours sociétal, sans pour autant être désignées comme telles dans l'espace politique. La crise du capitalisme financier et celle de la représentation politique, la faiblesse et la position défensive des partis de gauche et des syndicats, ainsi que la dissolution de la conscience collective liée à cette faiblesse, ouvrent la voie à des revirements politiques vers la droite. Dans le même temps, nous assistons à un rebond des forces et des formations de gauche dans des pays comme la France, le Portugal, l'Espagne ou la Grèce. Dans de nom-

Nous appelons de nos vœux un échange à l'échelle mondiale afin d'élaborer une théorie des classes qui prenne en compte les spécificités de chaque société tout en faisant apparaître les tendances générales à l'échelle globale⁹⁹

breux pays du Nord global, la contestation s'est centrée sur les questions migratoires. Les débats à gauche sont souvent limités à la contradiction erronée entre « classe » et « identité ». Quelques-unes des questions urgentes qui se posent dans cette situation sont les suivantes :

- Quels sont les liens entre les structures économiques, la conscience politique et la culture ?
- Quel est le lien entre la classe sociale et les autres axes de conflit (genre, migration, etc.) ?
- Quel rôle jouent la déclassification et la distinction au sein des classes dominées ? Comment les rapports de classe font-ils sentir leurs effets lorsqu'il n'y a pas de représentation des intérêts de classe dans les organisations politiques ?
- Quelles sont les factions de classe qui sont dominantes dans une société donnée, et à l'échelle mondiale, et comment expriment-elles leurs intérêts ?

Inégalités liées à la classe, et rapports de classe transnationaux

Les pays de l'OCDE font face à une augmentation du chômage, de la pauvreté et de la précarité, qui s'accompagne en partie, depuis une décennie, d'une stagnation des salaires réels, tandis que les disparités de richesse et de revenu atteignent des sommets. Cette tendance semble se renforcer au point que les inégalités liées à la classe sociale deviennent même un obstacle à la poursuite de la croissance économique, menaçant par conséquent la stabilité politique jusque dans les pays phares de la mondialisation néolibérale. Dans les pays du Sud, les conflits de classe sont souvent fondés sur des relations économiques hétérogènes et informelles qui englobent une pluralité de modes de production urbains et ruraux (en partie coexistants). En outre, la tendance à la désindustrialisation touche aujourd'hui les pays du Nord. Nous devons donc poser les questions suivantes :

- Comment se forment les classes sociales dans le contexte de la mondialisation et de ses crises ? Quel rôle jouent les États-nations ? Peut-on parler de classes transnationales ?
- Quelles luttes peuvent réellement être conçues comme des « luttes des classes », et quelles luttes ne peuvent pas l'être ? Existe-t-il des similitudes ou des liens à l'échelle mondiale entre ces luttes ?

• Compte tenu des relations économiques informelles, comment rendre compte des classes sociales et des conflits de classes dans le Sud global ?

Une crise écologique

Les causes de la crise écologique mondiale et les efforts pour y faire face sont étroitement liés aux rapports de classe et à la logique d'accumulation du capital. La recherche permanente de croissance économique et de gains de productivité est indifférente aux besoins écologiques et aux limites biophysiques. Aussi bien l'accès aux ressources naturelles que la répartition des risques écologiques et des charges environnementales font l'objet de luttes spécifiquement de classe. Les pauvres du monde entier – mais surtout ceux des pays du Sud – portent la plus grosse partie du fardeau des tensions écologiques, or ces conflits socio-écologiques risquent fort à l'avenir de s'aggraver. Toute théorie contemporaine des classes devra systématiquement incorporer ces conflits en cherchant à répondre aux questions suivantes :

- Quel est l'impact des déséquilibres écologiques sur les luttes de classe ?
- Comment les contraintes écologiques pèsent-elles sur les différentes classes sociales ?
- Quelle(s) (factions de) classe peu(ven)t être convaincues de la nécessité d'une transformation socio-écologique ?
- Quels intérêts de classe empêchent une telle transformation ?

> Une invitation à l'échange

De toute évidence, il y a d'autres questions à traiter et certaines de celles mentionnées ci-dessus ne correspondent pas à la situation de tel ou tel pays, mais elles indiquent les tendances qui permettent de définir aujourd'hui le capitalisme mondial. C'est pourquoi nous appelons de nos vœux un échange à l'échelle mondiale – un dialogue global – sur ces questions afin d'élaborer (de manière plus approfondie) une théorie des classes qui prenne en compte les spécificités de chaque société tout en faisant apparaître les tendances générales à l'échelle globale. Nous attendons avec intérêt vos questions, votre coopération et toutes formes d'échange.

Toute correspondance est à adresser à cprojekt.klassenanalyse@uni-jena.de

> Classes sociales et intérêts de classe en Amérique latine

Pablo Pérez, COES (Centre d'études sur le conflit et la cohésion sociale) et Université Alberto Hurtado (Chili), et **Rodolfo Elbert**, CONICET et Institut de recherches Gino Germani, Université de Buenos Aires (Argentine) et membre du comité de recherche de l'ISA sur les Mouvements de Travailleurs (RC44)



Manifestation du 1^{er} mai à Santiago du Chili, 2018. Photo : Pablo Pérez.

u cours des dernières décennies, les chercheurs latino-américains ont à maintes reprises tenté d'enterrer le concept de « classe I». Depuis les années 80, et malgré certaines divergences de vues, ils soutiennent que les politiques néolibérales ont à ce point affaibli la classe ouvrière qu'elle n'a plus d'influence sur la dynamique des conflits sociaux et politiques que connaissent les sociétés latino-américaines. Or, depuis une dizaine d'années, les travailleurs semblent contredire cette mort annoncée de la classe ouvrière. En se mobilisant autour de questions liées au travail, en revitalisant l'activité syndicale et en réclamant une répartition plus équitable des revenus, les travailleurs de différents pays d'Amérique latine ont, en association avec d'autres mouvements, obstinément rappelé que la classe sociale reste un facteur important pour comprendre les conflits et la vie politique dans la région.

Depuis le début des années 2000, le concept de classe a certes été réintroduit dans les études sociologiques, à travers l'analyse quantitative des inégalités socio-économiques (dans les études sur la mobilité sociale) et l'étude qualitative de l'action collective des travailleurs. Notre travail s'inscrit dans ce vaste programme, avec un intérêt particulier porté aux classes sociales comme mécanisme objectif qui détermine des effets subjectifs, en particulier des identités oppositionnelles et des intérêts divergents. Nos recherches récentes, basées sur des ensembles de données du Programme international d'enquêtes sociales, ont montré qu'en Argentine et au Chili, neuf personnes sur dix s'identifient à une classe sociale. C'est beaucoup pour un concept « dépassé »! Dans les deux pays, les personnes qui occupent une position sociale qui correspond à celle de la classe ouvrière sont plus susceptibles de se considérer comme des travailleurs que les personnes qui occupent une position sociale privilégiée. Nous avons constaté que les taux globaux d'identification avec la classe ouvrière sont plus élevés au Chili qu'en Argentine. Nous expliquons ces résultats par le degré plus élevé d'inégalités et de concentration économique au Chili et par un positionnement traditionnellement « radical » des syndicats et des partis dans ce pays, comparé à l'intégration des travailleurs à l'État corporatiste en Argentine.

CLASSES SOCIALES ET INÉGALITÉS

Nous pensons que ce type de recherches peut contribuer à mieux comprendre les conflits sociaux et politiques dans une région qui compte parmi les plus inégalitaires au monde. La classe sociale n'existe pas seulement dans la structure sociale et les identités sociales des Latino-Américains : elle apparaît également comme un élément déterminant de leurs intérêts sociopolitiques. Des individus de différentes classes sociales pensent le monde en termes de classe (vraisemblablement davantage que ce qui est établi par certains chercheurs) et participent souvent à des actions politiques pour défendre leurs intérêts de classe que ce soit en signant des pétitions en ligne et en votant, ou en adhérant à un syndicat ou un parti. Sur cette base, notre nouveau projet s'intéresse plus particulièrement au rapport entre la structure de classe, l'action collective et les intérêts de classe. Notre recherche s'inscrit dans la lignée des travaux d'Erik Olin Wright, qui définit la conscience de classe comme les aspects de la conscience qui ont un contenu de classe et des effets pertinents en termes de classe sociale. Il soutient qu'à un niveau micro d'analyse, la perception subjective des intérêts de classe est l'un des aspects principaux de la conscience de classe. En nous basant sur le cadre de pensée d'inspiration marxiste d'Olin Wright, nous étudions les intérêts de classe en examinant la manière dont des personnes de différentes classes sociales évaluent subjectivement les institutions capitalistes et la dynamique de classe.

La littérature récente montre que les personnes de classe ouvrière sont plus susceptibles que les employeurs ou les cadres par exemple, d'avoir des positions critiques sur le capitalisme et les inégalités, d'avoir des opinions contestataires en tant que classe sociale et de soutenir des politiques de redistribution. C'est ce que corroborent les résultats préliminaires de notre travail de recherche : parmi les personnes interrogées, et indépendamment des différences qui peuvent exister d'un pays à l'autre, les Latino-Américains dont la position sociale correspond à celle de la classe ouvrière ou à celle des travailleurs indépendants du secteur informel, ont des positions plus critiques envers les institutions et les idées néolibérales ou les effets d'une politique néolibérale (par exemple, ils ont

davantage tendance à critiquer les disparités de revenu ou l'absence d'intervention de l'État) que les personnes dont la position dans l'échelle sociale correspond à celle de la classe privilégiée (par exemple, les cadres experts).

Notre travail de recherche actuel vise à élargir ces résultats en étudiant en quoi l'action collective est un mécanisme susceptible de renforcer la compréhension qu'ont les gens des intérêts matériels déterminés par leur position sociale. Nous prétendons par là contribuer à analyser cet aspect moins étudié de la relation causale entre la classe sociale, l'action collective et la conscience de classe. Nous émettons l'hypothèse que dans les pays qui ont été récemment le théâtre de mobilisations populaires radicales - c'est-à-dire ceux où la classe ouvrière et les secteurs populaires ont joué un rôle central dans la montée de la gauche - l'influence de la position sociale et de la mobilisation collective sur les intérêts défendus est plus importante que dans les pays à faible niveau de contestation politique ou dans lesquels les travailleurs restent exclus de la mobilisation politique.

Il nous semble utile de développer ces recherches non parce que la classe sociale est la seule source de mobilisation politique dans la région, mais parce que les possibilités d'un projet politique d'émancipation en Amérique latine dépendent à notre avis de la mobilisation politique de la classe ouvrière. Ce type de mobilisation doit bien sûr aller de pair avec les mobilisations contre d'autres sources d'oppression (et leur croisement), comme les manifestations et les grèves de grande ampleur organisées par les femmes pour protester contre les féminicides et réclamer la légalisation de l'avortement en Argentine et au Chili, ou, plus récemment, le mouvement #EleNão (« pas lui ») au Brésil, où les femmes et les groupes opprimés du fait de leur race ont ouvert la voie dans la lutte contre la montée de l'extrême droite. Dans le contexte historique d'un retour de la droite au pouvoir, seule une classe ouvrière qui se donne les moyens de défendre ses intérêts de classe en alliance avec d'autres groupes opprimés sera en mesure de construire un mouvement de gauche suffisamment fort pour faire barrage au néofascisme.

Toute correspondance est à adresser à :

Pablo Pérez < <u>pperez@uahurtado.cl</u>>
Rodolfo Elbert < <u>elbert.rodolfo@gmail.com</u>>

> Pauvreté et exclusion sociale dans la Russie postsocialiste

Svetlana Yaroshenko, Université d'État de Saint-Pétersbourg (Russie)



Travailler à domicile. Photo : Solmaz Guseynova.

'ai commencé à faire des recherches sur la pauvreté en Russie au début des années 90, au moment où les réformes libérales liées au passage à l'économie de marché ont été mises en œuvre. La pauvreté était alors considérée comme le prix à payer pour la transformation radicale de la société lors de la transition du système distributif soviétique au système capitaliste. L'introduction des lois du marché était censée favoriser la croissance économique, réduire la pauvreté et créer les conditions nécessaires pour que la population puisse accéder à la prospérité économique et se libérer de l'aide de l'État.

Contrairement à ces prévisions optimistes, et malgré la stabilité économique des années 2000, la pauvreté

a persisté en Russie. Selon diverses estimations, entre 11% et 25% de la population russe peut être identifiée comme pauvre. Le faible taux de pauvreté officiel, d'environ 13% en 2017, est le produit des méthodes de calcul restrictives employées pour évaluer la pauvreté et le montant du minimum vital, tandis que le faible taux de chômage a été obtenu en développant l'emploi informel et sous-payé. L'expansion accélérée des grandes villes russes s'est faite au prix de migrations internes, de l'immigration de travailleurs des anciennes républiques soviétiques et du développement de la pauvreté hors des grands centres urbains. Les experts gouvernementaux reconnaissent eux-mêmes que seuls 40% des Russes peuvent bénéficier des avantages de l'économie de marché. C'est le même pourcentage de Russes dont les revenus ont augmenté au cours des 20 dernières années, alors que les revenus des 60% restants ont stagné ou ont considérablement diminué. On note une persistance de la pauvreté parmi les personnes ayant un emploi et parmi les familles avec enfants. Le coefficient de Gini de la Russie, qui est passé de 0,26 en 1991 à 0,421 en 2010, vient corroborer l'accroissement des inégalités sociales.

Mes collègues du Centre scientifique de la République des Komis et moi-même avons mené une étude qualitative longitudinale sur les personnes enregistrées comme pauvres ainsi que des enquêtes auprès d'habitants des villes de la région nord de la Russie dans les années 2000. Nous avons découvert que l'exclusion sociale était en expansion. La classe sociale, le genre et les réactions défensives envers l'économie de marché ont contribué à la persistance de la pauvreté et et à lui donner ses caractéristiques spécifiques. L'exclusion sociale s'est institutionnalisée.

Les secteurs avec des emplois faiblement rémunérés se sont développés. La première restructuration de l'emploi, dans les années 90, a entraîné des licenciements dans l'industrie lourde, et l'expansion des secteurs de la distribution et des services. Ces nouveaux emplois étaient généralement moins bien rémunérés et offraient des prestations sociales minimales. Par la suite, dans les années 2000, le secteur public a été optimisé et l'accès aux services sociaux, y compris aux services non marchandisés comme l'éducation et les soins médicaux, a été restreint. Cependant que la désindustrialisation et ensuite l'économie de services soumise aux lois du marché avançaient à un rythme rapide, un débat s'est engagé pour déterminer quel secteur avait été le plus touché par les réformes de marché et était par conséquent le plus en difficulté – les ouvriers ou les employés du secteur public. Il est apparu que les ouvriers étaient non seulement les premiers à subir les effets négatifs des réformes de marché, mais qu'ils constituaient également le segment le plus important parmi les personnes extrêmement pauvres.

En outre, la plupart des Russes en situation d'exclusion sociale – c'est-à-dire ceux vivant dans l'extrême

pauvreté sur une longue période – étaient employés en marge du marché du travail. Le marché a également eu des répercussions sexospécifiques : nous avons constaté que la pauvreté était fortement féminisée, tandis que les hommes connaissaient une « lumpenisation » massive. La moitié des personnes incluses dans notre étude avaient des revenus si faibles qu'elles ne pouvaient pas subvenir aux besoins d'autres personnes qu'elles-mêmes.

Alors qu'au début des années 2000, une personne risquait d'autant plus de sombrer dans la pauvreté qu'elle appartenait à une classe sociale défavorisée, dix ans plus tard, le genre est devenu un facteur de pauvreté, indépendamment de la classe sociale : ainsi, les mères célibataires, toutes classes confondues, étaient davantage susceptibles de connaître des difficultés économiques. Autrement dit, la réduction des prestations sociales dont bénéficiaient auparavant les travailleurs salariés dans le cadre du « socialisme réel » n'a pas été compensée par de nouvelles opportunités lors de l'émergence de l'économie de marché. La pression exercée par les contraintes structurelles s'est accrue, la classe sociale et le genre ayant œuvré en parallèle.

Tandis que les règles du marché s'étendaient à l'emploi (production et reproduction), la politique sociale a radica-lement changé. Dans un contexte de foi dans l'économie de marché, de critique sans équivoque du « socialisme réel » et d'affirmation répétée de la nécessité de se libérer du paternalisme soviétique (c'est-à-dire du système soviétique « inefficace » et « totalitaire » qui avait abouti à une culture de dépendance envers l'État), il y a eu de facto une réduction des obligations de l'État de maintenir un niveau minimum de protection sociale. Depuis 1991, la méthode de calcul du minimum vital en Russie a été modifiée à trois reprises. Elle était devenue plus stricte, et le salaire minimum avait cessé d'être corrélé avec le montant minimum de sécurité financière.¹

Dans le même temps, le principe de l'accès aux biens communs fondé sur le travail est resté un critère clé de la politique sociale russe, comme en témoigne la corrélation entre d'une part le salaire minimum, les pensions de retraite et les allocations familiales et d'autre part le minimum vital.² Mais le travail n'est plus l'élément central qui détermine l'allocation des prestations sociales ; celle-ci est désormais centrée sur le ménage. L'accès aux allocations familiales, aux aides au logement et à l'aide sociale ciblée est à présent déterminé en fonction de l'évaluation du revenu des ménages. La politique sociale est mise en œuvre de manière sélective, en fonction des revenus du bénéficiaire et de sa disposition à répondre à certains critères.

Résultat, la pauvreté a été stigmatisée : de phénomène temporaire qui faisait partie de la vie à l'époque soviétique, elle est devenue un problème persistant à part entière.

CLASSES SOCIALES ET INÉGALITÉS

De plus, les modalités de prestation de l'aide sociale sont telles que les personnes les plus démunies ne sont pas prises en compte. Parmi les personnes enregistrées comme pauvres, un tiers vit dans l'extrême pauvreté, deux tiers ont un emploi, et deux tiers sont des femmes chefs de famille. Ainsi l'aide sociale ciblée compense-t-elle les bas salaires, mais ne constitue plus une garantie contre les risques de chômage et de pauvreté.

Dans ce contexte idéologique de responsabilité individuelle, les personnes en situation d'extrême pauvreté ont dû mobiliser toutes les ressources à leur disposition et faire des efforts considérables pour échapper à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Elles utilisent les ressources accumulées pour compenser les effets de la restructuration de l'emploi, de l'effondrement de l'ancien système socialiste de distribution et de la mise en œuvre du projet de marché le plus libéral jamais engagé dans un ancien pays socialiste. Les travailleurs ont été forcés d'émigrer à la recherche d'un emploi, de cumuler les emplois ou de prendre des emplois à temps partiel. Dans le secteur des services, les femmes sont confrontées à des problèmes liés au genre, à la fois en tant que travailleuses et en tant que principales aides familiales dans un contexte de privatisation de l'aide sociale. Les pensions de retraite servent à compléter les bas salaires : environ un tiers des personnes interrogées qui avaient un emploi étaient des retraités qui continuaient à travailler.

Actuellement, on constate que la menace s'étend à d'autres catégories de la population, à des membres de

professions libérales et à des travailleurs intellectuels comme les médecins et les professeurs d'université qui se retrouvent eux aussi soumis à l'instabilité économique. Comme l'ont montré les recherches que Tatiana Lytkina a menées dans une région sinistrée de la République des Komis, la pauvreté s'est propagée en cercles concentriques, jusqu'à atteindre l'ensemble des habitants d'une ville. Il est clair que les opportunités et les avantages dont bénéficient certaines catégories de la population dans les grandes villes proviennent du marché uniquement parce que ce même marché déplace de nombreuses autres personnes aux marges de la société.

Entretemps, la récente proposition de réforme du régime des retraites, qui comporte notamment le relèvement de l'âge de la retraite, est apparue comme l'occasion pour les différents groupes politiques de se disputer l'attention plutôt que comme l'occasion de se pencher sur l'avenir du pays et les besoins des citoyens russes ordinaires. Comme dans les années 90, les jeunes Russes sont descendus dans les rues des villes pour protester et revendiquer un avenir meilleur pour leur génération.

Cet essai s'appuie sur les articles suivants : Svetlana Yaroshenko (2017), « Lishnie liudi, ili O rezhime iskliucheniia v postsovetskom obshchestve » [Les gens de trop, ou le régime d'exclusion sociale dans la Russie post-soviétique], *Ekonomicheskaia sotsiologia* 18 (4), 60-90 ; Tatiana Lytkina et Svetlana Yaroshenko (à paraître), « Vozmonaia li sotsiologia dlia trudiashchikhsia klassov v Rossii » [Une sociologie ouvrière est-elle possible en Russie?], *Mir Rossii*.

1. Le salaire minimum n'est indexé sur le minimum vital que depuis le 1er mai 2018. 2. En 2010, le minimum vital pour une personne en Russie était de 5.685 roubles. Le salaire minimum mensuel était de 4.330 roubles. Le montant minimum des indemnités de chômage était de 850 roubles par mois, et le maximum de 4.900 roubles. Le minimum retraite était de 6.177 roubles par mois, tandis que les étudiants boursiers recevaient une allocation mensuelle de 1.340 roubles. Le montant minimum des allocations familiales était de 2.020 roubles par mois, tandis que le salaire moyen était de 20.952 roubles par mois. Un rouble russe valait 0,023 euros au 1er janvier 2010, et 0,024 au 31 décembre 2010.

Toute correspondance est à adresser à Svetlana Yaroshenko <s.yaroshenko@spbu.ru>

> Lumpenproletariat et citadins subalternes en Chine

Ngai-Ling Sum, Université de Lancaster (Royaume-Uni)

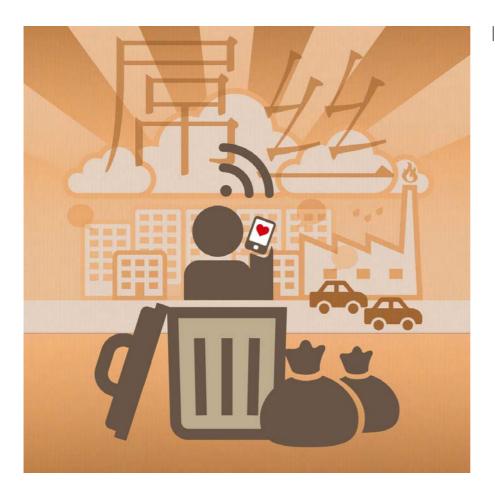


Illustration : Arbu.

arx et Engels employaient le terme de Lumpenproletariat essentiellement de manière descriptive, péjorative et rhéto-Irique. La classe des « exclus » occupe une place similaire dans le discours économique et politique récent, tandis que le « précariat » a une connotation plus positive. Dans cet article, j'utilise la notion de Gramsci de classes « subalternes » ou « subordonnées », qui cherchait à saisir le caractère multidimensionnel de l'exploitation, de l'oppression et de la marginalité de divers groupes subordonnés ainsi que leur manque relatif d'autonomie face à l'hégémonie des groupes sociaux dominants. Dans cette étude de cas, j'examine comment l'expérience de la pauvreté et des inégalités d'une strate spécifique d'habitants pauvres des villes en Chine s'est traduite depuis la crise financière de 2008 par le développement d'une nouvelle identité – celle du diaosi – qui fait usage des médias sociaux pour créer à la fois des récits personnels et une

sous-culture qui renverse, sur le mode de l'autodérision, les valeurs et les normes hégémoniques.

> L'identité du diaosi subalterne en Chine

Avec la crise financière de 2008, les conditions du sousprolétariat urbain se sont aggravées, d'abord sous l'effet de la hausse du chômage, puis du boom des mégaprojets urbains et du boom de l'immobilier, reposant sur l'endettement et impulsés par un vaste programme de relance gouvernemental. Le boom de l'immobilier alimenté par la dette a entraîné une hausse du prix des logements et des loyers d'habitation et une multiplication des villes fantômes ; de plus en plus de travailleurs migrants précaires travaillent de nombreuses heures pour de maigres salaires, sans avoir droit au statut de résident ni aux prestations sociales qui vont avec. Ceux pour lesquels l'usine ne fournit pas de logement en dortoir doivent payer des loyers plus élevés pour des logements insalubres situés à la périphérie des villes, ou vivent dans des espaces transitoires (balcons, toits, conteneurs, bunkers souterrains, etc.) des centres urbains. À Pékin, par exemple, en 2014, près d'un million de migrants partageaient de petites chambres en colocation pour quelque 65 dollars par mois situées dans des abris antiaériens souterrains ou des entrepôts sans lumière naturelle et avec toilettes et cuisine communes. Il s'agit de travailleurs à bas salaires employés dans le secteur des services, tels que des serveurs, coiffeurs, concierges, vendeurs en magasin, vendeurs ambulants, cuisiniers, agents de sécurité ou ouvriers du bâtiment. Ces groupes subalternes sont traités de « tribu de rats », comme en témoigne C.Y. Sim dans sa vidéo de 2015 (sous-titrée en anglais) : http://creativetimereports.org/2015/01/24/sim-chi-yin-rattribe-beijing-underground-apartments/.

Depuis la fin 2011, nombre de jeunes travailleurs migrants des usines (réelles ou virtuelles), qui sont également très impliqués sur internet dans la culture pop et les médias sociaux, ont exprimé leur sentiment d'inégalité et d'injustice en présentant leur condition marginale et subalterne comme une nouvelle identité. Le positionnement comme diaosi – un terme qui initialement faisait référence aux fans d'un célèbre footballeur – est apparu dans des batailles en ligne entre supporters rivaux. Dans un esprit d'autodérision, cette identité a ensuite été réinterprétée comme celle des « fans du pénis », d'après un mot chinois de prononciation pratiquement identique. Cette transposition est rapidement devenue virale sur les réseaux sociaux. Deux mois après avoir forgé cette identité, elle avait déjà attiré 41,1 millions de recherches sur Google et 2,2 millions d'articles de blog sur Weibo, l'équivalent chinois de Twitter. Les jeunes subalternes ont commencé à se proclamer diaosi, et toutes sortes d'espaces de discussion en ligne et de réseaux sociaux ont fait leur apparition (comme le service de chat YY et de messagerie QQ).

De nouvelles significations se sont ajoutées au fur et à mesure que les discussions sur l'identité de diaosi circulaient sur les réseaux sociaux. Le terme en est rapidement venu à condenser les sentiments d'inégalité, de marginalité, d'exclusion, de détresse économique, de frustration et de mal-être social des travailleurs migrants, ainsi que leurs désirs insatisfaits de consommation et de relations sentimentales. Ils se représentent eux-mêmes comme étant issus de milieux défavorisés, gagnant des salaires de misère, consommant peu, et manquant de relations sociales. La faiblesse de leurs revenus, de leur consommation et de leur capacité d'endettement, ainsi que leur statut social inférieur, se doublent sur le plan socio-émotionnel du sentiment d'avoir une existence dépourvue de valeur – une existence caractérisée par de nombreuses heures de travail, des conditions de logement misérables,

des perspectives professionnelles aléatoires, une vie familiale inexistante, un sentiment de culpabilité à l'égard des parents laissés derrière soi, et une vie affective et sentimentale vide. C'est ce qui ressort souvent des témoignages que les *diaosi* livrent sur la façon dont ils ont passé la Saint-Valentin, Noël, les fêtes de fin d'année et les heures où ils restent éveillés tard dans la nuit en quête de compagnons sur Internet. Ces propos sur le ressenti affectif de ceux qui se situent aux marges de la société expriment des expériences sociales collectives fondées sur des inégalités économiques et sociales qui représentent le lot quotidien de ces citadins subalternes.

Cette subalternité vécue quotidiennement par les diaosi se manifeste également au travers d'une binarité biopolitique qui décrit deux grands types de corps genré que différencie l'inégalité d'accès à un revenu, aux possibilités de consommation, aux réseaux de pouvoir, à l'amour, aux relations sentimentales et à l'intimité. Les diaosi mâles cultivent l'autodénigrement en se décrivant eux-mêmes comme des losers « pauvres, petits et laids ». Dotés de maigres revenus et d'un physique peu avantageux, ils se dépeignent comme étant incapables de susciter l'intérêt des filles, faute de pouvoir leur offrir des cadeaux matériels et/ou de les séduire. Ils n'ont « ni logement, ni voiture, ni fiancée ou petite amie » et passent la plupart de leur temps chez eux, branchés sur leurs téléphones portables bon marché, à surfer sur le Net ou à jouer à des jeux vidéo tels que DOTA. Ce modèle s'est progressivement étendu aux subalternes femmes. Et puis il y a les gaofushuai. Les membres de ce groupe supérieur sont à la fois « grands, riches et beaux » et des « princes rouges » qui ont des relations privilégiées au sein du parti et de l'État leur permettant d'obtenir des avantages au niveau des emplois et de l'accès à ces emplois. Ils bénéficient des « trois trésors » (iPhone, voiture de sport et montre de marque) et peuvent attirer les belles filles. Cette opposition binaire entraîne un mélange de critique latente, d'autodérision, d'autoprotection et d'auto-divertissement. Elle constitue au quotidien un moyen de protester et de se soulager face à l'insécurité régnant au sein du capitalisme d'État chinois. Les clivages entre ces deux groupes tels qu'ils sont représentés, sont accentués en ligne par le biais de dessins satiriques, de photos, d'émissions de télévision, de discussions imaginaires, etc. Les deux groupes ont des modes de transport (bus ou BMW), des smartphones (Nokia ou iPhone) et des lieux de restauration (commerces de quartier ou restaurants huppés) différents, et n'ont pas non plus les mêmes rendez-vous amoureux. En bref, les récits de diaosi expriment l'autodérision sur leur sort jugé sans avenir et sans espoir, le vide affectif ressenti dans la vie amoureuse, l'hostilité latente envers l'élitisme social incarné par les « princes rouges », et le désespoir de ne pas être accepté dans une société inégalitaire.

Toute correspondance est à adresser à Ngai-Ling Sum < n.sum@lancaster.ac.uk >

> Formation des classes et capitalisme agraire

Tania Murray Li, Université de Toronto (Canada)



Un village investi par les plantations de palmiers à huile. Photo : Tania Li.

ui possède quoi ? Qui fait quoi ? Qui reçoit quoi ? Que font-ils des surplus ? Ces quatre questions posées de manière concise par Henry Bernstein, spécialiste des questions agraires, constituent un bon point de départ pour l'analyse de la formation des classes rurales. Ces questions s'appliquent particulièrement bien là où la propriété des terres agricoles et la capacité d'investir les surplus pour augmenter la taille et le rendement des exploitations agricoles déterminent quels agriculteurs peuvent maintenir et développer leur exploitation, et lesquels seront évincés de leurs terres. J'ai étudié cette question dans un coin reculé de l'Indonésie rurale, où j'ai suivi le rapide développement des classes rurales après que les paysans indigènes des hauts plateaux ont délimité des parcelles individuelles à partir de leur ancienne terre commune et commencé à planter du cacao. Ils ont dès lors perdu la possibilité de se replier sur la production de subsistance, les petites parcelles qui leur restaient ne pouvant plus produire suffisamment pour alimenter leur famille et couvrir les besoins en argent pour acheter des vêtements, payer les frais de scolarité, etc. Ils ont donc dû intensifier leur production marchande, dans l'espoir de gagner suffisamment d'argent pour couvrir les besoins de leur famille et assurer la productivité de leur exploitation. Ceux qui ont échoué ont perdu leurs terres.

On a là un exemple classique de ce qui arrive lorsque de petites exploitations agricoles deviennent comme de petites entreprises : étant régies par des rapports de production capitalistes, elles risquent de tout perdre dès lors qu'elles ne peuvent pas investir pour maintenir la compétitivité de leur entreprise ; et elles ne peuvent pas non plus rester en l'état, faute de parvenir à joindre les deux bouts.

De plus en plus, le processus de formation des classes dans le monde agricole se trouve modifié par toute une série d'autres facteurs, les plus importants consistant dans les programmes publics de transferts monétaires et les envois de fonds par les migrants à leurs familles. Une famille d'agriculteurs qui reçoit régulièrement des transferts monétaires du gouvernement (comme la Bolsa Família au Brésil) ou des fonds envoyés par des membres de la famille travaillant ailleurs, dispose d'une marge de sécurité lui permettant de ne pas perdre son exploitation dans les périodes difficiles (par exemple, en cas de chute des prix, de dettes ingérables, de mauvaises récoltes, de maladies ou d'urgences familiales). Les fonds transférés peuvent être utilisés pour acheter des terres, prêter de l'argent ou investir dans l'éducation. Ils peuvent aussi servir à construire d'imposantes maisons ou à organiser des mariages fastueux des dépenses qui peuvent paraître inutiles mais qui servent

CLASSES SOCIALES ET INÉGALITÉS

à constituer les réseaux sociaux d'une famille et faciliter son accès aux ressources productives (contrats, prêts, informations, subventions, etc.). On retrouve aujourd'hui ces remittance houses (maisons construites grâce aux transferts de fonds) et autres symptômes de la transformation des rôles imputés à la terre, au travail et au capital dans l'ensemble des zones rurales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. À ce stade, les quatre questions mentionnées précédemment (qui possède quoi, qui fait quoi, qui reçoit quoi, que font-ils des surplus) restent utiles pour analyser la formation des classes rurales, mais doivent être interprétées plus largement de manière à intégrer une plus grande variété de relations hors du monde agricole.

Lorsqu'on change d'échelle pour passer de la petite exploitation agricole ou de l'exploitation familiale au contrôle de grandes étendues de terres, l'analyse de classe se complique du fait des pouvoirs non marchands qui déterminent « qui possède quoi » et « qui reçoit quoi » dans les zones rurales. Aux Philippines, tout comme dans une grande partie de l'Amérique latine, ce sont les grands propriétaires terriens qui ont obtenu leurs terres à l'époque coloniale espagnole, qui dominent la politique et fixent les règles de manière à conserver leurs terres, qu'elles soient productives ou non. En Indonésie et ailleurs en Asie du Sud-Est - où il n'y a pas d'histoire coloniale de grandes propriétés foncières - ce sont aujourd'hui les dirigeants politiques et les fonctionnaires qui utilisent les pouvoirs officiel et officieux attachés à leur fonction pour obtenir de vastes étendues de terre. Dans ces cas-là, ce ne sont pas les terres qui permettent d'obtenir le pouvoir politique, mais le pouvoir politique qui permet d'obtenir des terres. Dans la mesure où l'on peut détenir de la terre pour spéculer sur sa valeur, ou la revendre pour un profit, le fait d'être un « propriétaire foncier » n'a pas nécessairement grand-chose à voir avec le capitalisme ou avec l'agriculture.

Il est urgent aujourd'hui de chercher à comprendre le caractère de classe des grandes exploitations agricoles et plantations, ce mode de production étant en pleine expansion. En Indonésie, par exemple, d'immenses plantations de palmiers à huile couvrent déjà 10 millions d'hectares, une superficie que le gouvernement souhaite étendre à 20 millions d'hectares. Au Laos et au Cambodge, ce sont les plantations d'hévéas qui occupent de plus en plus de terres. Au Brésil et dans les pays voisins, ce sont de gigantesques exploitations mécanisées de soja. Souvent, ces grandes exploitations et plantations, qu'elles appartiennent à des particuliers ou à des sociétés nationales ou multinationales, ne sont pas « capitalistes » au sens classique du terme, dans la mesure où leurs exploitants ne paient aucun de leurs moyens de production au prix du marché. Ils sont massivement subventionnés par le biais de la location gratuite ou à un coût minime de terres revendiquées par l'État, de la mise à disposition d'infrastructures par l'État, d'exonérations d'impôt, et d'un crédit bon marché. Parfois, ils obtiennent

également de la main-d'œuvre bon marché, commodément fournie par des programmes de migration soutenus par l'État. En fait, il est possible que « l'investisseur » d'une multinationale – souvent présenté comme l'archétype du capitaliste - n'investisse que très peu ou pas du tout, faisant plutôt appel aux moyens de production fournis gratuitement et subventionnés. Les grandes exploitations agricoles peuvent avoir largement recours à l'agriculture contractuelle ou aux outgrower schemes (programmes de sous-traitance à de petites exploitations), ce qui brouille la question de savoir qui possède vraiment quoi et qui reçoit quelle part des bénéfices produits. Les subventions dont bénéficient les grandes exploitations agricoles sont justifiées au motif que les grands producteurs contribuent au « développement » de la région et créent des emplois - sans tenir compte de la grande variété des emplois et des modes de développement qui par là-même disparaissent, ou des dangers de coercition et d'extorsion qui vont de pair avec la position de monopole de ces méga-exploitations.

Les dirigeants politiques et les fonctionnaires profitent de l'expansion des grandes exploitations agricoles – lesquelles génèrent un flux de revenus issus des permis, des commissions, des pots-de-vin et de l'extorsion – et souvent siègent aux conseils d'administration. Comment analyser la configuration de classe de ce croisement hybride de personnes, d'États et d'entreprises ? Les rapports de classe qu'on peut observer au niveau de la production entre le capital et le travail restent importants, mais d'autres dimensions et relations doivent également être examinées. Le capital mondial ne débarque pas seul dans un pays comme le Brésil ou l'Indonésie - toutes sortes de liens, de coalitions, de lois et de discours lui ouvrent préalablement la voie. Certains des termes employés dans les travaux consacrés au sujet mettent en évidence l'enchevêtrement de pouvoirs étatiques et non étatiques qui rend possible ce type d'investissements - comme par exemple les références aux « élites prédatrices » ou aux « capitalistes de connivence ». Ces enchevêtrements ne sont pas propres au secteur de l'agriculture ou aux pays du Sud. Les grandes entreprises bénéficient très souvent de faveurs politiques et de monopoles concédés par l'État, et récoltent des profits considérables du fait de leur capacité à appréhender des rentes foncières indues. Les quatre questions initialement posées peuvent encore servir de référence pour analyser ces formations : nous continuons à avoir besoin de savoir qui possède quoi, qui fait quoi, qui reçoit quoi, et ce qu'ils font des surplus. Mais encore une fois, ces questions doivent être élargies afin d'intégrer des formes de propriété, de travail et d'investissement qui interviennent à différents niveaux. Plus les formations de classe sont altérées et enchevêtrées, moins elles apparaissent clairement aux travailleurs des plantations, agriculteurs sous contrat ou petits exploitants indépendants qui sont prisonniers de relations « extractives » qu'ils ne savent pas identifier et encore moins contester.

> Faire face à la réforme de l'aide sociale au Royaume-Uni

Ruth Patrick, Université de York (Royaume-Uni)



Copyright: Poverty 2 Solutions, 2017.

u cours des 35 dernières années, le système de sécurité sociale britannique a subi réforme après réforme. Les changements mis en œuvre, qui s'inscrivent dans le cadre d'une logique visant à mettre fin à ce que les responsables politiques désignent si souvent comme « une culture de dépendance à l'égard de l'aide sociale », ont accru encore davantage le rôle de la conditionnalité de l'aide sociale – le fait d'associer des conditions (le plus souvent liées au travail) à la perception de prestations. Des changements importants sont intervenus sous les gouvernements travaillistes, puis sous le leadership conservateur après 2010. La réduction des aides publiques, d'une ampleur colossale, a eu de très graves répercussions. Quelques chiffres sont à cet égard instructifs.



Image tirée du film « All in this together. Are benefits ever a lifestyle choice? » (Tous engagés là-dedans : Les allocations sont-elles jamais un choix de vie ? » présenté par les Dole Animators (2013). Copyright : Dole Animators.

D'ici 2021, les dépenses consacrées à la sécurité sociale des personnes en âge de travailler seront de <u>37 milliards</u> de livres sterling inférieures à celles de 2010, et ce malgré la hausse des prix et l'augmentation du coût de la vie. Cela représente une réduction de 25% du total des dépenses consacrées aux prestations sociales, dont des réductions particulièrement drastiques des prestations d'invalidité, qui sont destinées à aider des personnes qui sont parmi les plus vulnérables de notre société.

Il n'est pas surprenant que ces réductions des prestations sociales aient pour conséquences l'augmentation de la pauvreté infantile, une misère accrue, et le recours croissant aux banques alimentaires de la part de nombreuses familles parmi les plus pauvres du Royaume-Uni. Selon les estimations de l'Institut d'études fiscales, la pauvreté absolue chez les enfants augmentera de quatre points entre 2015-2016 et 2021-2022, trois quarts de cette augmentation (l'équivalent de 400.000 enfants) étant redevables aux changements du niveau des prestations. La Joseph Rowntree Foundation, association caritative de lutte contre la pauvreté, estime que plus de <u>1,5 million</u> de personnes ont connu la misère à un moment donné en 2017, tandis que le plus grand réseau de banques alimentaires du Royaume-Uni – The Trussell Trust – a distribué pendant la crise financière de 2017-2018 quelque 1.332.952 lots équivalents à trois jours d'aide alimentaire d'urgence.

En dépit de ces chiffres, le gouvernement britannique reste déterminé à modifier les prestations sociales, et continue de justifier et de maintenir son train de réformes de l'aide sociale. Ainsi poursuit-il l'introduction du « crédit universel », une allocation sociale unique destinée à simplifier le système d'allocations et à renforcer les incitations au travail, qui a cependant rencontré toute une série de problèmes aussi bien lors de sa conception que de sa mise en œuvre. La Première ministre Theresa May continue d'affirmer que « le travail est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté », en dépit du fait que pas moins de deux tiers des personnes en situation de pauvreté vivent aujourd'hui dans des ménages dont au moins un membre travaille.

> La réforme de l'aide sociale, telle qu'elle est vécue

Dans ce contexte, il apparaît essentiel de se pencher sur la manière dont sont vécus au quotidien les changements apportés aux prestations, et de rendre compte des répercussions de la réforme de l'aide sociale sur la vie des personnes directement touchées. C'est l'objet de l'étude The everyday realities of welfare reform [La réalité au quotidien de la réforme de l'aide sociale], pour laquelle nous avons suivi un petit nombre d'habitants d'une ville du nord de l'Angleterre affectés par ces changements. Au travers d'entretiens répétés avec des demandeurs d'emploi, des parents isolés et des personnes en situation de handicap, nous avons pu suivre les répercussions de la réforme de l'aide sociale sur leur vie et déterminer comment les déclarations politiques selon lesquelles « la réforme de l'aide sociale est nécessaire et efficace » tranchent profondément avec le vécu des personnes directement touchées par celle-ci.

Pour les participants à l'étude, les changements successifs apportés à leurs prestations ont créé un climat d'insécurité sociale : l'inquiétude et l'anxiété quant aux répercussions de ces changements, et quant à la manière d'y faire face, sont permanentes. Le processus de demande de prestations est également un motif d'inquiétude, l'évaluation des pensions d'invalidité étant notamment une grande source de crainte et d'incertitude. Sharon a décrit ce qu'elle ressentait à l'idée de voir sa pension d'invalidité constamment réévaluée : « Ça [me] stresse énormément... J'y pense tout le temps ».

De plus, le renforcement des conditions pour bénéficier de l'aide sociale est très mal vécu par les demandeurs qui sont préoccupés par la menace constante de sanctions et le risque consécutif de perte de revenu, et inquiets de leur sort dans le cas où on leur retirerait leurs allocations. Même ceux qui répondent à tous les critères du régime de conditionnalité s'inquiètent, et hésitent à recourir à « l'aide » de Jobcentre Plus, l'agence britannique de l'em-

CLASSES SOCIALES ET INÉGALITÉS

ploi, de peur que de nouvelles conditions ne leur soient imposées et les exposent à de possibles sanctions.

On constate une pauvreté et des difficultés croissantes, de nombreux participants à l'enquête racontant les choix très difficiles qu'ils sont amenés à faire (souvent au quotidien), comme par exemple entre se chauffer ou manger, et comment des parents se privent fréquemment pour que leurs enfants puissent avoir ce dont ils ont besoin. Chloé s'exprimait en ces termes : « On est dans la misère, on est tellement pauvres. C'est comme si nous vivions dans – vous savez, quand on voit toutes ces pubs – s'il vous plaît, donnez à manger à nos enfants, donnez à manger à mes foutus enfants ».

L'étude montre par ailleurs la façon dont les gens se sentent stigmatisés de recevoir des allocations et ont le sentiment que leur admissibilité et leur droit aux aides sociales sont remis en question par le régime de conditionnalité et les réajustements répétés des prestations. Les personnes interrogées relatent également la stigmatisation institutionnelle qu'elles subissent lorsqu'elles se rendent au Jobcentre Plus ou s'engagent dans des formules d'aides conditionnées au retour à l'emploi (welfareto-work). Elles s'y retrouvent régulièrement confrontées à des conseillers qui, d'après elles, les considèrent avec dédain et les traitent sans aucun égard ni respect. Sophie expliquait ainsi : « En fait, ils [le personnel des agences pour l'emploi] nous regardent comme des moins que rien ».

D'une manière générale, la recherche illustre l'immense décalage qui existe entre l'image courante de « l'aide so-

ciale » véhiculée par les responsables politiques, et la réalité quotidienne, et montre comment la réforme de l'aide sociale rend la vie des personnes en situation de pauvreté encore plus difficile.

> Une résistance croissante

Ces dernières années, parallèlement à la poursuite des changements dans les prestations sociales, on assiste également au Royaume-Uni à une résistance croissante aux réformes mises en place. À noter que cette résistance provient en partie de groupes de personnes ayant une expérience directe de la pauvreté et des allocations chômage et qui s'allient pour mettre en cause la caractérisation générale de « l'aide sociale » et militer en faveur du changement. Par exemple, certains des participants de l'étude The everyday realities of welfare reform se sont réunis en 2013 pour réaliser un film qui rende compte de leur vécu, dans le cadre de ce qui est devenu le projet <u>Dole Animators</u>. Les animateurs de Dole restent actifs et, plus récemment, ont participé à Poverty 2 Solutions en s'associant à deux autres groupes pour développer les bases de ce qui pourrait permettre de véritablement s'attaquer à la pauvreté. Ces deux exemples s'ajoutent à d'innombrables autres et témoignent d'un refus d'accepter la version biaisée que les principaux responsables politiques donnent de la réforme de l'aide sociale. Cette activité est très importante et constitue une source d'espoir d'autant plus nécessaire aujourd'hui que la pauvreté et les difficultés augmentent, alors même que les changements opérés dans les prestations sociales au Royaume-Uni continuent de faire sentir leurs effets. ■

Toute correspondance est à adresser à Ruth Patrick < ruth.patrick@york.ac.uk ou sur Twitter à @ruthpatrick0

> Les classes sociales et l'écologie

Richard York, Université de l'Oregon (États-Unis) et Brett Clark, Université de l'Utah (États-Unis)



Pour construire un monde meilleur et sauver l'environnement, il est nécessaire de rompre l'emprise du capital sur le monde. I. Ransley/flickr. Certains droits réservés.

e capitalisme est un système fondé sur la poursuite sans fin de l'accumulation par et pour la classe capitaliste. Le système capitaliste atteint cet objectif moyennant une expropriation et une exploitation généralisées, entraînant inévitablement une dégradation de l'environnement et des inégalités sociales.

L'expropriation – un processus de vol qualifié – a entraîné la destruction des droits coutumiers et la dissolution des rapports de production non capitalistes, ainsi que l'asservissement. La violence coloniale et les saisies de terres ont contribué à privatiser les moyens de production, créant un système d'accumulation fondé sur la classe sociale et la race. Ce processus a permis le pillage des ressources naturelles et des peuples du monde entier, ce qui a en partie servi de base à l'essor du capitalisme industriel. Les peuples dépossédés ont alors été contraints de vendre leur force de travail pour gagner un salaire leur permettant d'acheter les moyens nécessaires à leur subsistance.

Dans les pays à bas salaires, le taux d'exploitation de la force de travail est extrêmement élevé, et la super-exploitation se traduit par un transfert massif des surplus vers les principaux pays capitalistes. Les capitalistes contrôlent le surplus social – produit par la société dans son ensemble, dans son interaction avec le vaste monde biophysique – et accumulent du capital. En outre, ils exproprient le travail reproductif social non rémunéré, qui permet d'assurer la vie – un travail qui est effectué de manière disproportionnée par les femmes, ce qui crée des inégalités sociales supplémentaires.

Compte tenu de l'impératif de croissance du capitalisme, ce système ne tient aucun compte des limites de notre planète. Pour poursuivre des opérations économiques à plus grande échelle et sur un mode plus intensif, chaque nouvelle expansion dans le processus de production génère des besoins supplémentaires en ressources (c'est-àdire en matière et en énergie) et engendre davantage de



Le capitalisme met en péril à la fois le bienêtre des personnes et l'environnement. M. Crandall/flickr. Certains droits réservés.

pollution. Ceci se traduit progressivement par une dégradation de l'environnement d'une ampleur et d'une nature sans précédent dans l'histoire de l'humanité, qui conduit à dépasser la capacité de régénération des écosystèmes, à provoquer un débordement des puits écologiques, à rompre les cycles naturels et à épuiser les ressources disponibles. Le métabolisme social aliéné au capital – la relation d'échange entre la société et le monde biophysique en général – est manifeste dans le dérèglement climatique, l'intensification de la perte de biodiversité et l'acidification des océans, pour ne citer que quelques-unes des préoccupations environnementales les plus pressantes.

Dans la logique du capital, tout dans le monde — les êtres humains, les animaux non humains, les plantes, les pierres, l'air, l'eau, et ainsi de suite — sert à faciliter l'accumulation des profits privés. Lorsque les rouages du capitalisme sont bien compris, les liens étroits entre l'exploitation de classe et la dégradation de l'environnement deviennent clairs. Cela met également en lumière l'importance de la lutte des classes, y compris la lutte pour la justice sociale et celle des mouvements radicaux de défense de l'environnement.

Mais la domination du capitalisme à travers le monde a faussé notre compréhension non seulement des causes des problèmes environnementaux et des injustices sociales, mais même de ce que pourrait signifier une amélioration de la condition humaine. Depuis deux siècles – et plus encore, depuis la Seconde Guerre mondiale – il est généralement admis dans la plupart des pays que la croissance économique est synonyme de « progrès social » et de « développement ». Par conséquent, on tient pour acquis que les sociétés devraient assurer une croissance économique sans fin (mesurée par la monétisation de sa valeur d'échange). Dans cette optique, la demande des

consommateurs est censée augmenter et la qualité et la quantité des biens et des services s'améliorer, ce qui représenterait des avantages pour tous, quoique de manière inégale. Ce type de développement est vanté par les chefs d'entreprise et les chefs de gouvernement comme étant la solution à la pauvreté et le moyen d'améliorer la situation des travailleurs. Il est également considéré comme la meilleure voie pour résoudre les problèmes environnementaux, en stimulant l'innovation et les solutions technologiques. En d'autres termes, toutes les améliorations dépendraient d'une croissance économique continue. Cependant, cette représentation fort répandue ignore complètement le fait que le programme de modernisation du capitalisme a entraîné une longue accumulation de problèmes environnementaux, tout en laissant des centaines de millions de personnes dans la pauvreté et en créant d'énormes inégalités au sein des nations et entre elles.

Néanmoins, en raison notamment de la domination idéologique du capital, de son organisation structurelle, de sa puissance mondiale et de son système de production qui génère l'aliénation, de nombreux travailleurs, syndicats et même gouvernements de gauche dans le monde acceptent tout ou partie du programme de développement capitaliste comme moyen d'améliorer la qualité de vie. Un aspect particulièrement pervers de cette situation est que nombre de personnes qui sont lésées par le capitalisme ne tiennent pas pour responsables de leurs malheurs les capitalistes ou le système économique, mais plutôt les défenseurs de l'environnement, les immigrants, les socialistes, les féministes, les personnes d'autres races et divers autres groupes – qui ne sont pas des ennemis mais des alliés potentiels.

Le fonctionnement du capitalisme crée de nombreux défis et obstacles à une vaste mobilisation contre le système. La stratification du système économique mondial conduit à un développement inégal, dans lequel la main-d'œuvre bon marché des pays du Sud global est utilisée pour produire des biens destinés au Nord. Dans ces conditions, le surplus économique est transféré aux capitalistes des pays du Nord, tandis que la dégradation de l'environnement et la pollution industrielle associées à la production de marchandises sont concentrées de manière disproportionnée dans les pays du Sud. Pire encore, les conséquences immédiates du changement climatique, telles que les inondations et les épisodes extrêmes de sécheresse, ont d'ores et déjà des effets dévastateurs dans le Sud, en particulier parmi les populations les plus vulnérables. Les opérations capitalistes ont entraîné toute une série d'injustices environnementales, qui pèsent de façon disproportionnée sur les personnes de couleur et les pauvres, entraînant des divisions et des inégalités supplémentaires au sein des populations. En même temps, le capital exerce son pouvoir et son influence pour maintenir ses opérations et empêcher qu'un débat citoyen et des mesures politiques s'attaquent sérieusement à des problèmes environnementaux tels que le changement climatique. Dans tous les cas, le système capitaliste engendre de nombreuses contradictions sociales et écologiques. Il est clair qu'une vaste révolte unifiée s'appuyant sur diverses classes sociales ayant des expériences distinctes d'expropriation et d'exploitation, est nécessaire. Mais la façon dont cette opposition organise et transcende les frontières géographiques et les diverses divisions sociales est un processus qui est aujourd'hui en gestation.

Ce mouvement de rébellion mondial offre la possibilité de créer un monde meilleur. Les fondements généraux de cette transformation révolutionnaire comportent notamment de remettre en question le sens que le capitalisme donne aux notions de développement, de niveau de vie, de qualité de vie et de richesse. Le fonctionnement du capitalisme est contraire à la satisfaction des besoins humains, au progrès de la justice sociale et à la prévention de la dégradation de l'environnement. L'alternative radicale, mais éminemment sensée, au capitalisme est de construire des

sociétés où l'objectif central n'est pas d'accroître la production et la consommation dans le but de faciliter l'accumulation de la richesse privée. Il s'agit d'améliorer la vie des gens en développant des communautés fondées sur l'égalité et la justice, où tous les êtres humains ont non seulement leurs besoins fondamentaux satisfaits, mais aussi des débouchés créatifs, du temps libre et des plaisirs esthétiques, y compris un bel environnement. Développer ce monde alternatif ne nécessite pas de combustibles fossiles, ni plus de voitures, d'avions, de plastique, de produits électroniques, de centres commerciaux ou de fermes industrielles, donc pas de destruction supplémentaire de l'environnement, mais des changements sociaux, politiques et économiques.

En somme, il est nécessaire de mettre un terme au contrôle du capital sur le monde pour créer une société capable de maintenir des écosystèmes diversifiés, un climat stable et un environnement non toxique tout en offrant une bonne qualité de vie à tous les êtres humains. Dès lors, les stratégies néolibérales pour résoudre les problèmes environnementaux, qui consistent à chercher des solutions commerciales et technologiques, sont vouées à l'échec. Un mouvement environnemental radical est nécessaire, capable de s'opposer au pouvoir et de travailler à une restructuration des relations socio-économiques, en créant des emplois utiles et non aliénants. Cela implique de regarder en face comment le double héritage du colonialisme et de l'impérialisme a servi à perpétuer les injustices raciales et économiques entre les nations et au sein des nations, et de mettre fin à l'offensive prédatrice menée par les entreprises, les gouvernements et les organismes de développement contre les écosystèmes.

De même, si nous voulons construire un monde meilleur, socialistes, féministes, anticolonialistes et tous ceux et celles qui œuvrent pour la justice sociale doivent reconnaître que la crise environnementale actuelle n'est pas qu'un problème parmi tant d'autres, mais qu'elle est indissociable de l'oppression des peuples et se trouve au cœur des contradictions du capitalisme.

Toute correspondance est à adresser à : Richard York < rfyork@uoregon.edu > Brett Clark < brett.clark@soc.utah.edu >

> La fin de la croissance rapide ou l'effet du collier étrangleur

James K. Galbraith, Université du Texas (États-Unis) et **Klaus Dörre**, Université d'Iéna (Allemagne)



La conférence « La Grande Transformation. L'avenir des sociétés modernes » se tiendra à léna (Allemagne) en septembre 2019. Copyright : Sarah Cords.

our les vieux pays industrialisés, l'ère de la croissance économique rapide est révolue. L'une des raisons qui permet d'expliquer la fin de la croissance économique rapide dans ces pays est la tendance à la contraction des bénéfices que James Galbraith a désignée comme « l'effet du collier étrangleur ».

L'expression désigne le phénomène qui intervient lorsque l'économie très gourmande en ressources et en énergie qui s'est développée après 1945, à l'Est comme à l'Ouest – et qui a assuré la prospérité moyennant des taux de crois-

sance élevés – ne peut plus être maintenue en l'état car la rentabilité de ce modèle économique ne peut s'accroître qu'à la condition que les ressources restent bon marché. Cependant, la consommation intensive de ressources est également synonyme de coûts fixes élevés, qui ne peuvent être amortis qu'à long terme. Ces coûts ne peuvent être justifiés que si le système s'avère rentable sur une longue période. La stabilité politique et sociale constitue donc une condition essentielle au fonctionnement de ce type d'activité économique. En raison de ces conditions requises de stabilité, les systèmes à coûts fixes élevés sont particulièrement vulnérables. Mais que se passe-t-il quand on entre dans une période d'incertitude et que les prix des matières premières et de l'énergie augmentent ? Le délai nécessaire pour réaliser des bénéfices et des investissements se trouve réduit, et l'ensemble des excédents ou des bénéfices d'une entreprise est moins important qu'en période de stabilité. Comme les bénéfices diminuent, les conflits de répartition s'intensifient à tous les niveaux - entre les travailleurs, les employeurs, les actionnaires et les autorités fiscales - car la confiance dans une évolution positive commence à vaciller.

Cet « effet du collier étrangleur » s'accentue d'autant plus a) qu'il y a pénurie d'une ressource essentielle, en ce sens que la demande globale dépasse l'offre totale au prix ordinaire, et b) que l'offre de cette ressource peut être manipulée par l'accumulation de stocks et par la spéculation.

De la même manière que le collier étrangleur n'empêche pas nécessairement un chien de tirer, « l'effet du collier étrangleur » n'empêche pas nécessairement la croissance économique. Mais à mesure que la consommation des ressources énergétiques s'accélère, les prix augmentent rapidement, et la rentabilité diminue elle aussi rapidement – ce qui réduit l'investissement, sème le doute sur la durabilité de la croissance et peut également (par un effet pervers) déclencher la contraction d'autres leviers économiques.

Ces considérations ne prennent même pas en compte le coût élevé du changement climatique. Le coût des ma-

APRÈS LA CROISSANCE, QUEL PARADIGME?

tières premières et de l'énergie n'est pas la seule cause de la crise majeure de 2007-2009, ni la seule cause des taux de croissance comparativement faibles des vieux centres capitalistes. Toutefois, la question des ressources, une fois que le coût du changement climatique aura atteint un niveau critique, peut s'avérer un obstacle majeur à la croissance. Le problème est évident : pour permettre à la vie organisée sur la planète de se perpétuer sous sa forme actuelle, une réduction massive des émissions de carbone sera nécessaire, et cela sera coûteux ; en outre, une grande partie des activités commerciales actuellement consommatrices d'énergie ne seraient plus rentables.

Malgré la controverse interne qui, au plan économique, entoure cette question, il est important de l'inclure dans les débats sur le capitalisme, la croissance et la démocratie, et ce, au moins à trois égards. Premièrement, il apparaît clairement que les sociétés post-croissance - plus précisément, les capitalismes post-croissance qui connaissent une croissance relativement faible ou nulle dans les pays riches du Nord - sont depuis longtemps devenues une réalité sociale. Les causes de cette évolution sont en partie structurelles et en partie politiques. Avec la conversion de la dette privée en dette publique entreprise pour sauver les banques, les pays de la zone euro ont gagné du temps, mais aucune solution durable aux déséquilibres économiques structurels n'a été intégrée dans les mesures prises. La politique européenne d'austérité s'est avérée un échec, ce que même certains de ses principaux protagonistes admettent aujourd'hui, en particulier dans le cas de la Grèce.

Il n'en reste pas moins qu'une politique keynésienne, avec des salaires plus élevés et une demande accrue, ne constitue pas véritablement une alternative. Les propositions actuelles ne tiennent pas compte de l'écart structurel de pouvoir que le régime européen de la dette n'a fait que renforcer. Dans la mesure où les marchés financiers sont mondialement liés et où les investisseurs évaluent les risques à l'échelle internationale, les ajustements réalisés dans tel ou tel pays ne changent pas grand-chose. Autrement dit, des obstacles structurels empêchent une reprise économique durable. Il est fort possible que, dans certains pays ou régions, l'économie enregistre durablement des taux de croissance élevés, mais la croissance et la distribution deviennent de plus en plus inégales et, dans l'ensemble, on ne s'attend pas à un retour des taux de croissance élevés du passé.

Deuxièmement, si cela est exact, cela implique qu'il n'est guère logique d'exagérer au plan normatif le concept de société post-croissance ou même de le réserver à des alternatives post-capitalistes. Au lieu de cela, il est nécessaire de déterminer ce qu'une croissance lente

accompagnée de taux de croissance durablement faibles peut avoir comme conséquences au niveau du rapport entre capitalisme et démocratie. De toute évidence, les économies capitalistes peuvent stagner sur de plus longues périodes (comme au Japon ou en Italie) ou même se contracter (comme en Grèce) sans que leur structure socioéconomique ne soit fondamentalement modifiée. Et dans ses structures de pouvoir, un capitalisme relativement stable conjugué à un faible taux de croissance est donc possible sur la durée – reste à savoir si cela s'applique également à la stabilité des institutions et des procédures démocratiques.

Troisièmement, cela signifie par ailleurs que tout en soutenant qu'un retour à une croissance rapide n'est pas possible, une critique globale de la croissance et du capitalisme et l'idée d'une stagnation de l'économie ou même d'une récession ne semblent pas être la bonne voie. Au lieu de cela, une nouvelle économie à croissance délibérément lente, capable d'intégrer les fondements biophysiques de l'économie dans son mode de fonctionnement, pourrait être une solution. Une économie en stagnation ou même en récession produira toujours peu de gagnants et beaucoup de perdants. C'est pourquoi il est nécessaire à l'avenir d'assurer une activité économique, qui soit à même de garantir une croissance lente et stable sur une période prolongée. Nous jugeons souhaitable un capitalisme décentralisé avec une croissance lente. Un tel capitalisme, cependant, serait sensiblement différent de ses variantes financiarisées. Il devrait réduire considérablement la taille des institutions et des organisations (comme l'armée) dont les coûts fixes incluent une utilisation intensive de ressources, et abolir le secteur bancaire dans son ensemble. Il garantirait à tous les citoyens un niveau de vie décent, rendrait possible une retraite anticipée, augmenterait fortement le salaire minimum, allégerait la pression fiscale sur le travail, mais augmenterait sensiblement les impôts sur les successions et les donations. Qui plus est, il instaurerait des mesures incitatives en vue de garantir des dépenses actives consacrées à des infrastructures socialement et écologiquement durables, plutôt qu'une accumulation de dépenses passives. La question de savoir s'il s'agit d'un scénario réaliste reste ouverte.

Les sociologues doivent contribuer à la recherche d'une réponse. Un effort dans ce sens sera fait avec la tenue de la conférence « La Grande Transformation. L'avenir des sociétés modernes », prévue fin septembre 2019 dans la ville universitaire allemande d'Iéna. Nous souhaitons à cette occasion lancer un réseau de recherche qui permette à des sociologues et des économistes de prendre part à un dialogue à l'échelle mondiale sur un avenir audelà de la croissance rapide.

Toute correspondance est à adresser à Klaus Dörre < klaus.doerre@uni-jena.de >

> La situation de post-croissance

Éric Pineault, Université du Québec à Montréal (Canada) et membre du Groupe de recherche sur les sociétés post-croissance, Université d'Iéna (Allemagne)



La croissance économique est depuis longtemps au centre de la stratégie politique occidentale. Photo : LendingMemo.com./flickr. Certains droits résenvés

a croissance dans une société capitaliste a de multiples significations et implications, de même que le spectre de son effondrement ou de sa fin. La croissance est un fait concret, la représentation monétaire d'un niveau économique, mais c'est aussi une idée – une idée essentielle et très difficile à remettre en question dans une société capitaliste. La situation de post-croissance fait ici référence à un contexte dans lequel cette remise en question devient non seulement possible mais nécessaire.

La croissance fait d'abord référence à ce que mesurent le PIB et d'autres paramètres des comptes nationaux, à savoir l'ampleur et la dynamique du capitalisme en tant qu'économie monétaire de production. Cela comprend la quantité de matières premières produites (production) et consommées (demande), les stocks accumulés, et les investissements en capital fixe, qu'ils soient matériels (machines) ou immatériels (R&D, brevets). Cela se traduit par des emplois, générant des revenus monétaires sous forme de salaires, de bénéfices, d'impôts, d'intérêts et de dividendes.

De ce strict point de vue économique, la croissance signifie à la fois plus de production et plus de capacité de production. Le taux de croissance, exprimé en pourcentage, représente l'intensité de ce processus expansionniste. Dans les sociétés capitalistes modernes, la croissance apparaît comme l'état « normal » de l'économie, un chiffre – le PIB – exprimant et englobant la myriade de rapports sociaux et matériels qui y contribuent. Un faible taux de croissance entraînera l'émergence de conflits de répartition entre le capital, le travail et l'État. Une baisse prolongée des taux de croissance (ce qu'on appelle « stagnation séculaire ») entraînera un état prolongé d'instabilité et de conflit. La

baisse des taux de croissance dans les économies capitalistes est un phénomène qui s'auto-entretient : l'État réduit ses dépenses, les entreprises annulent des investissements et réduisent leur production, les capitalistes thésaurisent les profits ou les déplacent vers la sphère financière, les travailleurs – divisés par des luttes défensives – perdent leur pouvoir collectif de classe, et la demande faiblit dans des économies habituées à une croissance tirée par les salaires. Telle a été l'expérience de nombre des principaux pays capitalistes depuis la crise de 2008.

Dès lors, la croissance apparaît comme un moyen essentiel de réguler les contradictions de classe inhérentes aux sociétés capitalistes. Fondé sur l'accumulation par l'exploitation, le capitalisme trouve sa stabilité dans la croissance : les salaires augmentent en même temps que les profits ; le plein emploi va de pair avec des investissements élevés ; les conflits de classe s'atténuent et deviennent gérables ; l'excédent croissant est absorbé en élevant le « niveau de vie » de la plupart des citoyens, mais aussi en étendant le système de protection sociale. Si la croissance tombe en dessous d'un certain taux, tout cela commence à se démanteler. Ce n'est pas une source de préoccupation immédiate pour les capitalistes, qui peuvent compenser le ralentissement de la croissance en s'appropriant des bénéfices plus élevés de la production. Bien sûr, la demande et la croissance s'en trouvent d'autant plus ralenties, parce qu'au bout du compte ce sont les revenus du travail qui se trouveront amputés, mais les travailleurs peuvent toujours recourir à la carte de crédit, ou la production peut être vendue ailleurs à des consommateurs mieux lotis. Dans cette conjoncture, ce sont les fractions organisées de la classe laborieuse qui sont « demandeuses de croissance », proposant et luttant pour des politiques induisant une hausse du

taux de croissance : augmentation des dépenses sociales de l'État, hausses salariales, et enfin davantage d'investissements « réels » et créateurs d'emplois de la part des entreprises. Si la stagnation séculaire, comprise comme une tendance structurelle vers un taux de croissance zéro, profondément enracinée et renforcée par la configuration de classe, représente véritablement l'avenir des sociétés capitalistes avancées, alors nous allons nous retrouver dans cette conjoncture paradoxale où des travailleurs et des mouvements sociaux avides de croissance — ce qu'on peut appeler une « coalition progressiste pour la croissance » — vont se heurter à des entreprises à la croissance médiocre et à des capitalistes blasés. On peut facilement imaginer le défi que cela représente pour la sociologie critique et les théories sur le capitalisme.

Le PIB mesure la taille d'une économie par rapport à elle-même. Parce qu'il est exprimé en unités monétaires, c'est comme si le capitalisme était un système autonome qui « croît sur lui-même ». Or depuis Polanyi, nous savons que les rapports capitalistes se développent dans le cadre de relations sociales et d'institutions plus vastes qu'ils soumettent à leur logique, au point parfois de détruire dans ce processus les fondements mêmes de la croissance. La théorie féministe a par ailleurs montré à quel point le travail, la valeur et le capital dépendaient du travail reproductif « non valorisé », comme le care. Non seulement l'économie croît grâce à quelque chose (les relations sociales), mais elle croît aussi sur quelque chose (le travail reproductif et le care). Si l'on extrapole aux relations Nord-Sud, on peut en outre ajouter que la croissance du « centre » constitué par les économies capitalistes avancées repose, elle aussi, sur la capacité d'externaliser vers un Sud global ou une « périphérie » les pressions inhérentes à ce que l'on peut qualifier de mode de vie impérial. Lorsque les revendications d'une coalition progressiste favorable à une croissance plus forte, plus robuste et plus inclusive, se traduisent par une expansion des rapports sociaux marchands, par une externalisation, et par des exigences accrues envers le travail reproductif non valorisé, cela peut provoquer un malaise et inciter à la réflexion.

Les choses se compliquent encore davantage lorsque la croissance est considérée comme un processus matériel, et que les effets pernicieux de l'extraction, de la production, de la consommation et des déchets sur les écosystèmes, les êtres vivants et les cycles biogéochimiques à l'échelle globale sont compris et reconnus en tant que tels, comme c'est le cas avec le changement climatique. La dimension biophysique – la dimension globale de l'économie par rapport aux écosystèmes et, plus généralement, aux systèmes terrestres dans lesquels elle est encastrée – et l'importance des impacts biophysiques (épuisement, pollution, artificialisation) apportent un nouvel éclairage sur une économie par essence contrainte et limitée. Le nouveau domaine de l'écologie sociale a développé des indicateurs et des catégories pour rendre compte de la croissance et du niveau atteint par les économies capitalistes en termes biophysiques. L'hypothèse sociologique est que notre métabolisme au niveau individuel est subsumé dans une organisation sociale plus vaste du métabolisme au niveau sociétal. Le métabolisme socioéconomique peut être mesuré comme le débit de matière et d'énergie nécessaire pour produire le volume de biens de consommation, de biens d'équipement et de services dans une société capitaliste. Une fois qu'on s'est dégagé de la doctrine de l'économie monétaire de production dissociée de tout fondement biophysique, de l'accumulation dématérialisée (comme si l'on pouvait vivre de l'alimentation de son compte Twitter!), et que l'on comprend l'articulation étroite entre capacité biophysique et production monétaire ainsi que la matérialisation du capital dans des produits (bâtiments, machines, infrastructures) qui ne fonctionnent que si nous les alimentons en énergie et en matière, alors la question des limites biophysiques à la croissance devient une réalité aussi incontestable et évidente que le PIB.

Du point de vue biophysique, la situation de post-croissance met en évidence les contradictions, sur le plan écologique, de la société capitaliste et de sa croissance économique. Ces contradictions existent par elles-mêmes et ne peuvent plus être traitées comme secondaires ou comme les produits dérivés de la contradiction interne effective qui existe entre travail et capital. La situation de post-croissance implique par conséquent un matérialisme enrichi d'écologisme qui vient s'ajouter au matérialisme historique plus traditionnel à partir duquel la théorie critique s'est développée depuis Marx.

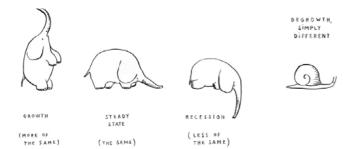
Au fur et à mesure que ce mode d'analyse du capitalisme s'est développé au cours des dernières décennies, il est devenu évident que le métabolisme des sociétés capitalistes avancées devait être réadapté à la baisse. Mais il est également devenu évident que réduire la croissance biophysique d'une économie capitaliste était impossible – ainsi que l'a montré John Bellamy Foster – car même lorsque les taux de croissance du PIB sont extrêmement bas, la dimension biophysique ne suit pas. Les innombrables mécanismes qui aboutissent à ce que le travail incessant d'accumulation du capital se matérialise dans des processus métaboliques et biophysiques écologiquement non viables ont été rigoureusement démontrés par la théorie de l'écologie sociale.

Affronter et résoudre ces contradictions écologiques implique de réduire l'activité économique des sociétés capitalistes. Mais au sein des sociétés capitalistes, les rapports sociaux institutionnalisés de production et de consommation sont basés sur une expansion constante de l'économie et une amplification de ses effets. Plus la croissance sera déchirée par des contradictions et se heurtera à des obstacles à son développement, plus elle sera considérée comme une solution par les classes sociales qui en sont parties prenantes. Les sociétés capitalistes modernes ont besoin et veulent de la croissance pour des raisons économiques, politiques et culturelles, alors même que leur métabolisme doit être réduit pour des raisons biophysiques. Il leur manque un vocabulaire politique et un imaginaire pour exprimer cette contradiction avec des termes appropriés. C'est ce problème que la situation de postcroissance soumet à la sociologie critique et à la théorie critique en général.

Toute correspondance est à adresser à Éric Pineault < eric.pineault@uni-jena.de>

> Décroissance : Pour une transformation socio-écologique radicale

Federico Demaria, Institut de Science et de Technologie de l'Environnement, Université autonome de Barcelone (Espagne)



L'escargot est devenu le symbole du mouvement de la décroissance. Copyright: Bàrbara Castro Urío.

a « croissance pour la croissance » reste le credo de tous les gouvernements et de toutes les institutions internationales. La croissance économique est présentée comme la panacée à tous les problèmes du monde : pauvreté, inégalités, durabilité, etc. Les politiques de gauche et celles de droite ne diffèrent que sur la manière de l'assurer. Il y a pourtant une vérité scientifique qui est difficile à accepter mais qu'il nous faut affronter : la croissance économique n'est pas écologiquement durable. Qui plus est, au-delà d'un certain seuil, elle n'est pas socialement nécessaire. Dès lors, la question fondamentale qui se pose est la suivante : comment gérer une économie sans croissance ?

Cette question gagne en légitimité dans différents domaines, des sciences à la politique. Par exemple, lors de la conférence « post-croissance » qui s'est tenue au Parlement européen en septembre 2018, plus de 200 scientifiques et près de 100.000 citoyens ont exhorté les institutions européennes à agir, dans une lettre ouverte intitulée « Europe, le temps est venu pour te libérer de ta dépendance à la croissance ». Cela ne s'est pas produit du jour au lendemain. Cela fait plus de 20 ans que la question fait l'objet de vifs débats, comme en témoignent plus de 200 articles scientifiques, dix numéros spéciaux, les conférences internationales auxquelles assistent tous les deux ans des milliers de participants, les universités d'été et même un master consacré à ce sujet dans notre université à Barcelone. Notre livre Décroissance. Vocabulaire pour une nouvelle ère [2015 pour l'édition française] a été traduit dans plus de dix langues. D'importantes initiatives locales voient le jour, qu'il s'agisse de lutter contre des projets préjudiciables à l'environnement (plus de 2.000 d'entre elles étant recensées dans l'Atlas de justice environnementale, comme par exemple la campagne « Stop au Charbon. Protégez le climat ! » du collectif *Ende Gelände* en Allemagne), ou de développer des alternatives telles que les communs, les économies solidaires ou le co-habitat. Mais qu'entendonsnous exactement par décroissance ?

D'une manière générale, la décroissance remet en question l'hégémonie de la croissance économique et nécessite une réduction redistributive et démocratiquement menée de la production et de la consommation dans les pays industrialisés en vue d'assurer la durabilité environnementale, la justice sociale et le bien-être. La décroissance est généralement associée à l'idée que « Smaller can be beautiful » (ce qui est plus petit peut être beau). Toutefois, l'accent ne doit pas seulement être mis sur une croissance moindre, mais aussi sur une croissance différent. Dans une société en décroissance, tout sera différent : les activités, les formes d'énergie et les usages de l'énergie, les relations, les rôles hommes-femmes, la répartition du temps entre travail rémunéré et non rémunéré, les relations avec le monde non humain.

Le but de la décroissance est d'échapper à une société absorbée par le fétichisme de la croissance. Une telle rupture est donc liée à la fois aux mots et aux choses, aux pratiques symboliques et matérielles, à la décolonisation de l'imaginaire et à la mise en place d'autres mondes possibles. Le projet de décroissance ne vise pas une autre croissance, ni un autre type de développement (durable, social, équitable, etc.), mais la construction d'une autre société, une société d'abondance frugale (Serge Latouche), une société de postcroissance (Niko Paech), ou une société de prospérité sans croissance (Tim Jackson). Autrement dit, d'entrée de jeu, il ne s'agit pas d'un projet économique, mais d'un projet de société qui implique d'échapper à l'économie en tant que réalité et en tant que discours impérialiste. Le « partage », la « simplicité », la « convivialité », le « care » et les « communs » sont les principaux termes qui permettent de définir à quoi cette société pourrait ressembler.

Bien qu'elle intègre l'économie écologique, la décroissance n'est pas un concept économique. D'une part, la décroissance implique la réduction du métabolisme social (les flux de matière et d'énergie de l'économie), afin de faire face aux contraintes biophysiques existantes (des ressources



On trouve des ouvrages sur la décroissance dans de nombreuses langues. Photo : Federico Demaria.

naturelles et de la capacité d'assimilation de l'écosystème). D'autre part, la décroissance est une tentative de remettre en question l'omniprésence dans la société de relations axées sur le marché et un imaginaire social fondamentalement ancré sur la croissance, en les remplaçant par l'idée d'abondance frugale. La décroissance est également un appel en faveur d'une démocratie approfondie, qui puisse être appliquée à des questions qui ne relèvent pas traditionnellement du domaine démocratique, telles que la technologie. Enfin, la décroissance implique une redistribution équitable de la richesse dans les pays du Nord et du Sud, et entre le Nord et le Sud, ainsi qu'entre les générations présentes et futures.

Au cours des deux dernières décennies, le triomphe d'une pensée unique sur la croissance a été incarné par le slogan apparemment consensuel du « développement durable », qui est un bel oxymore. L'objectif était d'essayer de sauver la religion de la croissance économique dans un contexte de crise écologique, une idée qui semblait bien acceptée par le mouvement altermondialiste. Il devenait urgent d'opposer au capitalisme d'un marché mondialisé un autre projet de civilisation ou, plus précisément, de donner de la visibilité à un projet depuis longtemps en gestation, mais qui avait progressé dans la clandestinité. La rupture avec le « développementalisme » – une forme de productivisme à l'usage des pays dits en développement – a donc constitué le fondement de ce projet alternatif.

Le terme de « décroissance » a été proposé par l'écologiste politique André Gorz en 1972, et a servi de titre à la traduction française des essais de Nicholas Georgescu-Roegen en 1979. La décroissance a ensuite été lancée par des militants écologistes français en 2001 comme un slogan provocateur pour repolitiser le mouvement de défense de l'environnement. Le mot d'ordre de la décroissance a été lancé presque accidentellement par un besoin pressant de rompre avec le double langage, et souvent le manque de sens, du développement durable. À l'origine, l'expression n'est donc pas un concept (du moins pas symétrique à la croissance économique) mais plutôt un slogan politique de défi censé nous rappeler le sens des limites. La décroissance

n'est synonyme ni de récession ni de croissance négative et ne doit pas être interprétée au sens littéral : décroître pour décroître serait aussi absurde que croître pour croître.

Une transition vers la décroissance n'est pas une trajectoire descendante prolongée, mais une transition vers des sociétés conviviales qui vivent simplement, en commun, et avec moins. Il existe plusieurs idées quant aux pratiques et aux institutions pouvant faciliter cette transition et permettre à ces sociétés de s'épanouir. L'attrait de la décroissance tient à son pouvoir de puiser dans différentes sources ou courants de pensée (y compris la justice, la démocratie et l'écologie) et de les relier, de formuler des stratégies à différents niveaux (y compris le militantisme d'opposition, les alternatives locales et la politique institutionnelle) et de rassembler des acteurs hétérogènes qui ciblent différentes questions, de l'agroécologie à la justice climatique. La décroissance complète et renforce ces domaines et fonctionne comme un fil conducteur - une plateforme pour un réseau de réseaux – qui va au-delà des considérations politiques portant sur une seule question.

En fait, la décroissance n'est pas l'alternative, mais plutôt une matrice d'alternatives qui permet d'ouvrir à nouveau à l'aventure humaine la voie de la créativité et d'une pluralité de destins, en levant la chape de plomb du totalitarisme économique. Il s'agit de sortir du paradigme de l'homo œconomicus ou de l'homme unidimensionnel de Marcuse, principale source de l'homogénéisation planétaire et du meurtre des cultures. Si le « développement » n'est plus le principe directeur de la vie sociale, il y a de la place pour un « plurivers », une pluralité d'univers. Ce serait « un monde qui contient de nombreux autres mondes », comme disent les zapatistes. La décroissance n'est qu'une des multiples visions du monde qui proposent des solutions alternatives au développement, telles que les notions de Buen Vivir, d'Afrotopia et de Swaraj. Dans notre nouveau livre Pluriverse: A Post-Development Dictionary [Plurivers: Un dictionnaire post-développement], nous en avons rassemblé plus d'une centaine, issues du monde entier. Il n'est donc pas possible de formuler des solutions « clés en main » pour la décroissance, mais seulement d'esquisser les fondements d'une société durable non productiviste et des exemples concrets de programmes de transition.

L'hypothèse de la décroissance postule qu'une trajectoire de transformation socio-écologique radicale est nécessaire, souhaitable, et possible. Les conditions de réalisation et les questions politiques qui concernent les dynamiques sociales, les acteurs, les alliances, les institutions et les processus qui vont créer des transitions vers la décroissance restent ouvertes et font l'objet de vifs débats en Europe et ailleurs. Le moment est venu non seulement d'un programme de recherche scientifique sur la décroissance qui pose des questions qui dérangent, mais aussi d'un programme politique. Pour reprendre les propos des économistes écologiques Tim Jackson et Peter Victor dans un article du *New York Times*: « Imaginer un monde sans croissance est l'une des tâches les plus vitales et les plus urgentes auxquelles la société soit s'atteler ».

Toute correspondance est à adresser à Federico Demaria <federicodemaria@gmail.com>

> Féminismes et décroissance :

simple alliance ou relation fondatrice?

Anna Saave-Harnack, Université de Iéna (Allemagne), Corinna Dengler, Université de Vechta (Allemagne) et Barbara Muraca, Université d'État de l'Oregon (États-Unis)

our beaucoup, le terme de « décroissance » évoque sans doute des économies en récession à la suite de la crise financière de 2007. Ce n'est pourtant pas de cela qu'il s'agit. Le slogan « Leur récession n'est pas notre décroissance ! » indique clairement que la décroissance, aussi bien au plan théorique que comme mouvement social, ne doit pas être assimilée à un niveau de croissance négative dans un paradigme de croissance – autrement dit. à une récession. Au contraire. c'est précisément ce paradigme que la décroissance remet fondamentalement en question, en mettant l'accent sur la nécessité de libérer les sociétés de leur dépendance à l'égard du diktat de la croissance économique. Cela signifie que la décroissance cherche et définit des possibilités pour les sociétés modernes de se reproduire sans dépendre de l'accélération et de l'expansion constantes ni de l'intensification de l'exploitation sociale et écologique. Les militants et les spécialistes de la décroissance envisagent comme une utopie concrète le fait qu'une transformation qui privilégie les initiatives partant de la base permette de s'orienter vers une société socialement juste et écologiquement viable, et proposent des étapes susceptibles d'aller dans le sens de cette vision plus large, depuis les pratiques collectives alternatives jusqu'à la transformation des institutions de base. C'est pourquoi – et il s'agit là d'un autre slogan – quand on parle de décroissance, on parle de degrowth by design, not by disaster!, c'est-à-dire de décroissance choisie, et non subie.

Et pourtant, nous pouvons, en tant que spécialistes et militants de la décroissance, tirer un certain nombre d'enseignements de la décroissance économique imposée à la Grèce. La baisse des taux de croissance qui a suivi la crise financière en Grèce a entraîné des défis sociétaux majeurs en matière de services sociaux et de services publics. La décroissance de l'économie a eu pour conséquence que la société civile a été confrontée à la politique d'austérité mise en place pour régler la dette publique. Des hôpitaux, des écoles maternelles et des réseaux communautaires de quartier ont été créés pour atténuer les conséquences de la réduction des dépenses publiques. Beaucoup de ces

initiatives - telles que la clinique solidaire de Thessalonique – manifestement liées aux répercussions de la crise économique (c'est-à-dire à une décroissance « subie »), se rapprochent en fait des idées et idéaux que les tenants de la décroissance voudraient mettre en œuvre délibérément (c'est-à-dire une décroissance « choisie »). Mais elles témoignent aussi d'une préoccupation féministe bien fondée : dans le cas de la Grèce en particulier, les femmes ont été nettement affectées par la crise, dans la mesure où elles ont comblé le vide créé par la politique d'austérité. Alors que la perte des emplois a été légèrement plus marquée dans les emplois traditionnellement masculins, les femmes ont assumé l'essentiel des services autrefois publics, en particulier dans le domaine du care et des activités liées à la reproduction sociale. L'exemple de la Grèce pourrait amener les féministes à conclure que la décroissance subie, mais peut-être aussi la décroissance choisie, peut comporter des risques très importants pour les femmes et contribuer à une re-traditionalisation du travail de reproduction sociale et de care. Cette préoccupation féministe apparaît d'autant plus justifiée que les travaux scientifiques indiquent une voie de décroissance qui n'implique pas de transformation radicale des institutions sociales de base telles que le travail, ni de renégociation des conditions essentielles à une vie bonne pour tous. Face à cette conception plutôt conservatrice de la décroissance, il existe des approches plus radicales, comme celle exprimée dans les débats animés au sein de la FaDA (Feminisms and Degrowth Alliance, l'Alliance des Féminismes et de la Décroissance), qui mettent en avant le potentiel émancipateur d'une société de décroissance dès lors qu'elle s'appuie sur des principes directeurs inspirés, par exemple, des diverses traditions féministes.

D'intenses débats ont eu lieu entre militantes féministes, universitaires et défenseurs de l'environnement, et ce, bien avant que le discours sur la décroissance ne prenne de l'ampleur. Par exemple, la perspective de subsistance, développée en Allemagne dans les années 1980, mettait en évidence le lien entre les préoccupations environnementales et l'exploitation des femmes et des colonies. Le numéro spécial

Les contributions féministes sont essentielles pour réaliser la transformation socio-écologique juste et solidaire qui est envisagée avec la décroissance⁹⁹

de 1997 de la revue *Ecological Economics* sur « Les femmes, l'écologie et l'économie » a constitué une autre étape importante dans cette entreprise. Alors que ce dialogue est de plus en plus pris en compte par les défenseurs de la décroissance, le raisonnement féministe ne fait toujours pas partie intégrante de la réflexion sur la décroissance.

Nous estimons que la décroissance peut encore tirer de nombreux enseignements des traditions féministes ; les contributions féministes sont essentielles pour réaliser la transformation socio-écologique juste et solidaire qui est envisagée avec la décroissance. Tout d'abord, une idée centrale du féminisme écologique est que la « nature » (qui dans la tradition de la pensée occidentale est conçue comme « féminine ») et la « reproduction sociale » (qui est supposée se faire « naturellement ») sont, dans les économies capitalistes, le fondement même de tout processus de production. Pourtant, dans le paradigme de la croissance capitaliste, l'une comme l'autre sont structurellement dévaluées, rendues invisibles et attaquées au quotidien. Avec la décroissance doivent en même temps être prises en considération l'exploitation et la dévalorisation de la reproduction sociale et écologique et cela doit constituer un élément clé de la lutte permettant d'assurer des relations plus durables entre l'homme et la nature. Deuxièmement, la théorie féministe a depuis longtemps déjà levé le voile sur les relations de pouvoir ancrées dans le paradigme de la croissance. Par exemple, l'explication de Maria Mies en 1986 sur la relation entre le patriarcat et « le paradigme de l'accumulation et de la "croissance" infinies » montre qu'une fertilisation croisée entre les mouvements féministes et pour la décroissance est non seulement possible mais essentielle pour s'attaquer pleinement aux structures d'oppression du capitalisme. Troisièmement, le féminisme a théorisé et soutenu des modes d'organisation du care en tant que « commun », contre la réaffectation de celui-ci aux familles ou au secteur privé que la contraction économique sans transformation entraîne inévitablement. Le point de vue d'Amaia Pérez Orozco sur la « soutenabilité de la vie » offre un point de départ fort utile pour envisager le care dans une société de décroissance. Une « mise en commun du care » aiderait également les personnes qui le prennent en charge à titre individuel – souvent des femmes – tout en leur offrant un espace social où pouvoir se rencontrer, échanger et faire entendre une voix politique, comme suggéré par exemple par Silvia Federici. Cette façon d'organiser le travail de care pourrait servir d'inspiration pour un plus large éventail de pratiques de décroissance.

Bien qu'il y ait beaucoup à gagner à encourager le dialogue entre féminisme et décroissance, l'entreprise n'est pas exempte de difficultés. Certains courants du féminisme seront sans doute moins enclins à participer. Et même entre les interlocuteurs les plus actifs –les partisans du féminisme écologique et les partisans de la décroissance – les différentes terminologies employées par les uns et par les autres peuvent entraîner des malentendus.

De plus, étant donné l'urgence à la fois réelle et ressentie face au désastre écologique qui s'accélère, les actions mises en œuvre risquent de ne pas tenir compte de ce que cela implique pour les groupes sociaux les plus vulnérables, notamment ceux qui assument en général la reproduction sociale. Comme Federici l'a récemment montré (2018), nous sommes confrontés à une augmentation alarmante des violences faites aux femmes dans le monde, en particulier aux femmes chargées de maintenir la cohésion des communautés locales en assurant la subsistance, la transmission des savoirs autochtones et le care. Ces violences émanent d'une nouvelle vague d'enclosures (spoliations) mondiales qui s'inscrivent dans la croisade néolibérale destinée à assurer la croissance au profit des élites. C'est pourquoi il est capital que militants et spécialistes de la décroissance, même quand le temps semble compté, ne tombent pas dans le piège consistant à minimiser le problème du patriarcat qui, comme nous l'avons rappelé précédemment, est étroitement lié au paradigme de la croissance capitaliste.

Les débats animés qui se tiennent au sein du réseau FaDA témoignent de la difficulté à ce que le féminisme fasse partie intégrante du mouvement de la décroissance. Certains membres soutiennent qu'au lieu d'essayer de forger une alliance entre les deux discours et les deux mouvements - ce qui revient à considérer leur relation comme une simple possibilité et à souligner leurs différences dans la lutte commune - nous ferions mieux de porter notre attention sur la relation fondatrice qui existe entre les deux. Une transformation radicale de la société qui permette de dépasser le paradigme de la croissance ne peut être réalisée qu'en s'attaquant conjointement au diktat capitaliste de la croissance et à son profond enracinement dans le patriarcat. L'intégration du féminisme et de la décroissance est un projet en devenir auquel nous sommes tous invités à participer. Il est de notre devoir d'engager le dialogue à l'échelle mondiale pour créer une société de décroissance féministe!

Toute correspondance est à adresser à :
Saave-Harnack <anna.saave-harnack@uni-jena.de>
Corinna Dengler <corinna.dengler@uni-vechta.de>
Barbara Muraca <Barbara.Muraca@oregonstate.edu>

> Grèce : Les obstacles à une stratégie de décroissance

Gabriel Sakellaridis, Université d'Athènes (Grèce)



ans les économies capitalistes, dire que la croissance économique est essentielle pour qu'un pays assure la prospérité de ses citoyens est considéré comme une évidence. Pourtant, si la croissance jouit d'un tel attrait, ce n'est pas simplement parce qu'elle véhicule un ensemble d'idées dominantes largement répandues dans le débat public et les paradigmes scientifiques. La déification de la croissance n'est pas simplement le fait d'une « idéologie de la croissance » imposée par de puissantes élites scientifiques et des politiciens en quête d'électeurs. Cette « idéologie de la croissance » doit être au contraire appréhendée comme le résultat de puissantes lois qui régissent le mode de production capitaliste, des lois selon lesquelles la concurrence, l'accumulation du capital et la maximisation du profit sont inscrites dans son code génétique.

L'impératif de croissance a été contesté par l'idée de décroissance, qui a émergé en même temps que grandissait l'inquiétude face au péril environnemental. Pour faire court, la décroissance peut être définie comme une « réduction à une échelle équitable de la production et de la consommation » d'une manière socialement et écologiquement bénéfique. En réaction à l'impératif de croissance, les théoriciens et les militants de la décroissance soutiennent qu'il existe des limitations sociales concrètes à la croissance, déterminées par l'épuisement des ressources naturelles, le dérèglement climatique, la durée de la journée de travail, la qualité de vie, et plusieurs autres facteurs. Le PIB est considéré comme un indicateur trompeur de la prospérité, car il ne tient pas compte d'un certain nombre de variables importantes qui ne sont pas exprimées en termes monétaires et engage par ailleurs la société dans une course au productivisme et au consumérisme.

Manifestation de soutien au peuple grec, en 2015 à Londres. Sheila/ flickr. Certains droits réservés.

À la suite de la chute de l'activité économique mondiale qui a suivi la crise financière, le modèle de production international a été mis en cause. Tandis que les économistes l'ont essentiellement remis en question en termes de déséquilibres mondiaux des comptes courants, les critiques en provenance du « camp de la décroissance » se sont multipliées, la crise étant dans ce cas considérée comme une occasion de réorienter les priorités sociales en s'éloignant de la course à la croissance.

La Grèce s'est trouvée au cœur des débats publics concernant les répercussions de l'austérité imposée, le pays ayant connu l'une des récessions les plus sévères qui ait touché les pays capitalistes avancés depuis la Grande Dépression, avec une perte de 28,1% de son PIB réel entre 2008 et 2017, et une explosion du chômage, qui est passé de 7,8% à 21,5% sur la même période (avec un pic à 27,5% en 2013). La crise économique a plongé le pays dans une grave crise sociale, et s'est également traduite au plan politique par une crise profonde de la représentation qui a vu des identités et appartenances politiques bien établies se désintégrer, tandis que de nouvelles voyaient le jour.

Dans ce contexte social, la question cruciale est de savoir si une stratégie de décroissance durable et délibérée se serait avérée fructueuse. Si ce n'est pas le cas, comme nous le soutenons dans cet article, il est important d'identifier quels sont les principaux mécanismes qui ont rendu les choses si difficiles. Les obstacles à la décroissance ne devraient pas être interprétés comme des raisons de rejeter ses objectifs, mais devraient au contraire être considérés par les théoriciens de la décroissance comme des difficultés à surmonter afin de renforcer les bases de leur stratégie.

Comme nous le verrons dans les deux paragraphes suivants, aussi bien les mesures prescrites par la « troïka » que les alternatives de gauche ont tourné autour de l'axe de la croissance, et le débat public a donc évolué autour de l'impératif de croissance.

La stratégie adoptée par la troïka visait à promouvoir une croissance de l'économie grecque tirée par l'investissement et les exportations, en misant sur la dévaluation interne et les réformes structurelles des marchés du travail et des produits, et en utilisant le taux de change réel comme stratégie privilégiée pour favoriser la compétitivité

APRÈS LA CROISSANCE, QUEL PARADIGME?

et faire entrer l'économie grecque dans un cercle vertueux. Les résultats se sont toutefois révélés désastreux pour la grande majorité de la population grecque.

Deux voies étaient proposées par la gauche comme alternative aux orientations de la troïka. D'un côté, ceux qui prônaient le maintien de la Grèce dans la zone euro mais se situaient dans le camp « anti-austérité » proposaient un nouveau « Plan Marshall » qui augmenterait l'investissement public, ainsi qu'une gestion de la demande globale pour stimuler la consommation privée et les investissements. Combinée à une restructuration de la dette publique grecque, cette stratégie devait garantir sa viabilité et créer des emplois et des revenus selon les mécanismes keynésiens. De l'autre, les partisans du « Grexit » soutenaient que l'adoption d'une nouvelle monnaie nationale dévaluée nominalement par rapport à l'euro augmenterait les exportations et diminuerait les importations, conduisant à une combinaison de croissance tirée par les exportations et de substitution des importations, s'appuyant essentiellement sur l'industrie.

Le premier obstacle à l'élaboration d'un scénario crédible de décroissance en Grèce tient à la viabilité de la dette publique et à sa relation avec la croissance de la production. À partir du moment où la Grèce a été confrontée à une crise de solvabilité de la dette publique, la viabilité de la dette est devenue l'objectif des politiques menées, du moins sur le plan rhétorique. Les principales variables de la soutenabilité de la dette publique sont les soldes budgétaires primaires et la relation entre les taux d'intérêt des obligations d'État et le taux de croissance nominal de la production. Si le taux de croissance nominal est inférieur au taux d'intérêt, l'effet « boule de neige » est enclenché, ce qui a pour conséquence d'augmenter la dette publique, même en cas d'excédent primaire. La croissance de la production devient alors la variable la plus importante pour la viabilité de la dette publique. Dans des circonstances aussi difficiles, les stratégies proposées de « décroissance » sont peu attrayantes.

Le deuxième obstacle trouve son origine dans la forme financiarisée du capitalisme contemporain et est associé à la déflation par la dette, qui entraîne l'économie dans un cercle vicieux « dette privée/récession ». Les économies capitalistes sont des économies qui produisent de la monnaie, et leurs bilans sont reliés entre eux à travers un réseau financier complexe. Dans un contexte d'endettement privé excessif, une récession alourdit le fardeau de la dette, ce qui entraîne une déflation par la dette.

Le troisième obstacle est lié au chômage et à ses coûts sociaux concomitants. Il va de soi qu'un taux de chômage qui a culminé à 27,5% en 2013, alors qu'il était de 7,8% en 2007, a ébranlé les fondements de la société grecque et également entraîné d'importants risques politiques. Étant donné la très forte corrélation qui existe entre l'emploi et la croissance économique, la politique des pouvoirs publics grecs a inévitablement été liée à une stratégie de croissance, les pressions exercées au niveau politique pour remédier en

temps réel au fort taux de chômage contribuant à imposer cette voie. En d'autres termes, en l'absence de préparation à une stratégie de décroissance susceptible de créer de nouveaux emplois, le paradigme du « tout continue comme si de rien n'était » (business as usual) a dominé le débat public – un paradigme fondé sur plus de croissance = plus d'emplois.

Le quatrième obstacle tient au fait qu'une économie en manque cruel de capitaux, comme celle de la Grèce pendant la récession, assouplit considérablement ses normes environnementales afin d'attirer les investissements. La nouvelle législation permettant des procédures accélérées d'investissement a confirmé cette tendance. Il existe de nombreux exemples d'investissements qui auraient soulevé des résistances sociales avant la crise, et qui sont aujourd'hui considérés comme socialement légitimes. C'est le cas notamment des nouveaux projets d'extractivisme, y compris de nouvelles mines d'or en Chalcidique dans le nord de la Grèce, ou des contrats d'exploration que le gouvernement grec a signés avec des compagnies pétrolières pour l'exploitation de réserves de pétrole et de gaz naturel en mer Ionienne et en mer de Crète. Un autre exemple de cette soif de croissance est la concession à un promoteur de l'ancien aéroport d'Athènes à Hellinikon, que le gouvernement actuel s'était engagé à convertir en parc métropolitain, en vue d'un énorme projet immobilier sous la pression d'investisseurs étrangers et locaux.

La nature économique des obstacles auxquels un « agenda de décroissance » doit faire face n'entraîne pas nécessairement une acceptation de l'économisme ambiant. Cela implique en revanche de bien appréhender les contraintes particulières qui y sont liées, étant donné leur importance dans une « économie de croissance ». En faire abstraction au motif qu'elles ne seraient que « des manifestations de l'économisme » reviendrait à ignorer la réalité et à affaiblir les possibilités de mettre en œuvre une stratégie de décroissance.

Dans le même temps, il ne serait pas juste d'affirmer que d'autres méthodes d'organisation de la production ou de remise en question des habitudes de consommation n'ont pas vu le jour en Grèce pendant la crise. Au contraire, un certain nombre d'initiatives de ce type ont vu le jour - ne serait-ce qu'à l'échelle locale - dont des banques de temps, des jardins urbains, des réseaux « sans intermédiaires » pour les produits agricoles, et même des entreprises commerciales autogérées. Mais il s'est souvent agi d'initiatives fragmentaires qui pouvaient difficilement constituer une alternative viable, a fortiori dans ce contexte de profonde récession. De telles initiatives portent cependant les germes d'un contre-paradigme d'organisation sociale, qui au plan idéologique remet en question la représentation dominante des besoins sociaux en les réorientant dans le sens de la protection de l'environnement et de la démocratie économique. Ces initiatives s'opposent à l'économisme et placent les besoins sociaux au centre des modes de production et de consommation.

Toute correspondance est à adresser à < Gabriel.sakellaridis@gmail.com

> Chili

Du néolibéralisme à une société de post-croissance ?

Jorge Rojas Hernández, Université de Concepción (Chili)



Pour apporter le changement, aussi bien des idées pratiques qu'utopiques sont nécessaires. Times Up Linz/flickr.
Certains droits réservés.

u cours de sa relativement courte histoire, le Chili a connu divers régimes économiques, sociaux, culturels et politiques. Certains gouvernements ont promis des réformes ou des révolutions, mais, ce faisant, ont provoqué des conflits de plus en plus graves. Le gouvernement du *Frente Popular*, une alliance de centre-gauche, est arrivé au pouvoir en 1938 mais a été de courte durée. En 1964, le candidat du Parti démocrate-chrétien, Eduardo Frei Montalva, remportait l'élection présidentielle. Son programme de gouvernement, une « troisième voie » comme alternative au socialisme et au capitalisme, était caractérisé par des réformes structurelles et une forte politisation de la société, avec comme objectif principal une réforme agraire.

De 1970 à 1973, Salvador Allende était au pouvoir, à la tête du célèbre gouvernement d'Unité populaire (*Unidad Popular*), une alliance de socialistes, de communistes et d'autres petits partis de gauche. Il nationalisa les principaux secteurs économiques du pays (le secteur bancaire, l'agriculture, les mines de cuivre et les principales industries). Le gouvernement d'Allende était l'aboutissement de la « longue marche » à travers l'appareil d'État chilien pour obtenir plus d'égalité et de justice pour la classe ouvrière et les couches les plus pauvres de la société. En plus d'être un paradigme du progrès, ses réformes s'inscrivaient dans la conception politique émancipatrice des années 60. Malheureusement, en 1973, un coup d'État militaire mit brutalement fin à cette expérience de socialisme démocratique.

En collaboration avec des économistes néolibéraux, la dictature militaire mit alors en œuvre une politique radicale de privatisation. L'objectif n'était pas seulement de changer de modèle économique, mais de transformer la société chilienne et de développer un nouveau modèle social et culturel : une société néolibérale axée sur le marché, une société dépolitisée et individualisée, essentiellement consumériste, où la croissance et la concurrence étaient reconnues comme les moyens « justifiés » d'atteindre le progrès et le bonheur individuels. L'État allait se retirer de plus en plus de l'économie et de ses fonctions sociales, suivant un paradigme qui s'est poursuivi pendant le processus de démocratisation des années 90.

Cette politique de privatisation et d'individualisation a inévitablement entraîné pour de larges secteurs de la population chilienne une perte de sens et suscité des craintes pour l'avenir. C'est ainsi qu'ont vu le jour des mouvements de protestation et des mouvements civiques, à l'instar de celui des « Pingouins » en 2006, un mouvement étudiant réclamant un meilleur enseignement public. En 2011, cette mobilisation a été suivie par un mouvement massif d'étudiants réclamant la gratuité de l'enseignement supérieur. Les deux mouvements ont laissé leur empreinte sur les programmes gouvernementaux ultérieurs. Ces processus de changement sont difficiles et lents, mais ont finalement eu des répercussions politiques et sociétales positives.

APRÈS LA CROISSANCE, QUEL PARADIGME?

En ce début de XXIe siècle, les modèles courants de développement qui cherchent à expliquer les crises socio-écologiques, climatiques et institutionnelles actuelles apparaissent manifestement à bout de course. Pourtant, dans les sociétés industrielles, la rationalité instrumentale domine toujours, qui sépare l'activité humaine - clairement productive dans les pays du Nord global et extractive dans les régions du Sud global - de la nature, entraînant des changements profonds dans les écosystèmes, le climat et la vie sociale. Et les nouvelles idéologies néolibérales du progrès et de la croissance, alimentées par les aspirations à la modernisation et le nouveau paradigme de la mondialisation, franchissent à présent les limites écologiques et les limites socialement acceptables de notre planète Terre. Cette évolution ne s'arrête pas aux frontières du Chili. Nous sommes loin aujourd'hui d'un système social écologiquement et socialement responsable et viable.

Les changements violemment instaurés par le coup d'État au Chili se manifestent aujourd'hui dans de nombreux pays sous la forme de processus néolibéraux lents mais constants, liés à la mondialisation. Le modèle néolibéral chilien des années 80 nous a montré très tôt que l'externalisation de la production se solde par un environnement de travail plus flexible et la formation d'un nouveau précariat. Le processus de mondialisation va aujourd'hui dans le même sens. À cela s'ajoute l'impact de la nouvelle révolution technologique (4.0) qui se dessine, qui devrait entraîner des pertes considérables d'emplois partout dans le monde. Les crises environnementales et le changement climatique nous obligent également à réfléchir à la manière dont le travail sera affecté par la dégradation de l'environnement et les catastrophes de plus en plus importantes causées par le changement climatique. Tous ces facteurs se traduisent par une désintégration sociale et de nouvelles inégalités, d'où un mécontentement croissant des citoyens. Ce manque d'inclusion sociale, observable dans de nombreux pays, menace actuellement des démocraties établies de longue date, ainsi que les droits individuels et civiques, et peut à terme contribuer à la destruction des sociétés. Mais dans de nombreuses régions du monde – y compris au Chili et dans toute l'Amérique latine – des mouvements sociaux et écologistes se mettent en place pour réclamer non seulement des solutions à des problèmes concrets mais aussi des réformes qui tiennent mieux compte des besoins des citoyens en vue d'un avenir meilleur.

La crise du néolibéralisme et le modèle de croissance actuel entraînent-ils l'émergence de nouveaux modèles « post-croissance » ? L'inquiétante vague populiste de droite observée dans plusieurs pays semble se diriger dans une autre direction. Elle constitue en effet une force opposée aux processus déjà amorcés de transformation socio-écologique et progressiste. Mais il se pourrait bien que les mouvements sociaux et écologistes actuels qui sont apparus en réaction aux crises actuelles ainsi qu'en opposition aux politiques populistes de droite, soient amenés à se renforcer et à se consolider. Par

exemple, une nouvelle coalition de gauche, le Frente Amplio (Front élargi), a participé aux dernières élections présidentielles et parlementaires au Chili. Après moins de deux ans d'existence, la coalition a enregistré 20% des voix et est maintenant représentée au Parlement. Contrairement à la gauche traditionnelle, cette formation incarne de nouvelles conceptions de la politique, de la société et de la nature.

Mais d'autres phénomènes intéressants sont également en train d'émerger. Ainsi, le Chili est-il aujourd'hui l'un des pays les plus avancés dans le développement de nouvelles formes alternatives d'entreprises, ce qu'on appelle les « Empresas B » (B corporations ou benefit corporations en anglais) qui sont lancées par une jeune génération de start-ups fortement sensibilisées aux problèmes sociaux et environnementaux. Leur part de marché ne cesse d'augmenter. Aujourd'hui, partout en Amérique latine, des modèles de certification internationale sont adaptés pour tenir compte de facteurs tels que la viabilité environnementale et sociale, le potentiel d'innovation et la qualité du travail au sein de l'entreprise. Cette nouvelle dynamique permet à de nouvelles cultures du travail et de nouveaux modes de vie d'émerger.

Fin 2017, on comptait 450 Empresas B certifiées en Amérique latine, dont 130 au Chili. Ces entreprises font partie d'un nouveau « Mouvement B » mondial et d'un « Système B » de modèles économiques fondés sur une éthique socio-écologique. Leur bon fonctionnement peut être évalué au moyen d'indicateurs tels que le bien-être de la population, la manière durable de gérer les écosystèmes existants, l'importance attachée au recyclage et à la bioéconomie ainsi qu'à de nouvelles formes de coopération. On assiste ainsi à la formation de « Systèmes B » nationaux, qui bénéficient du soutien de la recherche scientifique de ce qu'on appelle Academia B. Le Chili encourage actuellement ces initiatives par le biais de programmes de l'organisme du Ministère de l'économie, du développement et du tourisme chargé de la promotion de la production (CORFO) et d'autres organismes, dans le but de former des personnes et de créer des emplois qualifiés.

Fin 2018, plus de 1.000 personnes venues de 30 pays ont participé à la Première Rencontre internationale du Mouvement B à Puerto Montt, Puerto Varas et Frutillar, dans le sud du Chili. Des initiatives de ce genre résultent des changements culturels et politiques de ces dernières décennies. Les jeunes générations d'aujourd'hui privilégient avant tout des valeurs telles que l'indépendance, la liberté, la démocratie de proximité, la créativité et l'initiative, le respect, la tolérance, la solidarité et la conscience écologique.

Il faut espérer que ces nouvelles approches durables que l'on peut aujourd'hui observer au Chili continueront à bénéficier d'un soutien politique et seront présentes dans les futurs programmes gouvernementaux et les futurs regroupements politiques.

Toute correspondance est à adresser à Jorge Rojas Hernández < jrojas@udec.cl >

> La sociologie écoféministe

comme nouvelle analyse de classe

Ariel Salleh, Université de Sydney (Australie) et membre des comités de recherche de l'ISA Environnement et Société (RC24) et Mouvements sociaux, Action collective et Changement social (RC48)



es analyses féministes écologiques sont le fruit d'une pratique au quotidien, c'est pourquoi elles remettent souvent en question les postulats considérés comme acquis par des mouvements sociaux qui obéissent à des idéologies politiques préétablies. Par exemple, dans les années 1980 et 90, les écoféministes ont dénoncé la faible prise en compte du sexe et du genre dans le courant de pensée de la deep ecology ou « écologie profonde ». Il ne s'agissait pas pour les écoféministes de rejeter les objectifs environnementaux de ce programme mais plutôt de faire valoir que la crise planétaire trouvait son origine dans le système d'institutions et de valeurs patriarcales capitalistes qui s'est rapidement répandu dans le monde entier. C'est pour cette raison que les solutions à apporter à cette crise doivent permettre de changer « la culture du droit masculiniste » qui soutient ce système. Cette controverse, connue comme le « débat entre l'écoféminisme et l'écologie profonde », s'est poursuivie pendant plus d'une décennie dans la revue américaine Environmental Ethics. Dans un exercice similaire de

conscientisation, les théoriciens écoféministes ont abordé de façon critique les analyses marxistes. Depuis une dizaine d'années, des articles parus dans *Capitalism Nature Socialism*, dans le *Journal of World-Systems Research* et ailleurs, ont permis au public de mieux appréhender l'écoféminisme comme une sociologie critique. Ma position est que la conjoncture mondiale actuelle exige une nouvelle analyse sociologique de *classe*. Ce qui suit est donc un bref aperçu de la trajectoire historique et des revendications de ce que j'appelle « un matérialisme incarné ».

> Un matérialisme incarné

Le travail reproductif est le fondement de toute société. Au plan de l'expérience pratique d'un tel travail, les mères apprennent à maintenir les cycles biologiques des corps dont elles prennent soin. De même, les paysans et les hommes qui vivent de la cueillette s'accordent aux cycles de la terre et les régénèrent. Ces travailleurs non monétisés sont généralement invisibles dans l'économie mondiale, ne sont pas suffisamment reconnus en sociologie, ni pris en compte par la théorie marxiste. Mais on peut affirmer que ces trois groupes de travailleurs – les mères, les paysans et les personnes qui vivent de la cueillette – forment ensemble une classe dont le temps est venu, étant donné leurs capacités matérielles à permettre la vie sur Terre.

L'expression « féminisme écologique » est couramment employée pour désigner une approche politique qui traite l'écologie et le féminisme comme un seul et même combat. Le féminisme écologique se manifeste lorsque les conditions de vie dans les quartiers urbains et les communautés rurales se trouvent menacées. Des femmes aussi bien que des hommes peuvent être impliqués dans des tâches d'affirmation de la vie, mais dans la mesure où ce sont surtout les femmes qui, dans le monde entier, se retrouvent dans la position sociale de pourvoir aux soins et de produire des aliments, ce sont généralement elles



Un exemple de la façon dont le « travail méta-industriel » permet d'atteindre l'autosuffisance économique en même temps que la durabilité écologique. Photo : Ariel Salleh.

qui dans la communauté sont les premières à prendre des mesures en faveur de l'environnement. Les interventions de ce genre sont universelles, indépendamment de la région, de la classe sociale ou de l'appartenance ethnique; autrement dit, elles sont particulièrement intersectorielles. Sur tous les continents, à partir des années 1970, des femmes ont commencé à faire ce qu'elles appelaient de « l'écoféminisme » en réaction aux dommages collatéraux entraînés par les modèles de consumérisme et de développement capitalistes qui ont été adoptés après la Seconde Guerre mondiale. Qu'il s'agisse de s'opposer aux polluants toxiques, à la déforestation, à l'énergie nucléaire ou à l'agro-industrie, elles ont toujours relié dans leur lutte politique la dimension « locale » et la dimension « globale ». Des écoféministes allemandes comme Maria Mies ont même explicitement situé leur travail dans le prolongement de la contribution socialiste de Rosa Luxemburg.

Avec les années 1980, on a également assisté au rapide essor de « nouveaux mouvements sociaux » - mouvements anti-nucléaires, Black Power, mouvement de libération des femmes (Women's Lib), mouvement pour les droits fonciers autochtones – et les marxistes avaient raison d'être sceptiques. L'écologie radicale a été cooptée par les partis écologistes et les experts technocrates, tandis que le féminisme a été détourné sous l'influence de l'individualisme libéral, et transformé en une négociation avec l'État sur la seule question de l'égalité des droits. Une nouvelle phase de l'écoféminisme a commencé après le Sommet de la Terre de 1992 organisé par les Nations Unies à Rio, un sommet qui a contribué à intensifier les politiques néocoloniales du Nord global au nom de la protection de la nature. Un vaste plan mondial d'accords régionaux ouvrait à présent la voie à l'exploitation minière des sols indigènes et au brevetage de plantes médicinales indigènes par des entreprises. Au Sommet de Rio, des écoféministes comme Vandana Shiva et d'autres ont fait leur possible pour s'opposer à ces mesures. Mais, comme l'a noté la sociologue péruvienne Ana Isla, la Convention-cadre des Nations Unies sur les

changements climatiques n'allait pas tarder à imposer de nouvelles concessions aux plus démunis. Le XXº siècle s'est terminé avec la « bataille de Seattle », qui a vu un mouvement international d'insurrection populaire tenir tête à l'Organisation mondiale du commerce. Ce vaste « mouvement de mouvements » pour une alternative populaire à la mondialisation a tenu son premier Forum social mondial en 2001.

> Mondialisation : décolonisation

L'expansion du libre-échange néolibéral a démoralisé le prolétariat dans les États métropolitains en délocalisant leurs emplois vers le Sud global, dans des zones à bas salaires produisant pour l'exportation. Mais beaucoup de gens situés géopolitiquement à la périphérie avaient un projet concret, un projet de décolonisation. Au Brésil, un très dynamique mouvement populaire des sansterre parlait écovillages et souveraineté alimentaire. En Équateur, les femmes d'Acción Ecológica inventaient le concept de « dette écologique » pour désigner à la fois l'appropriation coloniale des ressources naturelles mise en œuvre depuis 500 ans, le pillage moderne que constituent les intérêts de la Banque mondiale sur les prêts au développement, et la dégradation continue des moyens de subsistance résultant de l'extractivisme économique. La justice et la durabilité ont également été à l'honneur du Sommet des peuples sur le climat de Cochabamba en 2010, où les modes andins d'approvisionnement ont été présentés comme une alternative au gaspillage de la vie découlant de l'abondance industrielle. L'assimilation de l'industrialisation au progrès se trouvait remise en question.

Après la crise financière de 2008, des jeunes sensibilisés du monde entier ont lancé le mouvement Occupy, en campant près de la Bourse de Wall Street pour protester contre la *classe* capitaliste. En Allemagne, ils ont bloqué l'accès aux banques de Francfort. Une autre politique fondée sur les « valeurs reproductives » d'affirmation de la vie est apparue dans les pays méditerranéens en réponse aux plans européens d'austérité. En Espagne, les indignados ont instauré des modèles économiques autosuffisants dans les quartiers. À Rio+20 en 2012, des groupes d'entreprises, des responsables politiques et le Programme des Nations Unies pour l'environnement ont développé leur proposition de New Deal vert - une opération de relations publiques au profit de la bio-économie et des nanotechnologies contre laquelle, une fois de plus, se sont élevées les écoféministes. Peu après, des universitaires se sont réunis à Leipzig et à Budapest pour discuter de décroissance, même si la vision « post-développement » de penseurs écoféministes de la subsistance comme Veronika Bennholdt-Thomsen n'était pas encore reconnue. Aujourd'hui, la Fondation Rosa Luxemburg (Rosa-Luxemburg-Stiftung) examine la convergence de l'écoféminisme et d'autres politiques axées sur la communauté, comme le buen vivir d'Amérique du Sud, l'ubuntu d'Afrique du Sud et le swaraj d'Inde.

Les études écoféministes, très développées, sont souvent enseignées dans les universités, pour montrer comment sous l'empire de la culture patriarcale capitaliste, la maîtrise et la marchandisation de la nature font écho à la maîtrise et à la marchandisation du corps des femmes au travail. Les allusions traditionnelles à la Mère Nature sont bien plus qu'une métaphore. Comme le souligne Greta Gaard, une éthique bienveillante du véganisme circule désormais parmi les réseaux écoféministes, et des rencontres internationales sont régulièrement organisées autour du thème du bien-être animal. En Afrique, des femmes dont les moyens d'existence sont menacés par l'exploitation minière près de leurs villages ont mis sur pied WoMin, un réseau anti-extractiviste à l'échelle du continent, qui a produit son propre manifeste écoféministe sur le changement climatique. Aux États-Unis, des mères dans la région des des Appalaches organisent des actions directes contre l'arasement des sommets des montagnes par l'industrie houillère. En Inde, l'école Navdanya pour l'éco-autosuffisance conserve dans une « banque de semences » les semences traditionnelles, pour les préserver du brevetage par l'industrie pharmaceutique. En Chine, des paysannes de la province du Sichuan restaurent la fertilité des sols en rétablissant des techniques biologiques vieilles de plusieurs siècles. Et à Londres, des femmes au foyer donnent bénévolement de leur temps pour restaurer le bassin de la Tamise après des siècles d'exploitation abusive.

> Anthropocentrisme : écocentrisme

Quand des activistes ou, mettons, des sociologues du comité de recherche RC48 de l'ISA, ne voient pas en quoi la logique de la reproduction relie les mouvements écologistes, les mouvements de travailleurs, les mouvements féministes et les mouvements autochtones, une seule question dévastatrice basée sur la « politique identitaire » émerge, où les droits d'un groupe sont mis en concurrence

avec ceux d'un autre. Cet imaginaire sociologique restreint est l'expression du dualisme anthropocentrique occidental qui oppose « l'humanité » à « la nature », suivant un « sens commun » traditionnel qui est re-consacré avec la socialisation de chaque nouvelle génération.

Malheureusement, les rouages de la mondialisation continuent d'être alimentés suivant la hiérarchie aristotélicienne de la « grande chaîne des êtres », un ancien principe discursif qui place les dieux, les rois et les hommes au sommet de la vie sociale, et les dote du pouvoir sur des subalternes comme les femmes, les autochtones et la nature. Le vieux mantra aristotélicien a structuré le sens de l'Histoire de telle sorte qu'au fil des siècles, les femmes et les esclaves conquis allaient devenir de simples objets. Les institutions eurocentriques, de la religion au droit en passant par l'économie ou la science, ont été conçues pour servir ce « droit masculiniste » - ce qui continue à être le positionnement par défaut des libéraux aussi bien que des socialistes à travers le monde. Comme l'observe Carolyn Merchant, historienne écoféministe des sciences, la raison des Lumières a conceptualisé les corps et la nature comme des machines dont les parties doivent être contrôlées par des formules mathématiques. Cette culture de la vie aliénée est indispensable au fonctionnement du capitalisme, et est entretenue en sociologie par certains écologistes modernistes du comité de recherche RC24 de l'ISA qui croient que l'innovation technologique peut sauver l'environnement. Mais l'avenir automatisé ne se « dématérialisera » pas facilement dans le sens de la durabilité ou de la justice. De même, des initiatives comme l'économie circulaire ou la transvaluation du travail de care par les économistes féministes sont réabsorbées par la logique du capital.

En temps de crise écologique, les gens doivent être capables de penser dans un cadre éco-centré. Lorsque cela pose problème aux professeurs de sociologie, les étudiants radicaux se réorientent bien souvent vers l'écologie politique ou même la géographie humaine. Pourtant les tenants du modernisme peuvent tirer beaucoup d'enseignements de l'écocentrisme des épistémologies et analyses autochtones qui sont fondées sur l'expérience des femmes en matière de travail de *care* biologique.

Le discours qui consiste à opposer « l'humanité » à « la nature » a empêché la gauche, et en particulier les féministes postmodernes, de prendre au sérieux en tant qu'acteurs politiques cette force de travail reproductif qui était marginalisée. L'accusation habituelle de la gauche est que les écoféministes attribuent les idées politiques des femmes à une « essence féminine » innée – ce qui n'a aucun sens. La source des perceptions écoféministes ne se situe ni dans l'incarnation biologique, ni dans les structures économiques, ni dans les mœurs culturelles, quoique tous ces éléments aient une influence sur les activités humaines. Une épistémologie écoféministe est

au contraire fondée sur le travail : dans l'élaboration et la ré-élaboration de nos compréhensions et de nos compétences à travers l'interaction avec le monde matériel vivant. Les personnes qui travaillent de façon autonome, en dehors des routines industrielles abrutissantes – celles qui se chargent du travail de *care*, les agriculteurs, les personnes qui vivent de la cueillette – sont en contact avec toutes leurs capacités sensorielles et par là-même capables de construire des modèles plus sensibles sur la manière dont une chose se rapporte à une autre.

PERSPECTIVES THÉORIQUES

> Travail de régénération

Le cadre temporel dans leguel se situe cette classe de travailleurs éco-centrée est un cadre intergénérationnel, et donc intrinsèquement préventif. L'échelle est intime, maximisant la réactivité des travailleurs aux transferts de matière et d'énergie dans la nature ou dans le corps humain en tant que nature. Le jugement est fondé sur une expertise accumulée de façon empirique, à partir d'une évaluation, toute la vie durant, de la santé de l'écosystème ou de l'organisme. Les différents besoins des espèces ou des groupes d'âge sont équilibrés et conciliés. Là où l'économie domestique et de subsistance intègre la résolution synergique des problèmes, la prise de décision multicritère est une question de bon sens. Quand il n'y a pas de division entre les compétences mentales et manuelles, alors la responsabilité est transparente ; le produit du travail ne fait pas l'objet d'une aliénation du travailleur comme sous le capitalisme, mais est apprécié dans le partage avec les autres. Ici, la logique linéaire de la production cède la place à une logique circulaire de la reproduction. En fait, l'apport social est de cette manière en même temps une science vernaculaire et une action politique directe.

Le féminisme écologique plaide en faveur d'une politique synergique, qui favorise les moyens de subsistance, les emplois qualifiés, la solidarité, l'autonomie culturelle, la prise en compte du sexe et du genre, l'apprentissage, l'autonomisation et le renouveau spirituel. Un exemple actuel peut être trouvé en Équateur parmi les mères et les grands-mères des collines de Nabon, ravagées par le développement. Faisant preuve de clairvoyance et de créativité, ces femmes autonomes ont réussi à contrôler l'érosion, à collecter l'eau de pluie et à assurer la fertilité des sols et la souveraineté alimentaire en plantant pour restaurer les anciens bassins de captage d'eau et les ruisseaux. En

cela, elles ont également apporté leur contribution pour lutter contre la crise climatique mondiale. La confédération paysanne internationale *Via Campesina* insiste également sur le fait que leur « mode d'approvisionnement à petite échelle contribue à refroidir la Terre ».

Le travail reproductif crée des « modes de savoir » relationnels qui s'opposent à la violence mécaniste de la raison instrumentale occidentale. À moins d'être guidée par le travail de care, la politique radicale risque facilement de retomber dans le type de raisonnement des Lumières qui consiste à traiter la Terre et ses peuples comme une ressource sans fin pour la croissance économique. Alors que le raisonnement linéaire de l'industrie moderne ne tient pas compte du métabolisme de la nature, laissant derrière lui désordre et entropie, les méta-industriels qui alimentent les processus du vivant développent des épistémologies tacites qui témoignent d'une forme alternative de créativité humaine. Ce travail, que le capital s'est librement approprié à partir de ses périphéries domestiques aussi bien que géographiques, est en fait la condition préalable du mode de production capitaliste. C'est-à-dire que cette classe particulière de travailleurs existe « à l'intérieur du capitalisme » quand son activité contribue à créer de la plus-value ; mais l'apport reproductif existe aussi « en dehors du capitalisme », et se suffit à lui-même. L'usage du terme « méta » implique une structure fondamentale, qui maintient les activités subsidiaires en place.

Les économies éco-suffisantes n'externalisent pas les coûts en exploitant le corps d'autrui, pas plus qu'elles n'externalisent les déchets en polluant. Le savoir-faire associé à ce travail de régénération est indispensable à un avenir durable à l'échelle mondiale et, ce qui est remarquable, c'est qu'il est déjà mis en œuvre par la majorité des travailleurs dans le monde. Cette reconnaissance confère un important pouvoir stratégique à la classe méta-industrielle en tant qu'acteur historique sur la scène politique internationale. La préoccupation socialiste classique concernant les « rapports de production » d'exploitation – dont l'importance cruciale ne fait pas de doute – a contribué à reléguer au second plan les « rapports de reproduction » oppressifs. Cela dit, il y a des passages de l'œuvre de Marx qui auraient bien pu s'appliquer à la « classe ouvrière méta-industrielle », si son orientation humaniste avait été moins étroitement patriarcale et eurocentrique.

Toute correspondance est à adresser à Ariel Salleh <ariel.salleh@sydney.edu.au>

> Brésil, 2018

Le virage à droite des classes moyennes

Lena Lavinas, Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil) et Guilherme Leite Goncalves, Université d'État de Rio de Janeiro (Brésil)



Depuis le mois de février 2018, des agents de police et des militaires lourdement armés font partie du paysage quotidien des rues de Rio de Janeiro. Photo: EBC - Empresa Brasil de Comunicação/Agência Brasil. Creative Commons.

n Amérique latine, les années 1980 ont marqué la fin des dictatures militaires qui, pendant des décennies, avaient étouffé les forces de changement social. Mais si la transition vers la démocratie a permis d'élargir le cercle formel des citoyens, elle a aussi donné lieu à des crises économiques et à des pactes entre les élites.

Au Brésil, la transition *lente, pro*gressive et sûre annoncée par Ernesto Geisel, l'avant-dernier président du régime militaire, contenait déjà ces contradictions. La loi d'amnistie – un accord conclu entre les dirigeants politiques et économiques et les forces armées – a condamné au silence les victimes de torture et les familles des disparus. Dans des pays comme l'Argentine, la Bolivie, le Chili, le Guatemala, le Pérou et l'Uruguay, des accords similaires ont été annulés, entraînant l'emprisonnement des anciens tortionnaires et, dans certains cas, d'anciens chefs d'État. Au Brésil, la Commission Nationale de la Vérité (2011-2014) a tenté d'avaliser la mémoire de la violence étatique, mais ses recommandations sont restées lettre morte.

Malgré ses limites, la redémocratisation du Brésil a ouvert un espace pour une plus grande participation politique. Les classes moyennes ont joué un rôle essentiel dans la réorganisation de la société civile, en luttant pour une politique antiraciste et féministe. Leur rôle a également été crucial lors de l'Assemblée constituante de 1987, et décisif lors des élections qui ont suivi la fin de la dictature.

En 1989, les classes moyennes ont favorisé le candidat à la présidence du Parti des Travailleurs (PT), Luís Inácio Lula da Silva, tandis que le candidat victorieux, Fernando Collor de Mello, représentait la continuité pour les élites qui avaient profité du régime militaire. Lorsque des accusations de corruption contre Collor sont apparues, les classes moyennes se sont massivement mobilisées en 1992 en faveur de la destitution du premier président néolibéral du Brésil.

Dans les années 90, les classes moyennes ont continué à soutenir Lula, qui est sorti perdant face à Fernando Henrique Cardoso en 1994 puis 1998. En 1994, la majorité des votes en faveur de Lula provenait de ceux qui gagnaient entre deux et dix fois le salaire minimum, ainsi que des électeurs les plus instruits. Les soutiens les plus forts de Cardoso provenaient des deux extrêmes de l'échelle des revenus. En 1998, Cardoso a obtenu une majorité dans toutes les tranches de revenus, avec des résultats particulièrement bons parmi les électeurs les moins instruits. Lula, pendant ce temps, a continué d'obtenir de bons résultats parmi les plus instruits.

L'ère Cardoso a été caractérisée par une politique de stabilité monétaire, de privatisation à outrance et d'austérité budgétaire qui a entraîné le Brésil dans une récession. La profonde restructuration de l'économie a pris les classes moyennes en étau, sous la pression de la réduction des emplois traditionnels, du grippage du modèle de substitution des importations (qui avait permis de développer des postes techniques et adminis-

tratifs), des pertes de salaire et du manque de bonnes opportunités professionnelles.

La perte de statut social a conduit la classe moyenne à soutenir Lula lors des élections de 2002, contribuant ainsi à porter au pouvoir le premier ouvrier à devenir président du Brésil. En 2006, le soutien apporté par la classe moyenne à Lula a commencé à fléchir. Cette tendance à la baisse allait s'accentuer en 2010 et 2014, avec Dilma Rousseff comme candidate du Parti des Travailleurs (qui a remporté les deux élections). Lentement mais sûrement, les électeurs de la classe moyenne étaient en train d'opérer un virage à droite.

> L'expansion axée sur le marché de l'ère Lula/Dilma

Lula a accédé à la présidence en 2003 dans un contexte de ralentissement économique et de contraction de la croissance, malgré la stabilité monétaire atteinte suite au « Plano Real ». La victoire tant vantée du pays sur l'inflation n'a pas réussi à réduire la pauvreté et les inégalités ni à favoriser l'ascension sociale des classes moyennes.

La reprise économique pendant le premier mandat de Lula (2003-2006) s'est intensifiée au cours du second (2007-2010). Dans un premier temps, l'envolée des prix des produits de base a favorisé les exportations et stimulé la croissance. Ces années ont été marquées par une expansion significative des emplois dans le secteur formel et par une hausse du revenu moyen. Le salaire minimum a connu un gain réel de plus de 70%, bien supérieur à l'inflation.

Parallèlement, les programmes de lutte contre la pauvreté ont permis d'assurer une aide modeste mais régulière à 14 millions de familles. L'accès à de nouvelles lignes de crédit a également rendu possible un processus extraordinaire d'intégration financière. Le succès du programme « Bolsa Família », mondialement

connu, est précisément dû à la forte augmentation du degré de monétisation des secteurs les plus vulnérables de la société, qui ont été introduits sur le marché de consommation de masse.

Dans le même temps, des processus de privatisation ont été mis en place. La privatisation des soins de santé, parallèlement au sous-financement du système de santé public, a entraîné une augmentation impressionnante de la demande en direction des régimes privés. Dans l'enseignement supérieur, de plus en plus d'étudiants se sont détournés des établissements publics au profit des établissements privés : en 2015, 75% des étudiants étaient dans des établissements privés. Les chiffres sur l'endettement des étudiants sont éloquents : 51% se sont retrouvés en défaut de paiement (portant sur une somme d'environ 5 milliards de dollars), parmi lesquels plus de la moitié n'ont aucun moyen de reprendre les paiements.

La surévaluation du réal brésilien a porté les importations de produits manufacturés à des niveaux record, ce qui a finalement compromis le rétablissement de l'activité industrielle. L'un des héritages du Parti des Travailleurs a été le regain d'importance du secteur primaire, stimulé non seulement par l'augmentation de la demande mondiale de matières premières, mais aussi par l'alliance étroite entre la coalition gouvernementale et le secteur agroindustriel.

La croissance économique a commencé à s'étioler au cours de la première année de l'administration Dilma (2011). Les rues ont commencé à faire écho à l'insatisfaction des « nouvelles classes moyennes » – une expression qui semblait indiquer la fin des obstacles à la mobilité sociale, permettant aux secteurs à faible revenu de consommer comme les classes moyennes. Puis vint juin 2013 et la mobilisation massive et spontanée pour réclamer l'améliora-

LA MONTÉE DU POPULISME DE DROITE

tion des transports publics, des soins de santé, du système éducatif et des conditions de logement.

Pour mieux comprendre ce processus, rappelons que tandis que les revenus avaient augmenté et les prix des produits manufacturés avaient baissé entre 2006 et 2013, les dépenses en éducation, en soins de santé, en services de garde d'enfants et en soins aux personnes âgées excédaient largement le taux d'inflation et le salaire moyens. Alors qu'un crédit facile d'accès mais coûteux pouvait satisfaire les rêves de consommation, de plus en plus de gens se sont retrouvés prisonniers d'une dette cauchemardesque qui engloutissait une bonne partie du revenu disponible de leur ménage. Aujourd'hui, quelque 63 millions d'adultes au Brésil sont en défaut de paiement.

> Les classes moyennes et l'extrême droite

Lourdement endettées, les classes moyennes ont été désabusées en constatant les contradictions apparues durant le processus d'expansion axée sur le marché qui a suivi la redémocratisation. Si l'on ajoute à cela la dépolitisation qui a caractérisé la période de boom économique, les classes moyennes se sont retrouvées dans une position contradictoire et instable vis-à-vis des programmes politiques, ce qui les a préparées à être happées par le discours de l'extrême droite.

Le premier élément de ce discours est l'appel à un retour à la dictature militaire, saluée comme une époque meilleure dans l'histoire du Brésil. Ce discours est encouragé par une politique de silence autour de la violence d'État durant cette période, grâce au pacte conclu entre les élites lors de la redémocratisation.

De plus, l'extrême droite a reformulé les tensions sociales en termes discriminatoires, que ce soit sous une forme nationaliste, machiste ou ethno-raciale. Elle s'empare de l'insécurité des classes moyennes en agitant la menace d'ennemis qu'elle tient pour responsables de l'état actuel de la société: la gauche, les femmes, les homosexuels, les Noirs, les peuples indigènes, et tous ceux et celles qui ont obtenu un statut sociopolitique qui leur était auparavant inaccessible. À travers l'oppression de « l'autre ». l'extrême droite cherche à maintenir la position privilégiée de ceux qui ont été socialement déclassés par les politiques axées sur le marché. Enfin, l'extrême droite se nourrit également de la désillusion des classes moyennes à l'égard des administrations Lula et Dilma: L'« antipetismo » (anti-PTisme) revient à transformer la frustration politique et économique en haine personnelle et en violence.

Le discours haineux de la droite s'appuie sur une naturalisation de la violence à l'encontre des pauvres et des classes laborieuses érigée en politique d'État, ce que les chiffres expriment d'une manière brutale : depuis février 2018, lorsque l'armée a été appelée à intervenir à Rio de Janeiro, les forces de police ou les militaires ont tué une personne toutes les six heures. Les cibles sont de jeunes hommes noirs des favelas. L'appel à lutter contre la violence par la violence, malgré l'inefficacité flagrante de ce type de stratégies, est devenu la norme pour les classes moyennes, qui attribuent l'insécurité urbaine à un manque d'autorité de l'État auquel il faut remédier quelque soit le prix à payer par la société.

Lors du dernier scrutin électoral, le candidat victorieux de l'extrême droite. l'ancien capitaine de l'armée Jair Bolsonaro, a séduit les électeurs des classes moyennes et supérieures, ceux qui ont fait des études secondaires ou universitaires, tandis que Fernando Haddad, le candidat du Parti des Travailleurs, a trouvé des soutiens parmi les plus pauvres et les moins instruits, révélant à quel point les positions sur l'échiquier politique ont été inversées. Mais aujourd'hui, nous pouvons observer dans le jeu politique brésilien deux nouveaux éléments étroitement liés. Le premier est lié au score très élevé de Bolsonaro obtenu dans tous les segments de la société. Le second concerne l'indifférence et le mépris croissants à l'égard des règles démocratiques parmi les classes qui avaient justement joué un rôle crucial lors de la redémocratisation du Brésil.

Toute correspondance est à adresser à :
Lena Lavinas <<u>lenalavinas@gmail.com</u>>
Guilherme Leite Gonçalves <<u>lguilherme.leite@uerj.br</u>>

> Populisme, identité et marché

Ayşe Buğra, Université du Bosphore (Turquie)



epuis les années 90, le populisme est un terme couramment employé pour désigner un nouveau type d'idéologie non libérale, qui caractérise certains partis politiques et leurs dirigeants dans un grand nombre de pays. La revendication morale d'une représentation exclusive - où la légitimité de toute opposition peut être déniée - apparaît comme l'une des caractéristiques fondamentales du populisme et conduit à la constatation troublante qu'un gouvernement démocratiquement élu peut constituer une menace pour la démocratie. Cependant, la menace en question peut ne pas être clairement perceptible dans le discours et dans l'orientation politique d'un parti populiste lorsqu'il arrive au pouvoir ; en effet, les caractéristiques généralement attribuées à une politique populiste ne prennent souvent forme qu'au cours d'un processus dynamique de déviation progressive par rapport aux normes et institutions de la démocratie représentative. On pourrait donc avancer que la nature du populisme est mieux comprise si celui-ci est appréhendé comme un processus plutôt que comme une idéologie dotée d'un ensemble de caractéristiques données.

> L'évolution du populisme de droite en Turquie

Lorsque l'AKP (Parti de la justice et du développement) est arrivé au pouvoir en Turquie en 2002, ses dirigeants ont utilisé le terme de « démocratie conservatrice » pour définir la position idéologique du parti, espérant ainsi dissiper les inquiétudes concernant son passé islamiste. À l'origine, les fondateurs du parti étaient en effet issus du Parti islamique de salut national, et la plupart d'entre eux avaient occupé des postes importants dans le gouvernement de coalition dirigé par le RP (Parti du bien-être), un parti qui avait été dissous en 1997 en raison de son orientation anti-laïque. Les affirmations des dirigeants de l'AKP selon lesquelles le parti avait abandonné sa position islamiste ont pourtant paru convaincre de nombreuses personnes dans le pays et La récente crise monétaire en Turquie montre comment les violations de la loi en vue de préserver l'autonomie de la banque centrale peuvent causer de graves dommages à l'économie.

Photo: Ayşe Buğra.

à l'étranger. Les déclarations d'engagement en faveur d'une stratégie économique axée sur le marché étaient également rassurantes pour ceux qui étaient prêts à accepter l'AKP comme un parti de droite « normal ».

Aujourd'hui, l'AKP et son leader Erdoğan sont régulièrement représentés dans les débats comme un exemple éloquent de la menace que représente le populisme pour la démocratie. Ce changement de perception est moins lié à l'émergence d'un agenda islamiste caché qu'au développement d'une tendance à la polarisation de la société qui existait déjà préalablement. Cette tendance s'est d'abord constituée comme argument défensif pour dénoncer ce qui était présenté comme une opposition de forces laïques autoritaires, étrangères à l'univers culturel du pays et hostiles à un gouvernement élu à la majorité.

L'AKP, comme le RP dans les années 90, a eu largement recours au langage de la politique de reconnaissance pour mettre en avant la position défavorable de la majorité musulmane du pays sous le régime républicain laïque. On avait là des vainqueurs populistes qui agissaient comme des victimes, et qui présentaient la majorité comme une minorité maltraitée, ainsi que l'a expliqué Jan-Werner Müller dans son livre Qu'est-ce que le populisme ? Pourtant, dans le contexte de l'époque, où la politique identitaire a été largement adoptée (par-delà les clivages



Photo : Ayşe Buğra.

gauche/droite), certains ont également interprété cet élément du discours de l'AKP comme un appel démocratique à une reconnaissance de la différence culturelle, contre l'universalisme contesté de la position laïque. En outre, l'approche de l'AKP en matière de politique identitaire s'est également étendue aux minorités ethniques, avec la promesse de reconnaître et de respecter leurs différences culturelles jusqu'alors déniées - du moins au niveau du discours. Pendant un certain temps, ce discours a permis au parti de bénéficier du soutien de différents segments de la population, y compris d'intellectuels progressistes de gauche et de certains citoyens kurdes.

Ce n'est que plus d'une décennie après la formation du premier gouvernement de l'AKP qu'il est devenu possible de discerner les problèmes inhérents à la conception du parti en matière de différences entre les groupes. Alors que la reconnaissance de la différence culturelle était présentée comme un élément essentiel de justice, la question de la juste représentation a été liée au monopole légitime du parti élu ou de son chef sur la représentation politique de tous les groupes.

> L'utilisation de la politique identitaire par la droite

À la lumière des récents développements politiques en Turquie, une ques-

tion soulevée par Sheri Berman revêt toute son importance : « Pourquoi la politique identitaire profite-t-elle davantage à la droite qu'à la gauche ? ». Comme Eric Hobsbawm l'avait déjà signalé en 1996 dans un article publié dans The New Left Review, le nationalisme est la seule forme de politique identitaire qui repose sur un appel commun à la majorité des citoyens et « la droite, en particulier la droite au pouvoir, a toujours prétendu en avoir le monopole ». Dans le cas de l'AKP, l'utilisation réussie de la rhétorique de la politique identitaire a finalement abouti à une forme de nationalisme qui présente les partis d'opposition comme une menace pour l'intérêt national. C'est ce qu'illustrent, par exemple, les discours de campagne qui ont précédé les élections législatives de 2015.

Outre l'évolution du discours – de l'affirmation de la différence culturelle à une rhétorique nationaliste – d'importants changements institutionnels ont été successivement introduits après les trois référendums tenus en 2007, 2010 et 2017. En fait, le cas de la Turquie montre à quel point notre époque de populisme est aussi une époque de référendums. La conjonction de la montée actuelle du populisme et de l'importance prise à l'échelle mondiale par les référendums comme procédures de décision politique pourrait être interprétée

comme le reflet d'un mécontentement populaire généralisé vis-à-vis de la démocratie représentative. En tant que telles, ces deux tendances suscitent des préoccupations semblables dans les milieux progressistes, qui y voient une forme de souveraineté populaire qui n'est pas limitée par un système d'équilibre entre pouvoirs et contre-pouvoirs. En Turquie, les référendums ont en effet joué un rôle important dans l'élimination progressive des contraintes bureaucratiques et juridiques pesant sur l'exécutif et, en fin de compte, dans la mise en place d'un système présidentiel où le président élu dispose d'un immense pouvoir de décision.

Il est intéressant de noter que l'introduction du pays dans l'économie de marché mondiale est restée un facteur important pour limiter l'utilisation par le dirigeant élu de son pouvoir de décision absolu. La récente crise monétaire en Turquie a montré comment la violation de l'État de droit et le non-respect de l'autonomie de la banque centrale ont entraîné une érosion de la confiance des investisseurs et causé de graves dommages à l'économie. Puisqu'il devient maintenant clair que la crise ne peut pas être seulement gérée à coup de références répétées aux forces qui conspirent contre le pays, les dirigeants politiques populistes autoritaires pourraient être amenés à reconnaître que leur pouvoir peut aller à l'encontre du bon fonctionnement d'une économie de marché. Le type de changements que cela peut susciter dans le domaine de la vie politique et de la politique économique est encore incertain.

Toute correspondance est à adresser à Ayşe Buğra < bugray@boun.edu.tr>

> Amérique latine :

L'intérêt personnel prime sur l'action sociale

Ramiro Carlos Humberto Caggiano Blanco, Université de São Paulo (Brésil) et **Natalia** Teresa Berti, Universidad del Rosario (Colombie)



Manifestations en Argentine. Photo : Ramiro Carlos Humberto Caggiano Blanco.

e boom du cours des matières premières au début des années 2000 a permis aux gouvernements d'Argentine et du Brésil de combiner une politique de réindustrialisation avec une politique d'intégration sociale. Ces gouvernements ont renationalisé les entreprises stratégiques, opéré une (re-)réglementation du marché du travail, instauré un revenu minimum, renforcé l'éducation publique et soutenu les prêts au logement, entre autres mesures qui ont permis aux classes moyennes de se développer et à de vastes secteurs de la population de sortir de la pauvreté. Toutefois, la reprise économique et les importants flux d'investissement drainés ont maintenu le caractère très concentré de ces économies. La crise de 2008 a mis en évidence la fragilité des privilèges acquis par les classes moyennes. Cette année-là a vu l'émergence des revendications autoritaires et discriminatoires de ceux qu'on appelle les caceroleros en Argentine et les paneleiros au Brésil, ces manifestants qui font du tapage

sur des casseroles et qui ont joué un rôle important dans la perte de popularité de Cristina Fernández de Kirchner et de Dilma Rousseff ainsi que dans l'ascension des gouvernements populistes de droite qui a suivi.

Au mois de mars 2008 en Argentine, les groupes liées à l'exportation de céréales ont lancé une série de manifestations et de barrages routiers pour protester contre une nouvelle mesure fiscale destinée à compenser le déséquilibre entre un secteur agricole très compétitif et diverses industries en retard au plan technologique. La durée et le niveau très élevé d'acceptation des grèves dans les régions agricoles ont conduit certains centres urbains à la limite de la pénurie alimentaire.

Ce fut le début d'une série de manifestations « auto-organisées » par certains secteurs des classes moyennes et supérieures de Buenos Aires qui, au son des casseroles et des poêles, se sont étendues à d'autres villes. En 2012, ces manifestations étaient devenues massives, puis le mouvement a commencé à progressivement s'essouffler. Ces manifestations, connues comme #13S, #8N, #18A, #8A, #13A, #13N et #18F¹, rassemblaient diverses doléances – corruption, manque de liberté, une allocation universelle pour enfants, etc. – qui étaient toutes exprimées sous forme de chants agressifs et d'affiches contre la présidente et le parti au pouvoir.

En mai et juin 2013 au Brésil, les manifestations de protestation pour réclamer la gratuité des transports collectifs ont changé d'orientation, et se sont transformées en mouvement de protestation des classes moyennes contre la Coupe du monde et la précarité des services publics. En 2015 et 2016, les manifestations gagnaient pratiquement toutes les grandes villes brésiliennes, changeant de caractère et adoptant un ton très agressif contre la Présidente Dilma Rousseff et le Parti des Travailleurs, ainsi que contre les politiques sociales menées depuis 2002. Ces

manifestations combinaient un appel à la destitution de Rousseff, des positions fascisantes en faveur de la régénération de la dictature et une hostilité affichée envers la gauche. De nombreux groupes appelaient directement à une « intervention militaire immédiate ».

Les classes moyennes et supérieures manifestaient contre la réduction du fossé social que les deux gouvernements s'efforçaient de combler par des politiques anticycliques et la réglementation du marché du travail. Les petits et moyens entrepreneurs rejetaient l'émancipation des travailleurs, et les catégories salariées refusaient de perdre le privilège d'avoir des domestiques non déclarés. En même temps, ces classes moyennes et supérieures associaient la politique sociale du gouvernement à la corruption de certains individus et de l'État. La « théorie de la méritocratie » leur a servi à normaliser les inégalités sociales et à légitimer la pauvreté au motif qu'elles seraient dues à un échec personnel lié à la paresse ou au manque de compétences. Cette théorie va de pair avec la « théologie de la prospérité » des Églises pentecôtistes qui affirme que l'effort est économiquement compensé par Dieu, ainsi qu'avec les discours exaltant « l'esprit d'entreprise ».

Ce mécontentement, qui a commencé comme une condamnation acharnée, manichéiste et sélective, de la corruption – celle de Kirchner en Argentine et celle du Parti des Travailleurs au Brésil – comme symptôme de la « déviation de caractère » des dirigeants, est devenu un terrain propice au développement de diverses théories fondamentalistes.

Dans le même temps, un point de vue partial sur qui était réellement impliqué dans la corruption était adopté, sans que soit remis en question le caractère structurel de celleci dans les deux sociétés.

Le fondamentalisme se définit par la perception qu'il existe une vérité révélée qui invalide toute possibilité de débat. On a assisté à une renaissance du fondamentalisme anticommuniste en Argentine et au Brésil sous le couvert de l'anti-chavisme. Aujourd'hui, la menace est incarnée par la « venezuelisation » et le « bolivarisme » en général, compris comme toute tentative de détruire les fondements du « capitalisme occidental » et de la « famille traditionnelle ». Les fondamentalistes anticommunistes s'opposent à la réduction des inégalités sociales et de genre, ce qui se traduit par une haine des pauvres, des féministes, des gays et des Noirs au Brésil et des villeros (habitants des bidonvilles) en Argentine, qui sont tous accusés d'être incompétents, ignorants ou vénaux.

Cela a ouvert la porte à la popularisation de l'idéologie ultralibérale, héritée de l'école autrichienne, qui, comme l'explique le chercheur brésilien en sciences sociales Carapanã, s'appuie sur deux piliers : « l'État minimal » et le pacta sunt servanda selon lequel tous les droits sont réduits à ce qui est « librement » accepté par les parties. À partir de là, une dichotomie sui generis simpliste est établie qui se traduit par : gauche-État- contre droite-marché-liberté. La première séquence représente « l'égalité » comme une menace, tandis que la seconde requalifie le concept de liberté comme « absence d'État ».

Le deuxième moment de la construction du populisme de droite est le mariage de convenance entre l'ultralibéralisme et le christianisme fondamentaliste, sous toutes ses formes. L'attaque contre l'État est un point de référence commun car si l'État « limite le champ de la liberté », il réduit aussi l'autorité patriarcale par le biais de l'intervention publique, y compris dans l'enseignement privé. L'alliance entre les ONG qui défendent l'ultralibéralisme et les Églises néo-pentecôtistes s'est traduite en Argentine et au Brésil à la fois par des attaques contre la politique sociale et l'ingérence de l'État dans l'économie, la condamnation de « l'idéologie du genre » et des accusations d'« endoctrinement des élèves par les enseignants » dans les écoles.

Selon la sociologue brésilienne Camila Rocha, le succès d'un régime subjectif de la haine obtenu auprès de l'establishment - un succès qui empêche toute possibilité d'analyse et de dialogue démocratique - s'explique par l'utilisation efficace de nouveaux outils technologiques, l'espace croissant que les médias hégémoniques accordent à ces idées, et l'infiltration par capillarité d'organisations politiques traditionnelles comme les ONG et les partis politiques. Ainsi, un consensus a été atteint contre des luttes qui semblaient avoir abouti avec le retour de la démocratie dans les deux pays (en 1983 pour l'Argentine, et en 1986 pour le Brésil) : la lutte pour les droits de l'homme et la lutte contre les inégalités sociales. Et ce consensus s'est installé dans ces sociétés à base de fortes doses de volontarisme, de postulats erronés, de simplifications fallacieuses et d'incessantes fake news.

Toute correspondance est à adresser à : Humberto Caggiano Blanco <<u>ramirocaggianob@gmail.com</u>> Natalia Teresa Berti <<u>natalia.berti@urosario.edu.co</u>>

¹ Respectivement: 13 septembre et 8 novembre 2013; 18 avril, 8 août et 13 novembre 2013, et 18 février 2014.

> Le nationalisme radical,

nouvelle contre-culture en Pologne?

Justyna Kajta, Université de Wrocław (Pologne)



Marche pour célébrer le Jour de l'Indépendance, organisée par des groupes nationalistes à Varsovie, Pologne, 2011. Wikipedia, Creative Commons.

es dernières années, le soutien croissant aux partis nationalistes et populistes de droite a été un sujet de préoccupation pour les sociologues et les responsables politiques démocrates de nombreux pays. En Pologne, les organisations nationalistes radicales sont devenues plus visibles depuis 2015, date à laquelle le parti de la droite conservatrice Droit et Justice (PiS) a remporté les élections législatives. On assiste à une augmentation similaire des discours nationalistes à travers l'Europe, et partout où des partis de la droite radicale populiste attirent des voix en mobilisant autour de sujets tels que l'immigration et la souveraineté.

Que représente le nationalisme radical en Pologne à l'heure actuelle ? Que signifie se battre pour la « Grande Pologne » ? Pour tenter de répondre à ces questions, j'ai mené une recherche auprès de membres d'organisations nationalistes en Pologne que j'ai interviewés afin de retracer le parcours biographique qui les a menés jusqu'à l'organisation à laquelle ils appartiennent, ainsi que leurs motivations et leur vision du monde.

Quatre grandes catégories discursives ressortent de la façon dont les nationalistes se décrivent et décrivent leur activité. Premièrement, ils se considèrent comme les éducateurs d'une nouvelle génération de patriotes, qui connaissent l'histoire de la Pologne et mettent en avant ce qu'ils estiment être la bonne version politique de cette histoire. Deuxièmement, ce sont des défenseurs/ (re)créateurs de l'identité polonaise, strictement fondée sur la tradition et les valeurs catholiques. Troisièmement, ils sont des activistes anti-sys-

tème qui s'opposent au « système », incluant au sens large l'Union européenne (UE), l'establishment politique, la politique post-1989 et les médias progressistes. Quatrièmement, ils se présentent comme des citoyens socialement et politiquement engagés qui, contrairement à la majorité de la société polonaise, se soucient et sont conscients des menaces qui pèsent sur le pays.

En se basant sur l'analyse de leurs récits et des documents publiés sur les sites web de leurs organisations, on peut dire que le mouvement nationaliste contemporain en Pologne est un mouvement social qui s'oppose à la postmodernité et au libéralisme et qui se tourne vers la tradition. Il peut être considéré comme une forme particulière de contre-culture : antilibéral (un sentiment basé sur la domination – ressentie – du discours

et de la politique de la gauche libérale, c'est-à-dire progressiste), antiestablishment, anti-UE, anti-hétérogénéité. Alors que la contre-culture des années 1960 était basée sur des slogans progressistes, ce que nous observons aujourd'hui, c'est un (impossible) retour vers le passé, difficile à imaginer compte tenu de tous les changements qui sont intervenus depuis lors. Ce qui rend cette contreculture encore plus particulière est le fait que le gouvernement (du PiS) semble en faire partie. Un autre élément problématique est son incapacité à définir précisément l'époque du passé, ou de l'ordre traditionnel, à laquelle il cherche à revenir : le « passé » fonctionne comme une forme de concept abstrait plutôt que comme un point de référence précis. Le mouvement nationaliste contemporain est également un mouvement anti-système qui dénonce la classe politique et l'absence de véritable changement réel en profondeur après 1989 (y compris la décommunisation

LA MONTÉE DU POPULISME DE DROITE

déficiente, et la facilité avec laquelle les élites politiques se sont reconverties en élites nationales). Les participants au mouvement sont liés au plan culturel, identitaire et politique plutôt qu'au plan économique. Ils partagent (1) le sentiment que sont menacées les valeurs (nation, religion, famille traditionnelle, histoire) considérées comme le fondement de la civilisation européenne et de l'identité polonaise; (2) la conviction que l'hypocrisie règne sur la scène politique ; et (3) la conviction que la souveraineté de la Pologne est limitée.

La réalité est appréhendée en termes de dichotomies très tranchées : au niveau le plus général, le monde est divisé entre « le bien » et « le mal » (cf. le schéma ci-après). Du côté du « bien » se trouvent les valeurs les plus importantes pour ces organisations : la civilisation européenne, la religion (le christianisme), la nation et la famille. Ces valeurs sont définies en référence à la tradition, à la

communauté et à l'ordre moral. Elles sont considérées comme autochtones, naturelles, éternelles, et par là-même, réelles. De plus, nous pouvons observer deux paires de catégories inséparables - (1) la nation polonaise et la foi catholique et (2) la civilisation européenne et le christianisme - qui illustrent le caractère central de la religion dans le nationalisme polonais. Ce qui domine du côté du « mal », c'est le libéralisme, qui est considéré comme contraire à la vision traditionnelle du monde, et qui est identifié (entre autres) à l'Union européenne. Conjointement avec le matérialisme, le relativisme et l'égalitarisme, le libéralisme détruit l'ordre ancien et conduit à la désintégration de la communauté. Contrairement aux catégories du « bien », les catégories du « mal » sont inventées et « imposées » par des puissances/ groupes extérieurs. Dans un tel contexte, la classe politique, l'Union européenne, les homosexuels et les réfugiés deviennent les principaux

La vision dichotomique de la réalité dans le discours du mouvement nationaliste

LE BIEN

Tradition, communauté et ordre

Civilisation européenne

(réelle, éternelle, traditions enracinées)

Valeurs chrétiennes éternelles

(foi catholique, source de la moralité, caractère naturel)

Communauté nationale

(un tout organique, hiérarchie, liberté, souveraineté, ordre)

Famille traditionnelle

(santé, communauté)

libéralisme, égoïsme et dégénération

Démocratie libérale

(UE perçu comme un régime, totalitarisme, hostilité, étrangeté, fausseté, danger)

Idéologie des droits de l'homme des Lumières et relativisme

(caractère artificiel, manque de vérité objective)

Chaos du cosmopolitisme et égalitarisme

(matérialisme, égalitarisme mythifié/inventé, désintégration de la communauté et de l'ordre)

Modèle de relations parmi la gauche/ les libéraux

(politiciens, médias, féministes, lobby homosexuel; maladie, dégénération, nocivité)

Source : Analyse de 30 entretiens biographiques avec des représentants des organisations Młodzież Wszechpolska (Jeunesses de la Grande Pologne), NOP (Renaissance nationale de la Pologne) et ORN (Camp radical national) réalisés entre 2011 et 2015, et de documents publiés sur les sites web officiels de ces organisations.



Marche pour célébrer le Jour de l'Indépendance, organisée par des groupes nationalistes à Varsovie, Pologne, 2015. P. Drabik/flickr. Certains droits réservés.

ennemis. Ils incarnent des caractéristiques et des phénomènes qui sont perçus comme nuisibles, parce qu'ils menacent la conception d'une nation homogène, uniforme et souveraine.

Le nationalisme radical est basé sur deux émotions essentielles : l'incertitude et la fierté. Compte tenu des changements en cours dans les contextes politique, économique et culturel aux niveaux national, européen et mondial, l'incertitude est un sentiment commun et partagé et ne constitue pas en soi une condition suffisante pour devenir nationaliste. Cependant, un discours nationaliste radical lié à une vision dichotomique du monde peut apparaître comme une réponse aux problèmes quotidiens, y compris ceux liés aux difficultés pour conserver un emploi décent, un logement et un certain niveau de vie. Certains segments de la société polonaise se montrent réceptifs aux récits sur des réfugiés dangereux qui imposent leur culture et s'emparent des logements sociaux et des emplois, des minorités sexuelles qui abusent d'enfants, des multinationales qui exploitent les travailleurs

polonais, et des « libéraux » qui s'attaquent délibérément aux traditions et aux valeurs polonaises. De tels discours apportent des réponses faciles et des points d'ancrage solides qui allègent le fardeau de l'incertitude en le transformant en aversion pour des ennemis inventés. Le nationalisme a également à voir avec la fierté nationale: un sentiment qui se manifeste comme une protestation contre la position semi-périphérique de la Pologne dans le monde. De même, comme le montre la recherche de Maciej Gdula sur les électeurs du PiS, le nationalisme radical est une manière de rechercher la signification symbolique de la Pologne et de se « relever », de ne plus être « à genoux ». Il y a un fort besoin de se sentir supérieur aux autres et de construire une identité nationale meilleure - consciente et ancrée au plan historique.

La société polonaise va-t-elle être dominée par la vague de la contreculture nationaliste ? D'un côté, on peut dire que le nationalisme radical ne va pas perdre son soutien de sitôt et on peut difficilement savoir quel genre de discours peut le remplacer et expliquer facilement la complexité du monde contemporain. De plus, lors de la marche pour célébrer le Jour de l'Indépendance le 11 novembre 2018, les organisations nationalistes ont défilé aux côtés du gouvernement polonais, ce qui montre que la configuration des opportunités politiques est favorable à leur développement. D'un autre côté, ceux qui représentent une vision du monde opposée, progressiste et de gauche, sont, malgré un contexte politique moins favorable, toujours visibles et actifs au sein de la société polonaise. Les résultats qu'ils ont obtenus aux récentes élections locales sont un signe que leur présence continue de compter : bien que le PiS ait généralement obtenu le plus grand nombre de sièges dans les gouvernements régionaux, les habitants des plus grandes villes de Pologne ont élu plus de candidats « libéraux », c'est-à-dire progressistes. Nous pouvons nous attendre au cours des prochaines années à une tension et à un conflit croissants au niveau des débats culturels plutôt qu'à une domination du débat public par les nationalistes radicaux.

Toute correspondance est à adresser à Justyna Kajta <juskajta@gmail.com>

> L'apport de Marie Jahoda

Johann Bacher, Université Johannes Kepler de Linz (Autriche), **Julia Hofmann**, Chambre du Travail de Vienne (Autriche) et **Georg Hubmann**, Institut Jahoda-Bauer (Autriche)



n 2017, les auteurs du présent article se sont attelés à l'édition, au financement et à la présentation de la thèse de doctorat, jusqu'alors presque inconnue, de Marie Jahoda, célèbre spécialiste autrichienne de sciences sociales qui termina sa thèse à la fin de l'année 1931 sous la direction de Karl et Charlotte Bühler. La thèse, validée par l'Université de Vienne en 1932, s'appuyait sur 52 entretiens qualitatifs avec des pensionnaires des Versorgungshäuser, ces hospices qui accueillaient des personnes malades et démunies à Vienne. Il s'agissait de la première étude empirique à utiliser des informations biographiques de membres de la classe ouvrière. Les entretiens et la thèse offrent un témoignage saisissant sur l'oppression qui caractérisait les conditions de vie de la classe ouvrière dans la seconde moitié du XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e siècle.

À la même époque, Jahoda participait à la célèbre étude Les Chômeurs de Marienthal, écrite en collaboration avec Paul Lazarsfeld et Hans Zeisel. C'est au cours de l'été 1932 qu'elle rédige les principales parties de ce rapport.

En 1937, après un séjour en prison, elle est libérée grâce à l'intervention de soutiens à l'étranger mais le régime austrofasciste lui donne quelques jours pour quitter le pays. Son engagement auprès du mouvement social-démocrate avait été interdit par le régime austrofasciste depuis 1934.

Marie Jahoda en 1937. Credit: AGSÖ (Archives pour l'Histoire de la Sociologie en Autriche).

Jahoda s'installe dans un premier temps en Grande-Bretagne, où elle participe à plusieurs projets de recherche appliquée, dont une étude sur un modèle d'économie de subsistance dans une région minière du Pays de Galles à fort taux de chômage. En 1945, elle part pour les États-Unis et obtient un poste au sein du département de recherche de l'American Jewish Committee, où elle réalise plusieurs études empiriques. Fin 1947, elle rejoint le Bureau of Applied Social Research à l'Université Columbia et débute une collaboration fructueuse avec Robert K. Merton. En 1949, elle devient maître de conférences et, en 1953, professeure titulaire de psychologie sociale à l'Université de New York. En 1958, elle retourne en Grande-Bretagne pour des raisons personnelles et enseigne à l'Université Brunel ; en 1965, elle fonde la chaire de psychologie sociale à l'Université du Sussex. Elle décède au Royaume-Uni en 2001. Dans son pays natal, l'Autriche, son œuvre et ses réalisations extraordinaires n'ont été reconnues que très tardivement, à la fin des années 80. Jahoda avait voulu retourner en Autriche après la Seconde Guerre mondiale, mais n'avait reçu aucune offre d'emploi.

Marie Jahoda est l'auteure de plus de 250 publications, couvrant de nombreux domaines différents : l'emploi et le chômage ; les comportements et les changements de comportement, notamment en ce qui concerne l'antisémitisme ; le conformisme et l'autoritarisme ; la santé publique ; les méthodes de recherche et la méthodologie ; la psychanalyse. Elle a également signé nombre de recensions publiées dans de prestigieuses revues scientifiques, ce qui témoigne de l'intérêt soutenu qu'elle portait à des domaines scientifiques divers.

> Ce que Marie Jahoda peut nous apporter

En tant que chercheurs en sciences sociales et citoyens engagés politiquement, que pouvons-nous apprendre du travail scientifique et du parcours de Marie Jahoda ? Nous provenons nous-mêmes d'horizons divers : l'un d'entre nous est professeur titulaire de sociologie à l'université, un autre travaille auprès d'un groupe de réflexion, et la troisième travaille à la Chambre du Travail autrichienne – deux hommes et une femme, d'âges différents. Ce que nous avons en commun, c'est d'avoir tous trois étudié les sciences sociales (la sociologie et la socioéconomie) dans

la même université, et de vouloir contribuer à résoudre les problèmes sociaux et réduire les inégalités sociales.

La première conclusion que nous pouvons tirer de l'œuvre et du parcours de Jahoda est qu'il nous faut centrer notre travail sur les problèmes réels des gens. Cela implique notamment de s'intéresser personnellement aux problèmes sociaux qu'ils rencontrent. La biographie de Jahoda offre de nombreux exemples d'un tel engagement. Ce type d'engagement stimule la recherche, comme Jahoda l'a mis en évidence dans ses écrits méthodologiques, et permet par ailleurs une meilleure compréhension des phénomènes sociaux – et peut même amener à trouver des solutions. Jahoda a souligné – et elle n'est pas la première – que les questions scientifiques, lorsqu'elles sont développées dans l'abstrait, ne sont pas toujours utiles pour définir et résoudre les problèmes de la société. Cette exigence nous est bien connue, et il n'est pas facile d'y répondre.

Deuxièmement, Jahoda nous enseigne que l'analyse des problèmes sociaux et des inégalités sociales exige de s'intéresser à de nombreux domaines scientifiques et de travailler en collaboration avec des spécialistes de différentes disciplines. La concurrence entre les disciplines n'est pas constructive, car il n'est pas possible de répartir les problèmes sociaux par domaine scientifique. Marie Jahoda ne connaissait pas de frontières scientifiques dans son travail et pratiquait l'interdisciplinarité, en particulier entre la sociologie et la psychologie. Son concept de psychologie sociale non réductionniste est utile pour explorer ce qu'elle appelait la réalité sociale, en faisant le lien entre structure sociale et personnalité (c'est-à-dire entre sociologie et psychologie). L'un des objectifs de la psychologie sociale non réductionniste est d'analyser les expériences qu'une institution sociale fournit, en quoi leur interprétation influence le comportement des gens, et vice-versa. Le concept de Jahoda des cinq fonctions latentes du travail demeure un excellent exemple de ce lien. Ce concept suppose que le travail en tant qu'institution sociale offre des types spécifiques d'expériences qui répondent à des besoins humains de base (fondamentaux) : le travail (1) structure la journée, (2) stimule les gens, (3) élargit leur horizon social au-delà du cercle privé, (4) les fait participer à des objectifs collectifs plus élevés, et (5) procure une identité sociale et un statut social.

Ces cinq fonctions latentes et leurs relations avec les besoins humains fondamentaux restent utiles aujourd'hui pour analyser les changements sociaux, du moins dans les pays occidentaux. Nous devrions nous demander plus fréquemment dans quelle mesure et pour quels groupes de personnes certaines évolutions sociétales portent atteinte à ces besoins fondamentaux des êtres humains. Selon les principes méthodologiques de Jahoda, une telle analyse doit s'appuyer sur les expériences de la vie quotidienne des gens et leurs besoins en tant qu'êtres humains. C'est en gardant cela à l'esprit que nous pourrons rendre nos analyses plus vivantes et nos conclusions plus convaincantes (cf. le dos-



La thèse de 1932 de Marie Jahoda a été publiée en 2017 par Studien Verlag sous le titre Marie Jahoda Lebensgeschichtliche Protokolle der arbeitenden Klassen 1850-1930 [Rapports historicobiographiques de Marie Jahoda sur la classe ouvrière, 1850-1930], édition établie par Johann Bacher, Waltraud Kannonier-Finster, and Meinrad Ziegler.

sier sur les think tanks dans <u>Dialogue Global 8.2</u>), nous permettant d'attirer un public plus large et d'alimenter le débat public (tout le monde n'étant pas censé être d'accord !).

Enfin, nos analyses doivent privilégier le développement de l'humanité. À notre avis, les sciences sociales ont surtout été centrées ces dernières années sur la question de savoir pourquoi la société entrave le développement de notre humanité. Ces analyses, bien qu'importantes au regard des divers problèmes sociaux auxquels sont confrontées nos sociétés mondialisées, conduisent souvent à un diagnostic négatif ou pessimiste, or une telle vision négative fait désormais partie de notre identité de spécialistes des sciences sociales. Suivant l'exemple de Jahoda, nous devrions, d'une part, lier plus étroitement les problèmes de la vie réelle à notre recherche scientifique et, d'autre part, développer une attitude plus optimiste. Cela nous aiderait également à renforcer le rôle de l'expertise théorique dans le discours scientifique et politique à une époque où s'accroît l'influence des think tanks néolibéraux. Nos analyses doivent en partie répondre à la question suivante : quelles conditions sociétales doivent être remplies pour que nous puissions développer notre humanité?

Toute correspondance est à adresser à :
Johann Bacher <<u>johann.bacher@jku.at</u>>
Julia Hofmann <<u>Julia.HOFMANN@akwien.at</u>>
Georg Hubmann <<u>georg.hubmann@jbi.or.at</u>>

> Relations du travail et dialogue social au Portugal

Elísio Estanque, Université de Coimbra (Portugal) et membre des comités de recherche de l'ISA sur les Mouvements de travailleurs (RC44) et les Classes sociales et les mouvements sociaux (RC47), et **António Casimiro Ferreira**, Université de Coimbra (Portugal)



À Lisbonne, peinture murale commémorant la « révolution des œillets » du 25 avril 1974. Photo : Kimble Young, Creative Commons.

e Portugal est un pays semi-périphérique qui a connu une transition démocratique en 1974, après une longue période de dictature qui avait commencé en 1926. « L'État nouveau » (Estado Novo) autoritaire a été institué par la Constitution de 1933, jetant les bases normatives d'un corporatisme fasciste qui a permis de légitimer le contrôle de l'État sur les syndicats et s'est établi en exerçant une violente répression des travailleurs.

La résistance de la classe ouvrière a été faible et sporadique pendant les 48 années de régime autoritaire. Ce n'est qu'à la fin des années 1960 que certains groupes organisés de résistance au sein des syndicats corporatistes ont fait leur apparition. L'urbanisation, la concentration de la population dans les zones côtières, la croissance de certains services publics, ainsi que le développement du secteur tertiaire dans l'économie ont ouvert aux travailleurs la voie vers une nouvelle dynamique associative (bien que de manière toujours clandestine). C'est dans ce contexte que la confédération syndicale qui domine encore aujourd'hui (l'Intersindical Nacional, devenue la CGTP ou Confédération générale des travailleurs portugais) est née en 1970. Cependant, tout au long de cette période, de la fin des années 60 à la révolution du 25 avril 1974, malgré l'ouverture relative de l'économie et la croissance du secteur des services, le Portugal est resté un pays essentiellement rural. L'industrie naissante était basée sur une main-d'œuvre bon marché dans le cadre d'une économie contrôlée par l'État et d'un régime répressif et tutélaire qui surveillait les travailleurs, les syndicats et la société en général.

C'est la révolution des œillets (du 25 avril 1974) qui a créé les conditions propices à l'émergence du système actuel des relations du travail et des droits des travailleurs. Ce n'est en effet que depuis cette date qu'on peut parler de dialogue social et de droit du travail dans la société portugaise. De plus, c'est grâce à la forte effervescence révolutionnaire des mouvements sociaux et populaires de cette période (1974-1975) que le Portugal est devenu le seul pays occidental à adopter ouvertement un projet socialiste, comme indiqué dans la Constitution de 1976. Mais ces années conflictuelles et révolutionnaires ont aussi profondément marqué le pays (pour le meilleur et pour le pire), mettant en place un clivage structurel entre des modèles sociaux opposés. Cela s'est traduit dans le domaine politique par une division entre les idéologies anti-système - le PCP (Parti communiste portugais) et l'extrême gauche – et les idéologies social-démocrates ou libérales - le PS (Parti socialiste) et le PSD (Parti social-démocrate). Ce conflit s'est reflété dans le domaine syndical entre, d'une part, la CGTP (un syndicalisme « de classe » sous influence communiste) et, d'autre part, l'Union générale des Travailleurs (UGT, un syndicalisme réformiste et de dialogue), fondée en 1978.

Le droit du travail mis en place dans le cadre de la nouvelle constitution reflétait, surtout dans sa phase initiale, l'influence des intenses luttes de classe de la période révolutionnaire. La Constitution a institutionnalisé une structure tripartite au niveau macrosocial : il s'agit du Comité permanent de dialogue social (CPCS) créé en 1984, remplacé en 1991 par le Conseil économique et social (CES). Dans la pratique, le modèle du dialogue social et de relations du travail a oscillé en fonction des différentes conjonctures politiques et de la dynamique des relations de pouvoir entre partenaires sociaux, ainsi que de l'évolution des indicateurs économiques et sociaux. Au cours des 30 dernières années, les périodes de crise et les répercussions de l'économie mondiale ont entraîné plusieurs modifications législatives qui ont limité les politiques sociales, suivant en cela la tendance générale vers la déréglementation, la flexibilisation et la segmentation du marché du travail.

La récente crise économique et financière de 2008 a eu au Portugal de lourdes répercussions, en particulier pendant le plan de sauvetage (2011-2014). Au cours de cette période, la situation qui a émergé au Portugal était celle d'un « état d'exception ». Les mesures d'austérité imposées par la Troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) et appliquées avec zèle par le précédent gouvernement de droite (PSD / CDS, dirigé par l'ancien Premier ministre Passos Coelho) ont renforcé les inégalités sociales et les phénomènes d'exclusion dans un contexte de tensions sociales qui a donné lieu à un cycle de manifestations et de grèves, impulsé par les mouvements sociaux et syndicaux.

Ce cadre d'austérité a impliqué une organisation sociale et un institutionnalisme politique et juridique visant à calmer et stabiliser les marchés par la mise en conformité des déficits budgétaires et la destruction des mécanismes du dialogue social. Les mesures d'austérité et l'agenda « réformiste » du néolibéralisme ont convergé avec une volonté de réduire les coûts du travail et les indemnités de licenciement, de flexibiliser le temps de travail et de restreindre la négociation collective. Une série de modifications législatives emblématiques ont été expressément introduites pour réduire les avantages accordés à la classe des travailleurs. Le rôle des structures syndicales prévu dans la Constitution a également été restreint, et à la place a été privilégié le rôle des comités d'entreprise et des syndicats maison.

Dans le même temps, la forme privilégiée de réglementation des relations du travail – la négociation collective – a été soumise à de fortes contraintes en raison des limites imposées aux contrats de travail et aux conventions collectives. Ceux-ci, dans la mesure où ils dépendent d'une période de négociation – avec ou sans accord – favorisent objectivement les employeurs. La situation de la négociation collective pendant la période d'austérité s'est traduite par le blocage de cette forme de dialogue social moyennant l'augmentation des asymétries de pouvoir entre tra-

vailleurs et employeurs. Par ailleurs, au plan macrosocial, le Conseil économique et social (CES) a joué un rôle important dans la remise en question du cadre des relations du travail, sous la pression des engagements pris envers la Troïka. Ainsi, les éléments dilués dans le processus plus global des prétendues « réformes structurelles » ne pouvaient guère résister à de telles décisions sans perdre l'identité politique et juridique propre au droit du travail.

Le discours de l'austérité marqué par le fondamentalisme de marché a délégitimé les diagnostics alternatifs sur la situation réelle, et bloqué tout programme législatif reflétant une éthique sociale qui chercherait à protéger les droits du travail et la justice sociale. Même les institutions et organisations du dialogue social et de la citoyenneté se sont vues cooptées et transformées en instruments de légitimation de la nouvelle austérité.

Après le processus de démocratisation (à partir de 1974), quatre moments peuvent être identifiés : l'expansion et l'épuisement du dialogue macrosocial entre les années 1970 et 1980 ; le retour du dialogue social dans les années 90, lié aux processus d'intégration européenne et de mondialisation ; le moment de crise du dialogue social, marqué par la participation au déploiement de mesures d'austérité et aux réformes législatives qui ont suivi ; et enfin, le moment actuel où, moyennant des accords parlementaires entre le gouvernement socialiste, le Parti communiste et le Bloc de gauche, les négociations se sont déplacées vers le Parlement, avec une diminution progressive de l'importance des mécanismes de négociation (tant les négociations collectives que les mécanismes tripartites).

En conclusion, la période post-Troïka la plus récente a ouvert la voie à une nouvelle solution politique, offrant de nouvelles conditions pour un retour du dialogue social. Pour cette raison, le pays est aujourd'hui présenté comme un exemple à contre-courant dans le contexte européen, montrant d'ailleurs une viabilité surprenante d'alliances entre différentes forces politiques de gauche. Dans le cadre de cette nouvelle configuration politico-syndicale, ce ne sont pas seulement les protagonistes d'une politique partisane et les mouvements de protestation sociale, mais aussi les différentes formes d'action syndicale qui ont contribué à créer un climat propice aux alliances et aux négociations. Malgré les doutes et les perplexités qu'a suscité cette solution, l'expérience portugaise montre que l'avenir du dialogue social passe par de nouvelles configurations entre acteurs sociaux englobant les sphères politique et sociale. Elle démontre que la reprise économique et financière, malgré ses vicissitudes, peut aller de pair avec la reprise d'une politique sociale et la relance d'une politique d'alliance, dans une démocratie représentative où conflit et négociation sont indissociables.

Toute correspondance est à adresser à :

Elísio Estanque < elisio.estanque@gmail.com >

António Casimiro Ferreira < acasimiroferreira@gmail.com >

> L'équipe de Dialogue Global au Bangladesh







Asif Bin Ali



Md. Eunus Ali



Abdullah-Hill-Muhaimin



Eashrat Jahan Eyemoon



Kazi Fadia Iqbal



Habibul Haque Khondker



Hasan Mahmud



Mustafizur Rahman



Khairun Nahar



Juwel Rana



Toufica Sultana



Md. Helal Uddin



Rokeya Akhter travaille comme consultante pour des projets de développement au Bangladesh. Elle est spécialisée dans les plans d'action pour l'égalité entre les sexes, la nutrition des adolescents et la résilience aux changements climatiques dans le domaine de la sécurité alimentaire. Titulaire d'une licence et d'un master en sociologie de l'Université de Dhaka (Bangladesh), elle y prépare actuellement son doctorat sur la langue, la culture et la scolarisation à Dhaka.

Asif Bin Ali enseigne la sociologie à l'Eastern University de Dhaka et travaille comme rédacteur adjoint pour le *Daily Observer*, un quotidien bangladais en langue anglaise. Depuis 2017, il est également chargé de recherche auprès de la Central Queensland University (Australie). Il a obtenu son master de sociologie à la South Asian University de New Delhi (Inde). Ses recherches portent sur le nationalisme, le terrorisme, la formation de l'identité, la sociologie des religions et l'histoire des catastrophes naturelles.

Md. Eunus Ali est étudiant de premier cycle au sein du Département de Sociologie de l'Université de Dhaka. Ses intérêts de recherche sont le genre et le développement, la santé publique et la socialisation des enfants.

Abdullah-Hill-Muhaimin Chowdhury est un spécialiste des études de marché qualitatives et travaille actuellement comme associé chez Quantum Consumer Solutions. Il est titulaire d'une licence et d'un master en sociologie de l'Université de Dhaka. Ses recherches portent sur l'évolution des récits religieux en relation avec les représentations sociales au Bangladesh.

Eashrat Jahan Eyemoon est titulaire d'une licence et d'un master en sociologie de l'Université de Dhaka, où elle est actuellement chargée de cours au sein du Département de Sociologie. Ses recherches portent sur les relations hommes-femmes et la gouvernance en matière de sécurité alimentaire.

Kazi Fadia Iqbal poursuit ses études en vue d'obtenir son *MPhil* après une licence et une maîtrise en sociologie. Elle travaille actuellement comme directrice de campagne et au sein de la division de mise en réseau du South Asia Institute of Social Transformation (SAIST).

Habibul Haque Khondker, titulaire d'un doctorat de l'Université de Pittsburgh (États-Unis), est professeur de sociologie à l'Université Zayed à Abu Dhabi (Émirats Arabes Unis) et co-président du comité de recherche sur les Transformations sociales et la Sociologie du Développement (RCO9) de l'Association internationale de Sociologie. Ses recherches portent sur les théories de la mondialisation, les migrations, l'État, la société civile, la démocratie, les forces armées dans la vie politique, et la famine. Khondker est l'auteur avec Bryan Turner de Globalization: East/West (SAGE, 2010), et a dirigé avec Goran Therborn Asia and Europe in Globalization: Continents, Regions, and Nations (Brill, 2006) et avec Jan Nederveen Pieterse 21st Century Globalization: Perspectives from the Gulf (Dubaï et Abu Dhabi : Zayed University Press, 2010).

Hasan Mahmud est professeur adjoint à la Northwestern University au Qatar. Titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA), il a obtenu un master en études mondiales à l'Université Sophia de Tokyo et une licence et un master en sociologie à l'Université de Dhaka. Il a été professeur invité au Département de Sociologie de la Ball State University aux États-Unis. Il s'intéresse aux théories sociologiques, à la mondialisation, aux migrations internationales et au développement international, aux politiques identitaires et à l'ethnographie mondiale. Il a publié notamment dans Current Sociology, Migration and Development, Contemporary Justice Review et le Journal of Socioeconomic Research and Development.

Mustafizur Rahman est étudiant en master au sein du Département de Sociologie de l'Université de Dhaka. Il a été récompensé par une médaille d'or en 2018 pour les excellents résultats obtenus durant ses études de licence. Ses domaines de recherche sont la sociologie médicale et la santé publique.

Khairun Nahar travaille comme orthophoniste chez CS Care Limited. Elle est titulaire d'une licence avec mention et d'un master en linguistique, ainsi que d'un master de sciences sociales en orthophonie de l'Université de Dhaka.

Juwel Rana poursuit dans le cadre du programme Erasmus ses études supérieures en France à l'EHESP (École des hautes études en santé publique). Ses intérêts de recherche comprennent les répercussions de l'exposition de l'environnement aux polluants, aux métaux toxiques, aux perturbateurs endocriniens et aux facteurs qui y sont associés sur la santé physique et cognitive des enfants. Il a publié pour différentes revues nationales et internationales des articles et des chapitres de livres sur la santé environnementale, la santé des femmes et des enfants, les problèmes cardiovasculaires, le tabagisme, les déterminants sociaux de la santé et les inégalités en matière de santé. Il est rédacteur en chef du South Asian Journal of Social Sciences et co-fondateur du SAIST à Dhaka.

Toufica Sultana est doctorante en sociologie à l'Université de la Saskatchewan (Canada). Ses recherches portent sur le vieil-lissement et la santé mentale, la sociologie de la santé et de la maladie, la démographie, les inégalités sociales, la gestion des catastrophes et les études de vulnérabilité. Elle a enseigné la sociologie à l'Eastern University, au Bangladesh, avant d'intégrer le programme de doctorat au Canada. Elle a également travaillé à la Division de l'évaluation de la recherche (RED) du BRAC, au Bangladesh. Elle est rédactrice en chef adjointe du South Asian Journal of Social Sciences et cofondatrice du SAIST à Dhaka.

Md. Helal Uddin est professeur de sociologie à l'Eastern University (Bangladesh). Il est titulaire d'une licence et d'un master en sociologie de l'Université de Dhaka. Il travaille comme rédacteur adjoint pour le *South Asian Journal of Social Sciences* et comme directeur adjoint à la Division de la Recherche et de l'Innovation du SAIST. Ses recherches portent sur la sociologie environnementale, la sociologie de la santé et la postmodernité.